Albert Beugras

CAHIERS (1925-1937)

Présentés et annotés par Véronique Montémont
Avec le concours de Marie Chaix-Mathews

ECRISOI éditions

Albert Beugras

Carnets 1925-1937

Mémoires d'un collaborateur

*

Présentés et annotés par Véronique Montémont
avec le concours de Marie Chaix-Mathews

ECRISOI Editions

Ce livre est publié dans la collection
« Egocorpus »

ISBN : 9 782957888900

© Marie Chaix-Mathews pour le texte et l'iconographie
© Véronique Montémont pour la présentation et les notes

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, fait par quelques procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur et des ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 405 et suivants du Code pénal.

Cette édition est dédiée
à Marie et César

Albert Beugras, retour sur l'histoire d'un collaborateur

(Présentation des cahiers)

Albert Beugras sous l'uniforme allemand, revêtu lors de ses inspections sur le front de Normandie (1944

I

Éléments biographiques

Albert Beugras naît le 21 février 1903 au Creusot. Il est le deuxième fils de Louis Beugras et de Marie Berger, fille d'un enfant abandonné, elle-même élevée dans une famille d'adoption, les Gayet. Après avoir grandi dans une famille d'agriculteurs, Louis Beugras est ensuite employé aux usines Schneider du Creusot, où il monte peu à peu en grade[1]. Schneider & Cie a investi de longue date dans la construction navale de coques de bateaux en fer à Châlons et développe une branche maritime, qui comprend la construction de bateaux, de torpilleurs et de sous-marins[2] : c'est ainsi que Louis Beugras finira par accéder à la direction des Chantiers navals de Bordeaux. Cet apogée d'une remarquable élévation sociale,

[1] C'est à lui que sera confiée une mission d'expertise, vite écourtée par les Allemands, en 1942, sur les conditions d'« accueil » des prisonniers creusotins en Allemagne, dont il était venu soutenir le moral ; voir « Rapport de Monsieur Louis Beugras », *Bulletin de l'Académie François Bourdon*, n°1, novembre 1999 ,p. 25-28.

[2] Bibliothèque Municipale de Châlons-sur-Saône, « Schneider et Cie », http://www.bm-chalon.fr/patrimoine--Schneider-et-Cie, consulté le 31 octobre 2020.

doublée de la conscience des origines modestes de la famille, marquera beaucoup son fils cadet.

La famille compte deux enfants : René, né en 1900, et Albert, né trois ans plus tard. René est un mathématicien brillant, admis à l'École Centrale et aux Ponts-et-Chaussées ; il se consacrera à la construction d'ouvrages d'art en Asie, avant de trouver la mort dans un accident de voiture en 1938. Albert est diplômé de la prestigieuse École de chimie de Mulhouse ; c'est au bal de son école qu'il rencontre Alice Litolff, avec qui il se fiance rapidement. Alsacienne, Alice est bilingue et une partie de sa famille vit en Allemagne, ce qui lui vaut d'être accueillie fraîchement par sa belle-famille.

Albert Beugras fait ensuite son service militaire et sort major de l'École d'infanterie militaire de Saint-Maixent : son goût pour la vie militaire et le commandement joueront un rôle décisif dans sa destinée. Il attend d'avoir une situation pour épouser Alice, en 1925 – mais il sacrifiera sa lune de miel aux exigences de l'usine. Le couple verra naître quatre enfants : Jean, en octobre 1926, Paul, en août 1929, Anne, en juin 1934 et Marie, en février 1942.

En 1925, fraîchement diplômé, Albert Beugras intègre en qualité d'ingénieur chimiste la Société des Usines du Rhône (S.C.U.R.) appelée à devenir Rhône-Poulenc. Il a alors vingt-deux ans. Le début de ses cahiers retrace la fulgurante carrière qu'il y fait, jusqu'à devenir en peu de temps responsable d'un pan entier de la production, le Rhodoïd. Il travaille aux usines du Péage-du-Roussillon, situées dans l'Isère, à cinquante

kilomètres au sud de Lyon. Ambitieux, intelligent, doté d'un fort tempérament, Albert Beugras met en place dans les ateliers des méthodes innovantes et n'hésite pas, dès son arrivée, à se heurter à la direction et aux différents services pour imposer ses vues. Il accorde une grande importance aux relations qu'il entretient avec ses ouvriers, dépeintes dans ses cahiers comme tissées d'estime et de confiance réciproques. Le travail est pour lui une valeur cardinale, et il se consacre corps et âme au sien ; comme on le verra, les Cahiers n'évoquent sa vie familiale que de façon marginale, témoignant en creux qu'il aura été durant la première partie de sa vie un époux et un père relativement absent. Cela dit, l'aînée de ses filles, Anne Sylvestre, s'en souvenait comme d'un père tendre et très aimant avant que la politique et la guerre le happent[3].

Les grèves de 1936 viennent briser la dynamique de dévouement et d'émulation qu'Albert Beugras avait réussi à insuffler dans « ses » ateliers. Sous l'influence communiste, de plus en plus présente dans les usines, les rapports entre ouvriers et direction se tendent. L'antibolchévisme de Beugras, déjà virulent, s'en trouve renforcé. Ses relations avec militants et syndicats se détériorent : proche de la direction, l'ingénieur, qui estime pourtant se donner corps et âme à la bonne marche de ses équipes, et se battre sans relâche pour améliorer la condition des ouvriers, est régulièrement insulté, et même menacé de mort avec sa famille. Au terme des

[3] Pierre Rigoulot, *Les Enfants de l'épuration*, Paris, Plon, 1993, p. 19.

grèves, lorsque le travail reprend après la signature des conventions collectives, il est profondément déçu, blessé même, par ce qu'il perçoit comme de l'ingratitude de la part de « ses » ouvriers. Néanmoins, Albert Beugras continue à croire à la politique sociale, à la défense et au respect des travailleurs, tout en rejetant farouchement tout ce qui émane de la gauche, et en particulier des communistes.

La lecture du Manifeste du Parti populaire français (PPF), fondé par Doriot en 1936, agit sur lui comme un révélateur : il y trouve de quoi conforter sa propre sensibilité politique, mélange paradoxal d'intérêt pour les classes populaires, de critique virulente du capitalisme mais aussi de refus vigoureux, voire de haine féroce, pour le socialisme et le communisme. Encouragé par le directeur de Rhône-Poulenc, il va à la rencontre de Doriot, qui a tenu peu de temps auparavant son grand meeting fondateur à Saint-Denis la même année. Beugras ne tarde pas à développer une véritable fascination pour l'ancien maire de Saint-Denis, ex-militant communiste. Ce mélange d'admiration, d'amitié et d'adhésion inconditionnelle transparaît dans les Cahiers, lorsque Beugras explique avoir reconnu en Doriot « des années durant, [s]on chef et [s]on guide politique[4] ». Il l'appelle la plupart du temps dans ses cahiers, comme le faisaient presque tous les militants du PPF, « le Chef », avec un *c* majuscule.

Mais en 1936, le parti est encore naissant, cherche ses marques et des hommes neufs. Son fameux « Chef »

[4] Cahier 15, p. 91.

est trop heureux de trouver un volontaire à qui confier l'organisation d'une section dans la région lyonnaise. À partir de cette année, Albert Beugras commence donc une double vie, chimiste le jour et militant le soir, ce qui lui vaut des inimitiés croissantes au sein de Rhône-Poulenc.

En 1935, comme il le raconte dans ses cahiers, il a effectué, pour des raisons professionnelles, un voyage en Italie ; une Italie fasciste qui lui a fait forte impression à cause du bon ordre qui y règne, du souci des classes populaires affiché par le régime et de l'élan nationaliste que parvient à créer Mussolini. En 1937, Albert Beugras est envoyé par la direction de Rhône-Poulenc aux États-Unis, en voyage d'observation à la DuPont de Nemours : pour travailler, certes, mais aussi pour réfléchir à son avenir. Il n'est pas impossible que la direction, qui tient à lui, ait choisi ce moyen de l'écarter temporairement des usines, où sa tête est réclamée avec insistance par les militants communistes. En 1938, il fait un court périple en Allemagne, sorte de voyage de noces différé de douze ans ; le couple en profite pour rendre visite à la branche allemande de la famille d'Alice, à Altenburg. Le 5 octobre 1938, Albert et son épouse sont à Berlin et vont écouter un meeting de Hitler au *Sportapalast*[5]. Comme le séjour italien, l'escapade allemande conforte Albert Beugras dans ses convictions :

> [L]ors de l'avènement du nazisme en Allemagne, c'est

[5] Voir Marie Chaix, *Les Lauriers du Lac de Constance* [1974], Paris, Seuil, « Points », p. 18-20.

> avec une certaine curiosité que je découvris une Allemagne endormie et pacifiée dans laquelle des efforts réels avaient été faits dans le sens de l'amélioration sociale du sort des travailleurs.
>
> Notre séjour trop court et mon ignorance de la langue allemande ne me permirent pas d'approfondir la question, mais j'étais honnêtement obligé de constater une amélioration considérable sur l'Allemagne désordonnée et misérable que j'avais connue une dizaine d'années avant en proie au chômage et au communisme (spartakisme)[6].

À son retour, la décision d'Albert est prise : avec l'aval de Rhône-Poulenc, qui maintient son salaire (et le maintiendra jusqu'en 1944), il abandonne la chimie pour se consacrer à plein temps à la politique. Il faut savoir qu'à cette époque, nombre d'industriels français ne rechignent pas à financer le PPF, possible rempart contre le syndicalisme de gauche.

Les cahiers 1937-1938, manquants, ne nous permettent malheureusement pas d'observer comment le simple militant lyonnais a gravi les échelons du PPF, mais là aussi, la progression semble voir été fulgurante, si l'on en juge aux quelques allusions faites dans les cahiers postérieurs. Beugras est nommé secrétaire national aux questions syndicales et corporatives et accède au bureau politique dès 1937. Il tutoie Doriot, dont il semble avoir toute la confiance, et sera décrit, au procès, comme son « premier lieutenant »… un titre de gloire douteux qu'il contestera alors avec la dernière énergie !

[6] Lettre à Paul Beugras, 29 juin 1945.

Il acquiert également en 1938 un journal régional au titre prometteur, *L'Attaque*, pour en faire un organe du PPF. Mais il refusera toutefois de faire reparaître le titre à son retour en France après la « drôle de guerre ».

Car en septembre 1939, après des mois d'atermoiements et les espoirs dilatoires des accords de Munich, le second conflit mondial a éclaté. Officier de réserve, Albert Beugras est affecté en qualité d'ingénieur-chimiste à la Poudrerie de la Belle-Etoile à Feyzin ; mais il se refuse à être un « embusqué ». Bien qu'il ait trois enfants, ce qui le met théoriquement à l'abri du front, il fait des pieds et des mains pour se faire verser dans l'infanterie. Il est incorporé suite à ses demandes insistantes à l'armée du Levant et rejoint le 16e régiment de Tirailleurs Tunisiens (RTT), lequel gagne ensuite Alep.

Le récit qu'Albert Beugras donne de sa vie militaire évoque étrangement celui de ses années Rhône-Poulenc : assurer son autorité sur « ses hommes », ceux des troupes indigènes, s'en faire aimer par un commandement dur mais juste, gagner leur confiance, leur amitié, leur respect…. Au moment de l'armistice, il est toujours en Orient : c'est pourquoi il apprend la nouvelle avec quelques jours de retard. C'est à Kamechliyé, au Liban, que le 23 juin 1940, il entend parler de De Gaulle pour la première fois : il se dit circonspect sur l'homme, mais admiratif de sa démarche de résistance.

L'armée anglaise déploie alors beaucoup d'efforts pour persuader l'Armée du Levant d'intégrer ses rangs. Beugras, malgré de multiples réticences, se rend à Alep pour y chercher ses informations car il n'accepte pas la

capitulation. Il dit, le 29 juin 1940, avoir été prêt à rejoindre les Anglais en Palestine avec ses hommes, malgré le refus de son commandant de bataillon. Mais la destruction de la flotte française par les Anglais à Mers-el-Kébir le 5 juillet vient tout remettre en cause.

> En ce qui me concerne, la tragédie de Mers-el-Kébir a marqué pour moi un tournant décisif dans ma destinée. Sans Mers-el-Kébir, je ne serais pas rentré en France, j'aurais été combattre dans les troupes gaullistes, je n'aurais jamais eu l'occasion de collaborer avec l'armée allemande. Ceci est à retenir[7].

Au lieu de rejoindre les Alliés, il attend alors l'autorisation de rentrer en France, qui ne sera donnée qu'à l'automne. Une fois de retour, c'est la désillusion : il se dit consterné par la passivité ambiante et l'atmosphère de défaitisme qui règnent autour de lui.

Les retrouvailles avec Doriot se font en novembre 1940 à Marseille, lors d'un dîner. Cela fait un an que les deux hommes ne se sont pas parlé. Elles se soldent par des divergences de vue et un accrochage. L'ambiance est d'autant plus fraîche que Beugras retrouve là-bas Simon Sabiani, le maire de la cité phocéenne, connu pour ses accointances avec la pègre, ainsi que pour son entourage de nervis et de mafieux[8]. Or Beugras aura toujours en aversion cette frange interlope, parfois crapuleuse, pour ne pas dire criminelle, qui forme une partie des rangs du

---

[7] Cahier 1939-1941 (I), p. 21.

[8] Pascal Ory, *Les Collaborateurs. 1940-1945* [1976], Paris, Seuil, « Points », 1980, p. 111.

PPF. Et même s'il est écœuré par le comportement des Anglais, il n'est pas du tout séduit par l'idée de « collaborer hardiment », comme le prône le Chef, avec une nation qui a pactisé avec les communistes en vertu du pacte germano-soviétique. Mais Doriot, si on en juge par les dialogues rapportés, sait être un redoutable manipulateur d'idées… et un redoutable manipulateur tout court. Il ne laisse pas repartir son lieutenant lyonnais sans avoir tenté de convaincre ; car il semble avoir compris qu'Albert Beugras est passablement désorienté après sa campagne militaire décevante (il n'a jamais combattu, à son grand dam) et la capitulation française.

L'ingénieur chimiste, qui à ce moment-là ne travaille plus, refuse néanmoins une mission de commandement de police proposée par Doriot. Il prend ses distances avec le PPF dont il reste malgré tout membre et se consacre à des recherches sur un carburant synthétique. Mais lorsque le maréchal Pétain fait le déplacement à Lyon en décembre 1940, Beugras est convié à une réunion privée à la faveur de laquelle il lui est présenté comme un membre important du Parti.

En février 1941, Doriot le charge de rejoindre Vichy, où doit se constituer un « parti unique » ; ce sera, dit-il, une occasion pour Albert Beugras de se « remettre dans le bain ». Chargé d'un titre ronflant d'« attaché à la Vice-Présidence du Conseil », Beugras revient à ses premières amours, en œuvrant avec le Ministère du Travail à l'élaboration d'une charte du travail ; celle rédigée par Vichy lui semble insuffisante et inefficace. Il part à la rencontre des ouvriers et des organisations syndicales

de la région, ce qui semble avoir été la principale motivation de son acceptation.

Les pages où il décrit Vichy sont impitoyables, et le lecteur de la totalité des cahiers ne peut manquer d'être frappé par la verve rageuse qu'il sait parfois mettre dans ses portraits :

> Un genre de Grand-Duché de Gérolstein… avec la Grande Duchesse en moins. Intrigues, combines, vacheries, pots-de-vin et Cie. Un mélange prétentieux de généraux défaits, mais satisfaits, d'amiraux politiciens et de parlementaires faisandés. Le règne de tous les « fouilleurs de poubelles », de tous les collectionneurs de scandales qui voulaient porter leurs méthodes de basse police et de chantage au rabais à la hauteur d'une Constitution de l'État français…[9]

L'incompétence, les prébendes et l'opportunisme observés là-bas l'écœurent. Compte tenu de la relative rigidité morale dont témoigne la quasi-totalité de ses cahiers, on est enclin à croire à la sincérité de son indignation. Il est au reste chassé de Vichy en 1941 pour avoir voulu cosigner une lettre protestataire avec Jean-Louis Tixier-Vignancourt.

Le 20 juin 1941, au grand congrès du PPF qui se tient à Villeurbanne, Albert Beugras présente pendant trois heures sa charte du travail, son grand œuvre, assuré qu'il est, écrit-il hardiment, que « dans un public socialiste, et même communiste, [il] aurait recueilli l'adhé-

[9] Cahier 1939-1941, II, p. 51.

sion de la majorité des militants ouvriers[10] ». Il en profite pour critiquer vertement le gouvernement de Vichy. Doriot le somme alors d'amender ses propos, ce qu'il se refuse à faire. Beugras se décrit – et ce ne sera pas la dernière fois – au bord de la rupture avec le Parti : sa décision de quitter le PPF dès le lendemain, après la clôture du congrès, est prise. De toute façon, ses hésitations et ses réactions face l'attitude de Doriot le « poussaient plutôt à rejoindre l'autre camp[11] » écrit-il. Mais, coup de tonnerre, le lendemain 22 juin, c'est la rupture du pacte germano-soviétique. Dans ces conditions, s'allier avec les Allemands, c'est combattre le bolchévisme, bête noire qui constitue « pour [l]a patrie le pire des dangers ». Les hésitations d'Albert Beugras sont balayées : ce sera le deuxième tournant majeur de sa destinée.

En effet, comme de nombreux autres[12], il est littéralement obsédé par le désir de faire rempart au communiste, quitte à s'allier pour cela avec les Allemands – Doriot disait que, pour sa part, il se serait volontiers allié avec le diable[13]. Albert Beugras accepte alors les missions que Doriot lui confie avant de partir de son côté sur le front de l'Est, sous l'uniforme de la Légion des Vo-

---

10 *Ibid.*, p. 72.

11 *Ibid.*, p. 58.

12 Comme le note Pascal Ory à propos de Philippe Henriot, « Comme chez beaucoup d'autres, c'est le 22 juin 1941 qui paraît avoir déterminé la radicalisation décisive de son engagement […] L'antibolchévik est conquis, le chrétien tient sa croisade. » (*op. cit.*, p. 82)

13 Cahier 1939-1941, II, p. 75.

lontaires français, et notamment la direction d'un service secret de renseignements, supposé repérer les futurs hommes utiles à la France pour l'après-victoire… tout en espionnant le PPF en son sein. La vérité est que ce service de contre-espionnage militaire est directement financé par l'Allemagne – Beugras est en liaison hebdomadaire avec l'Abwehr et en contact direct avec le colonel Reile, de l'OKW [*Ober Kommando der Wehrmacht*], le commandement militaire suprême.

Même s'il se défend dans ses cahiers d'avoir fourni autre chose que de vagues renseignements politiques, dans le but de leurrer les Allemands et d'utiliser leurs financements généreux pour affermir le futur PPF, Albert Beugras est en réalité à la tête d'un réseau de plus d'une centaine d'agents qui collectent des renseignements, entre autres sur les résistants. L'historien Jean-Paul Brunet a pu établir, à partir des archives du procès et des dépositions, qu'il portait le matricule E. 30.018 du contre-espionnage allemand et que, sous le pseudonyme de Berger, il dépendait directement du Centre de Stuttgart. Sa mission de renseignement semble donner, contrairement à ce qu'il écrit dans ses cahiers[14], toute satisfaction aux Allemands, qui lui versent même une prime mensuelle pour son efficacité[15].

Au printemps 1943, il est envoyé en Tunisie pour

[14] « La vérité, c'est que nous ne nous sommes pas livrés au contre-espionnage, du moins comme on l'entend habituellement et d'une façon qu'il aurait été possible de nous reprocher en justice. » (Cahier 10, p. 51)

[15] Jean-Paul Brunet, *Jacques Doriot. Du communisme au fascisme*, Balland, 1986, p. 432-433.

mettre en place une liaison radio. Les émetteurs doivent pouvoir communiquer avec la France et faire de la propagande PPF sur place ; là encore, il se défend d'avoir d'avoir fait du renseignement militaire pour le compte des Allemands, arguant du fait que les Français communiquent avec un chiffre spécial inconnu des Allemands. Cependant, ce « réseau Atlas » est un échec et Albert Beugras, littéralement lâché par les autres militants, doit quitter la Tunisie précipitamment suite à l'entrée des Alliés dans Tunis. Il regagne l'Europe dans un avion militaire allemand qui le dépose à Rome.

Fin 1943, il est à Madrid pour une nouvelle tentative d'établissement (vaine) de pont radio sur l'axe Espagne-Tanger-Maroc.

En 1944, lorsque les Alliés débarquent en Normandie, Doriot lui confie un « Commissariat Général pour la Normandie ». Il s'agit officiellement de venir en aide aux civils touchés par les bombardements. Mais c'est surtout l'occasion de dissoudre les structures locales du PPF et d'en rebâtir de nouvelles, censément pour mettre en œuvre une propagande politique par l'action sociale. Les cahiers font aussi état de l'espoir de s'allier à ce que Beugras appelle la « résistance anti-communiste », avec laquelle il semble sérieusement avoir envisagé l'hypothèse d'une jonction – ce qui en dit long sur son auto-aveuglement, ou en tout cas sur son degré de divorce avec la réalité… L'attentat contre Hitler, le 20 juillet, affaiblit toutefois son contact direct à l'OKW, le colonel Reile car ce dernier, qui est l'un des conjurés, est fortement suspecté et de fait étroitement surveillé par les SS.

Les moyens matériels du Commissariat sont donc refusés à Doriot et Beugras… sauf bien sûr à fournir plus de contreparties en termes de renseignements. C'est ainsi qu'Albert Beugras franchit par deux fois la ligne de front en Normandie sous l'uniforme feldgrau, un « déguisement », argue-t-il, nécessaire selon lui à sa mission d'observation.

À cette époque, sa position au sein du PPF, quoique toujours éminente, est de plus en plus inconfortable. Ses rapports avec le Directoire et le Bureau politique sont exécrables. Il a du mépris pour une partie des militants dont il dresse un portrait vitriolé : corrompus, mercenaires, enrichis, voire criminels. Il appelle de ses vœux l'élimination du sinistre Francis André et de sa bande, des pillards doublés de tueurs[16]. Il exhorte Doriot à les exclure mais celui-ci, avec cynisme, lui explique qu'il faut au contraire garder ces moutons noirs, quitte à s'en débarrasser ensuite ou à les envoyer dans des missions où ils trouveront la mort. Cependant, en Normandie, Beugras donne sans hésiter son assentiment à l'exécution de Denis, un militant qui a commis sur place crimes et exactions – c'est l'un des deux homicides pour desquels il comparaîtra lors de son deuxième procès.

En août 1944, le mur de l'Atlantique est percé ; dans la deuxième quinzaine d'août, le front est à Avranches. L'OKW conseille à tout l'état-major du PPF de se replier d'urgence à Nancy, en attendant l'installation d'un

[16] Sylvie Altar, Régis Le Mer, *Le Spectre de la Terreur. Ces Français auxiliaires de la Gestapo*, Paris, Éditions Tirésias-Michel Reynaud, 2020.

autre siège à Metz ou à Strasbourg – alors toutes deux en territoire annexé, donc allemand. Albert Beugras est chargé d'organiser le déménagement des archives du parti et Doriot le presse d'emmener sa famille avec lui ; mais lui préférerait ne pas partir, convaincu qu'il n'a « rien à [s]e reprocher ». Il déclare au « Chef » :

> Il me suffirait d'échapper aux quelques jours de troubles qui suivront la libération. […] Si j'étais arrêté, je saurais expliquer mes actes sans mettre personne en cause, j'en prends l'engagement[17].

Mais il fait bel et bien partie de la caravane. Toutefois, il a jugé plus sûr de mettre sa famille en sûreté chez la sœur de sa femme et son beau-frère à Suresnes, préférant ne pas les entraîner dans cette aventure hasardeuse. Bien lui en a pris… Cependant, il n'a su résister aux prières de son fils aîné, Jean, âgé de seize ans, qui a demandé à partir avec lui. Cette décision aux conséquences tragiques – « ce sera, de toute ma vie, le regret le plus amer[18] », le poursuivra durant ses années de captivité.

À Nancy, les relations d'Albert Beugras avec le reste du PPF ne cessent de se dégrader : ce n'est pas seulement l'état-major, mais tous les militants qui affluent, et il n'a pas assez de mots pour dire son dégoût devant ces groupes d'hommes qui arrivent avec lingots, billets de banque, fourrures, femmes… et maîtresses, l'une dans

[17] Cahier 12, p. 63.

[18] Cahier 12, p. 65

une voiture et l'autre dans l'autre. Ses reproches aigres se soldent par une violente dispute avec Victor Barthélémy, le secrétaire général du Parti, fin août. Beugras regroupe alors autour de lui une centaine de fidèles loyaux, rompt avec la direction du parti et tente de gagner Metz avec sa troupe ; détournée, la caravane atterrit à Alzey, puis à Schlangenbad, au château de Hohenbuchau. Doriot, lui, se trouve à Neustadt.

Beugras va l'y rencontrer le 17 septembre. Il est estomaqué de voir que « Le Chef » a convié sa maîtresse à table ; que les militants n'ont que des préoccupations « sordidement matérielles » et que c'est Francis André, « le Tueur », dont il réclame l'exclusion depuis des mois, qui règne sur la colonie française. Sous le choc, il rédige sa lettre de démission et rentre à Wiesbaden. Il veut désormais retourner en France avec son fils et s'expliquer.

Jean et ses soeurs Anne (à gauche) et Marie (à droite)

Pour toute réponse, Doriot le reconvoque à Neustadt le 20 septembre. Un schéma, récurrent entre les deux hommes, se rejoue alors : comme à chaque fois qu'Albert Beugras fait mine de jeter l'éponge, Doriot lui parle pendant des heures, le persuade qu'il ne doit pas abandonner la lutte antibolchévique et lui

confie une autre mission, cette fois la formation des futurs cadres « destinés à reconstituer illégalement le Parti en France[19] ». Beugras dit avoir accepté aiguillonné par le désir de rentrer en France, mais en insistant bien sur le fait qu'il ne s'agissait en aucun cas d'écoles militaires (« La mission militaire ne serait que secondaire et toujours subordonnée aux nécessités de la mission politique[20]). On a un peu de peine à le croire… La formation comprendra une école d'instruction élémentaire, tandis que les écoles « Pâquerette » ; « Pensée », « Rose » et « Violette » se spécialiseront en renseignement et propagande, instruction militaire, et noyautage et protection. Comme d'habitude, pour obtenir matériel et locaux, Doriot promet des contreparties aux Allemands. Le 23 septembre, Albert Beugras accepte officiellement le poste d'Instructeur Général des Écoles et met en place leur structure administrative.

Cette mission plus qu'ambiguë le met en délicatesse avec les Allemands puisque, de leur côté, ils ont intégré certains militants PPF égarés dans des « Kommando » ; il faut alors renégocier, et accepter dans ce cadre l'installation d'une école à Gemmerick. Toutefois, un traître français, qui se présente comme un militant mais espionne pour le compte de la Gestapo (avec laquelle l'OKW est en rivalité) s'est glissé dans les rangs. hAlbert Beugras, après en avoir référé à Doriot, qui donne un ordre d'exécution, le fait exfiltrer par les Allemands, et abattre par des hommes du PPF. La première session

19 Cahier 13, p. 106.

20 Cahier 13, p. 115

élémentaire des Écoles s'achève le 15 novembre ; il n'y en aura pas de deuxième.

En janvier, Jean Beugras, qui séjournait jusque-là à Altenburg, dans la famille de sa mère, rejoint son père. Ce dernier, avec beaucoup de joie, fait véritablement la connaissance d'un adolescent qu'il a peu eu le temps de voir depuis quelques années ; il décide de l'envoyer en Suisse pour que le jeune homme puisse poursuivre sereinement ses études. Mais les frontières se referment et malgré des semaines d'efforts et de tractations, Albert Beugras doit y renoncer. Le 10 janvier, il rejoint Mainau, île située sur le lac Constance, propriété de la Couronne suédoise, où s'est replié Doriot, qui le rappelle à ses côtés. Beugras y retrouve ce PPF avili, cupide et noceur qu'il déteste. Il préfère loger dans des baraques plutôt qu'au château, s'isole, marche, réfléchit. Ce sont ses premiers moments d'introspection.

> Est-ce aussi que, n'ayant plus pour me soutenir – et peut-être m'aveugler – le feu du combat, du véritable combat que je n'avais cessé de mener depuis 1936, je me pris à regarder avec des yeux nouveaux les hommes dont j'avais fait mes camarades ?[21]

Il se sent las, amer, dupé. Le 15 janvier 1945, il écrit à Doriot pour lui dire que ce dernier ne doit plus compter sur lui, « pour quoi que ce soit ». Comme d'habitude, Doriot répond en ignorant ses arguments et lui confie une nouvelle mission : négocier avec l'OKW un « pro-

[21] Cahier 14, p. 69.

gramme de revendications » pour le PPF et les collaborateurs français réfugiés en Allemagne… une mission qui là encore montre que le Parti vit désormais dans un véritable délire, sans plus aucune conscience de la réalité de l'avancée des Alliés. Beugras accepte, pour, dit-il, éviter que les militants PPF ne passent à la solde de l'Allemagne. Le 21 février au soir a lieu sa dernière entrevue avec « Le Chef » qui lui souhaite chaleureusement un bon anniversaire.

Mais le lendemain, Doriot, qui se rendait à Mengen pour rencontrer Déat, est tué dans un raid aérien ; Albert Beugras soutiendra toujours que l'exécution a été commanditée par Himmler. Il n'a alors plus qu'un souci : liquider les Écoles. Mais, retenu à Mainau par les obsèques de Doriot, n'ayant plus confiance en personne, il se résigne à envoyer son fils aîné porter ses instructions au château de Hohenbuchau. Il ne reverra jamais Jean, qui trouve la mort sous les bombes à Ulm, entre le 1er et le 3 mars.

> Ici se place la partie la plus douloureuse de ma vie. Aujourd'hui, malgré le recul de plus de trois années, je ne peux évoquer ces faits sans ressentir, avec la même acuité qu'aux premiers jours, un chagrin qui, sans doute, ne me quittera jamais. Je ne veux pas, je ne peux pas, dire tout ce que je ressens[22].

Pendant qu'Albert Beugras attend les nouvelles dans l'angoisse et fait chercher son fils partout, le PPF est à

[22] Cahier 17, p. 269.

l'agonie. Le 12 ou le 13 mars a lieu un dernier bureau politique et c'est le sauve-qui-peut : les militants remplissent leurs voitures et cherchent à passer en Italie. Le 20 avril, Albert quitte Mainau pour Bregenz et reste en arrière pour brûler les archives ; une fois arrivé là-bas, il gagne Lindau, et découvre que les autres sont partis sans lui.

C'est alors qu'il décide de se retourner vers les Américains, avec qui il était déjà en contact, dans le cadre d'une obscure affaire d'agents doubles du PPF, chargés de passer de faux renseignements aux Alliés. À partir de là commence un jeu particulièrement trouble. Albert Beugras, qui dit avoir découvert (un peu tard !) les méfaits du nazisme, confond dans une même haine Allemands et communistes, et n'a plus de scrupules à se retourner vers les Alliés, dès lors qu'ils pourront l'aider à échapper à une épuration expéditive. Accompagné de six fidèles, il se lance alors dans une fuite rocambolesque dans le Tyrol, se faisant passer en fonction de ses interlocuteurs tour à tour pour un national socialiste, un prisonnier français, un allié des Américains… Il renseigne activement ces derniers par radio sur les mouvements de troupes allemands, les sites de parachutage et se place sous leur protection dès que l'armée de libération française arrive jusqu'à lui, laquelle armée est bien destinée à fusiller tous les collaborateurs qu'elle trouvera sur son chemin. La présence des Américains sur le site évite ce sort funeste à Albert et ses six camarades.

Il révèle alors la vérité sur son action politique aux Américains. Tenant prioritairement compte de l'aide

qu'il leur a fournie, ceux-ci lui proposent un billet de bateau afin de quitter l'Europe pour les USA avec sa famille. En pure perte : Albert Beugras veut retourner en France où il tient à « s'expliquer » sur son action. Il est donc retenu prisonnier – une détention qui a d'abord les allures d'une assignation à résidence – en Autriche, puis incarcéré en Allemagne, le temps que s'apaisent les fureurs de l'épuration. Miné par la mort de son fils, l'absence de nouvelles de sa famille, dont il est séparé depuis un an, il pense au suicide. Depuis les chalets, puis la prison où il est consigné, Albert Beugras écrit de longues lettres à son deuxième fils, Paul, où il exprime à la fois ses convictions et son chagrin de s'être fourvoyé :

> L'erreur que j'ai commise – sur le plan de la politique extérieure – fait qu'on me reprochera beaucoup et que vous risquez d'être éclaboussés des reproches qui me seront adressés. Certes, je me suis trompé gravement mais ce que vous ne devez jamais oublier, c'est que j'ai toujours agi dans le sens de ce que je pensais – de ce que j'étais persuadé – être l'intérêt supérieur de mon pays[23].

Après son retour en France, il comparaît devant une Cour spéciale en 1948. Il échappe à la peine de mort mais est condamné aux travaux forcés à perpétuité et à l'indignité nationale. « "À perpétuité à perpétuité il est sauvé à perpétuité" et nous tournoyons sous le plafond de nacre bleue le soleil bourdonne dans le Palais et nous

[23] Lettre à Paul Beugras, 27 juillet 1945.

valsons sur l'air des travaux forcés à perpétuité[24] » se rappelle Marie Chaix, alors âgée de six ans, marquée par la joie folle de sa mère à l'énoncé du verdict.

Albert purge les premières années de sa peine à Fresnes : c'est là-bas qu'il rédige ses cahiers. Toujours actif par ailleurs, il devient bibliothécaire de la prison. De 1951 à 1953, encore incarcéré, il est instructeur – c'est-à-dire professeur de mathématiques et de physique – dans un centre pour jeunes délinquants à Oemmingen, près de Saverne (Alsace). En 1953, il bénéficie de la loi d'amnistie du 6 août, qui annule la plupart des condamnations prononcées pour faits de collaboration, et il est libéré. Après avoir purgé en tout neuf années de prison, il rejoint alors sa famille en région parisienne et tente, non sans difficultés, d'y rependre sa place. C'est son épouse Alice qui a péniblement assuré pendant sa longue détention la subsistance de la famille, en prenant un emploi de secrétaire dans une usine.

À sa sortie de prison, Albert Beugras tente de se faire réembaucher à Rhône-Poulenc, mais ses tentatives restent infructueuses. L'Histoire est passée par là, et les anciennes promesses – il y fait une allusion amère dans ses cahiers – sont loin. Il a, cela dit, pris ses distances avec toute forme d'engagement politique, une position à laquelle il sera fidèle jusqu'à la fin de sa vie. Il crée alors une usine de plastiques, pour fabriquer un produit destiné à imiter le cuir, à Marolles-en-Hurepois, dans l'Essonne. Mais la tentative, qui ne dure que quelques années, est un échec. Il s'associe enfin à un Allemand, le

[24] Marie Chaix, *Les Lauriers du Lac de Constance*, *op. cit.,* p. 216.

Dr Hartmann, et se met à vendre des usines en Russie et en Europe de l'Est, ce qui lui assure des revenus plus substantiels. Il séjourne un mois sur deux à Moscou où il est ingénieur-conseil au « Comité de la Chimie », ce qui n'est pas sans ironie quand on considère ses engagements passés…

En 1956, trois ans après la libération de son mari, sa femme, Alice, épuisée par ces années difficiles, est victime d'un accident vasculaire cérébral, qui la laisse hémiplégique. En 1962, le deuxième fils d'Albert Beugras, Paul, meurt de maladie. Âgé de soixante ans, Albert Beugras succombe un an plus tard, en 1963, à un cancer foudroyant.

Les milliers de lettres échangées au cours de sa correspondance quotidienne avec son épouse seront brûlées par cette dernière à sa mort. Mais Alice Beugras conserve avec soin les cahiers que son mari a rédigés en prison.

2

Écriture et devenir des Cahiers

C'est après sa condamnation, depuis sa cellule de Fresnes, vraisemblablement autour de 1948 – il fait plusieurs fois allusion aux quatre années qui séparent l'écriture de la Libération – qu'Albert Beugras a rédigé ces cahiers, qui s'apparentent à des mémoires politiques. L'archive se présente sous la forme de 19 cahiers d'écolier lignés de format 17 x 22, comportant chacun 48 pages. Les cahiers sont en excellent état de conservation. Une partie d'entre eux est numérotée, à la main, sur la couverture, de 9 à 19. Deux cahiers non numérotés couvrent la période 1925-1937 (on peut supposer qu'il s'agit, implicitement, des cahiers 1 à 2), deux autres la période 1941-1944 (3 et 4, si on suit ce même raisonnement). Le cahier intitulé « 1948 », consacré au procès n'est pas numéroté, ni les trois cahiers consacrés au Parti communiste. Si l'on aligne les numéros et les cahiers, on peut donc déduire qu'il manque les cahiers 5 à 8, vraisemblablement la période 1937-1939, à laquelle il est fait de brèves allusions dans les cahiers 9 et 10. Il manque également le deuxième cahier consacré au pro-

cès. Comme il est peu probable que sa femme Alice les ait détruits, il se peut qu'ils aient circulé dans la famille où ils se trouveraient encore.

N° du cahier	**Titre**
Pas de n° (1 ?)	1925-1937
Pas de n° (2 ?)	1925-1937
Pas de n° (3 ?)	1939-1941
Pas de n° (4 ?)	1939-1941
9	1941-1944
10	1941-1944
11	Juillet-Août 1944
12	Juillet-Août 1944 / Septembre 1944
13	Septembre 1944 /Les Écoles ((1)
14	Les Ecoles (2) / Meinau (1)
15	Mainau (2) / La mort de Doriot (1)
16	La mort de Doriot
17	La mort de Doriot (3) / La dispersion des Écoles
18	Aide aux Américains (1)
19	Aide aux Américains (2)
Pas de numéro	1948
Pas de numéro	PC
Pas de numéro	PC
Pas de numéro	PC

La présentation des cahiers montre qu'ils obéissent à une logique organisée. Albert Beugras leur a donné des titres (on reconnaît son écriture sur la couverture), qui portent soit sur une période chronologique (« 1939-1941 »), soit sur un événement précis (« Les Écoles »). Il ne s'agit donc pas de souvenirs consignés au fil de la plume, mais bel et bien de mémoires construits. Leur auteur ne change pas toujours de cahier en changeant de période ou de thème, vraisemblablement pour économiser les fournitures, rares en détention, mais prend alors soin de distinguer les parties dans le titre.

Il est presque certain que ces cahiers ne sont pas le fruit d'un premier jet : ils sont remplis de la première à la dernière ligne, sans ratures ni repentirs, et séparés par de claires divisions. Très exceptionnellement, Albert Beugras peut y introduire un ajout, sous forme d'une paperolle collée et numérotée, quand il s'agit par exemple de compléter la citation d'un article de journal – sans doute parce qu'il n'a pas disposé tout de suite de l'intégralité du texte original dans sa cellule. Des notes infrapaginales manuscrites sont disposées avec soin au bas de certaines page, ce qui implique que l'auteur ait pu calibrer au préalable l'espace dont il avait besoin. On peut donc postuler sans risque que les cahiers sont la mise au net d'un travail de rédaction mené préalablement au brouillon.

On ne sait pas véritablement pour qui Albert Beugras a écrit ces cahiers. À deux reprises, on trouve une adresse directe dans le texte à « Mon cher ami », mais on ignore qui est ce « *cher ami* ». Il faut attendre le cahier 15 pour

avoir une idée de la destination de ces Mémoires :

> J'ai honte d'étaler toute cette boue, mais ces lignes ne sont pas destinées à être publiées et je veux que leurs quelques lecteurs n'ignorent rien de ce qui m'a influencé à l'un des moments les plus tragiques de ma vie[25].

Parmi ces « quelques lecteurs » qu'il espère, sans doute certains de ses proches, et très vraisemblablement ses enfants. Et il est tout aussi vraisemblable qu'Albert Beugras, malgré l'absence exprimée de désir de publication, espérait, plus tard, que ses mémoires seraient connus au moins des historiens. Car outre l'épineuse question de son procès (dont nous parlerons plus loin) dont il continue à ne pas accepter l'issue, il témoigne pour la postérité, et pas seulement familiale : il s'agit bien de « préserver la vérité historique des adultérations d'une légende haineuse et partisane[26] ». Il déplore d'ailleurs d'avoir dû, à Mainau, détruire certaines archives qui lui auraient permis de rétablir la vérité. Il opère donc en historien, multipliant références précises, qui renvoient à des ouvrages, dépositions, *verbatim* de discours ; il mentionne qu'il a fait rapporter certains articles de la Bibliothèque nationale pour compléter son propos. Il reprend aussi les *verbatim* de ses propres discours et prend soin d'expliquer la méthode dont il s'est servi pour reconstituer ses conversations avec Doriot.

---

25 Cahier 15, p. 173

26 Cahier 15, p. 97.

À d'autres endroits, l'auteur des Cahiers a placé des passages, qu'on peut considérer comme des détails, ou des incises à teneur plus personnelle, entre crochets ; certains de ces crochets ayant manifestement été ajoutés après la rédaction de la phrase, il est probable qu'il a opéré une ou plusieurs relectures de ses écrits, se promettant d'éliminer ou de placer plus tard en note ces remarques accessoires. Enfin, la mimesis générale du texte imprimé, ainsi que le foliotage minutieux de chaque page, est un indice sur la volonté de réutiliser ces textes manuscrits, certainement de les faire dactylographier.

Quelques mois après le décès de son mari, Alice Beugras a confié ces cahiers à sa fille cadette, Marie, alors âgée de vingt-et-un ans. Un tel héritage est redoutable, et Marie Chaix a mis plusieurs années à se décider à en prendre connaissance. En parallèle, encouragée par une amie, elle avait commencé à écrire, notamment sur ses souvenirs de Fresnes, un lieu étroitement lié à son enfance. Un attaché de presse du Seuil, où elle travaille alors, et à qui elle avait montré ces pages, l'incite à poursuivre son entreprise ; il montre une trentaine de pages déjà écrites à François-Régis Bastide qui, très intéressé, fait signer une lettre d'exclusivité à leur auteur, dans l'hypothèse où cette ébauche deviendrait un livre.

Après la mort de sa mère, en 1971, Marie Chaix et son mari Jean-François déménagent dans le Midi ; c'est là-bas, entre 1971 et 1973, que sont rédigés *Les Lauriers du lac de Constance*. Ce roman, entièrement fondé sur des faits biographiques, raconte, selon différents points

de vue (qui offrent la distance nécessaire à mener un tel récit) l'engagement collaborationniste d'Albert Beugras, qui y est nommé « Albert B. ». Le livre s'attache surtout à dresser le portrait du père ; cependant, les cahiers, que Marie Chaix a lus attentivement, ont été l'une des sources documentaires principales de son récit. Elle a par ailleurs fait un certain nombre de lectures pour tenter d'évaluer la véracité du récit d'Albert Beugras. Mais elle n'a pas cherché à faire un livre d'histoire, comme elle l'explique à Pierre Rigoulot : « J'ai fait un roman certes fondé sur des réalités historiques, mais sans les avoir examinées dans le détail. Je me suis mise dans la situation de l'enfant qui entend des choses qu'il ne comprend pas forcément et qu'il retransmet[27] ».

Le livre, publié en 1974, connaît un énorme succès : c'est l'un des premiers qui ose aborder ouvertement l'histoire d'un collaborateur français. Il révèle, par contrecoup, l'existence des mémoires d'Albert Beugras, et attire l'attention de plusieurs historiens sur eux. Philippe Burrin, historien suisse, auteur d'une thèse sur le fascisme et spécialiste des mouvements politiques de l'entre-deux-guerres[28], vient lire la totalité des Cahiers au domicile parisien de Marie Chaix. Pierre Péan, pour la préparation de son livre *Une jeunesse française : François Mitterrand*[29], fait de même. Marie Chaix et Anne

---

27 Pierre Rigoulot, *op.cit.*, p. 32-33.

28 Philippe Burrin, *La Dérive fasciste : Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points. Histoire »), 2015 (1re éd. 1986) ; *La France à l'heure allemande, 1940-1944*, Paris, Seuil, 1995.

29 Pierre Péan, *Une jeunesse française : François Mitterrand (1934-*

Sylvestre sont également sollicitées par Pierre Rigoulot, auteur de *Les Enfants de l'Épuration* (Plon, 1993), pour apporter leur témoignage de « filles de collabo ».

La conservation d'une telle archive est évidemment épineuse. Il s'agit d'abord d'un document familial, qui à ce titre possède une valeur considérable aux yeux des enfants d'Albert Beugras. Un homme qui n'a pas été qu'un collaborateur, mais aussi un époux et un père, souvent absent par la force des événements, et que ses mémoires sont une occasion de mieux connaître. En même temps, le sombre devenir du PPF, dont il a embrassé la cause jusqu'au pire, laisse plus d'une fois songeur : à bien des endroits, ces pages renvoient une image pour le moins ambiguë, sur certains points accablante, même, de l'homme qui les a écrites. Certes, la question de la honte familiale, portée comme un fardeau durant l'enfance[30], a été pour Marie Chaix réglée de longue date par la publication des *Lauriers*, puis celle de *L'Été du sureau*, en 2005, qui a parachevé l'entreprise ; sa sœur Anne Sylvestre, qui a longtemps gardé le silence sur cette enfance, fait plusieurs fois dans son œuvre chantée allusion à cette histoire personnelle :

> Cette peine que tu abrites
> Je la partage tant Judith

1947), Fayard, 1994.

30 « Beugras, le nom du père, recelait la honte. La honte qui suintait des caractères d'imprimerie en première page des quotidiens en ce temps où je ne savais pas lire, honte collante des barreaux de prison où je me demandais ce qu'il y faisait. » (Marie Chaix, *L'Été du sureau*, Seuil, 2005, p. 19)

J'ai souffert du mauvais côté
Dans mon enfance dévastée
Mais dois-je me sentir coupable
De ce qui fut impardonnable
Et que je ne pardonne pas ? (*Roméo et Judith*)

Mais la conscience de l'intérêt intrinsèque du texte et la liquidation des silences, néanmoins, ne suffisaient pas à résoudre une question centrale : sous quelle forme transmettre l'archive originale, en assurer la conservation et surtout veiller à son usage raisonné ? S'engager dans une démarche de publication *in extenso*, a fortiori dans le circuit de l'édition commerciale, aurait pu faire croire à un désir de réhabilitation ; sans même aller jusque-là, la diffusion intégrale des cahiers, qui cherchent essentiellement à légitimer une action politique pour le moins discutable, aurait pu contribuer à donner une forme de publicité à un engagement avec lequel les filles d'Albert Beugras ne se sentaient aucune affinité.

Pourtant, Marie Chaix, la dépositaire de l'archive, n'était pas davantage encline à priver les chercheurs et les historiens d'un témoignage historique rare, sur une période longtemps taboue de l'histoire française. Ces mémoires méritent mieux que les oubliettes de la mémoire collective : ne serait-ce que parce que cette vue de l'intérieur, aussi subjective et orientée soit-elle (ou bien précisément parce qu'elle l'est) permet de comprendre ce qui a pu susciter, chez un homme intelligent, doté d'une fibre sociale passionnée et de solides valeurs morales, une fascination aussi aveugle, une adhésion aussi

forte à une politique qui se révélait chaque jour plus indéfendable.

Marie Chaix a commencé à réfléchir en 2017 au devenir possible des cahiers. Elle s'est ouverte de cette préoccupation à une enseignante-chercheuse de l'équipe « Autobiographie et correspondances » proche de l'Association pour l'Autobiographie. L'écrivaine avait été l'invitée de l'APA quelques années plus tôt ; un exposé avait par ailleurs été consacré aux *Lauriers du lac de Constance* et à *L'Été du sureau* au séminaire « Genèse et Autobiographie », suscitant beaucoup d'intérêt de la part du public. Plusieurs solutions étaient envisageables pour un dépôt des Cahiers : l'Association pour l'Autobiographie, justement, les Archives Nationales, l'IMEC, la Bibliothèque Nationale de France… Un contact a été pris avec cette dernière institution en 2018 : un conservateur, Olivier Wagner, a immédiatement manifesté son intérêt pour cette archive. Au terme d'une année et demie de réflexion avec les descendantes et la famille d'Albert Beugras, la solution d'une dation des cahiers à la BNF a été retenue. L'archive y sera conservée dans les meilleures conditions, et consultable sur demande après accord des ayants-droits.

La conversation s'est toutefois poursuivie autour du devenir des cahiers, au moment où naissait le projet du site Écrisoi. Après que la proposition lui en a été faite, il a paru judicieux à Marie Chaix que le tout début des mémoires de son père, les deux cahiers offerts en lecture ici, puissent être diffusés sur un support de publication scientifique, dépourvu de toute orientation

politique ou idéologique. Il s'agit essentiellement, à travers cette démarche, de faire connaître à la communauté des chercheurs l'existence de cette archive, ainsi que ses nouvelles modalités d'accès et de conservation.

Écrisoi offre aussi, cinquante ans après *Les Lauriers du lac de Constance,* la possibilité de recontextualiser et d'annoter le contenu de ces cahiers dans une version accessible en ligne : un point important à l'heure où internet est le point de départ de la plupart des enquêtes scientifiques.

On comprendra donc que rendre public le contenu du début de ces mémoires politiques ne cherche ni à justifier, ni à condamner l'action d'un homme. Albert Beugras a répondu, en son temps, de ses actes devant un tribunal ; il a dû en affronter les conséquences, publiques et personnelles, et purger une longue peine de prison. L'objectif, ici, est simplement de tenter de donner à voir la formation d'une conscience et la genèse d'un engagement dans l'entre-deux-guerres, sur fond de Front populaire et de montée des fascismes européens. Au passage, les cahiers livrent au passage un éclairage précis sur l'histoire du travail, le syndicalisme dans les usines, les grèves de 36 et la naissance du PP.F. Les spécialistes intéressés pourront analyser plus avant, s'ils le souhaitent, les actes auxquels cet engagement a donné lieu.

3

Contenu des Cahiers

• *Procès en révision*

Pour comprendre la logique d'écriture des Cahiers, il est indispensable de revenir sur le contexte judiciaire qui a motivé ce désir de coucher par écrit ces souvenirs politiques. Albert Beugras a été remis aux autorités françaises en 1946, après avoir été détenu un an par les Américains. Mais, dès 1944, il faisait état de son désir de rentrer en France, de se rendre et de s'*expliquer*, un mot qui revient de manière obsessionnelle sous sa plume[31]. L'instruction de son dossier a été lourde : deux cents commissions rogatoires, soixante-dix extractions pour des interrogatoires. Beugras souligne à plusieurs reprises qu'il n'a rien à reprocher à son juge d'instruction, un « honnête homme » écrit-il dans le cahier 13 ;

[31] Je ne veux rien éluder de cette explication (cahier 39-41, II, p. 65) ; « Il me faut donner ici quelques explications afin d'être bien compris » (cahier 14, p 155) ; « Je veux rentrer en France et m'expliquer » (cahier 13, p. 94) ; « Il me faut m'efforcer de présenter les faits dans un ordre qui les fera exactement comprendre » (Cahier 13, p. 127)

il insiste beaucoup par ailleurs sur le fait que lui-même a été d'une « absolue loyauté » dans ses témoignages[32], une qualité à laquelle ont été sensibles les instructeurs de son volumineux dossier. Il semblait, à cette époque, avoir gardé la conviction qu'il pouvait défendre sans rougir son action. Il comparaîtra ensuite deux fois : en 1948, pour son action au PPF, et en 1950, pour l'exécution de deux militants, qu'il a ordonnée ou qu'il a participé à commanditer – il se trouvera alors sur le même banc que plusieurs autres prévenus accusés d'homicide, cette fois jugé pour des faits de droit commun.

Le premier procès s'ouvre devant la cour spéciale de la Seine le 12 janvier 1948. Prévu pour s'étendre sur neuf jours, il n'en occupera que cinq. Albert Beugras est défendu par Me Benjamin Landowski, avocat chevronné – il a prêté serment en 1899 – que *Le Monde* du 3 juillet 1945 décrit comme un « un civiliste distingué, spécialiste des procès artistiques et littéraires, qui a connu aussi de très beaux succès au criminel. » À l'issue du premier procès, Albert Beugras échappe à la peine de mort mais est condamné aux travaux forcés à perpétuité et à l'indignité nationale[33]. Un verdict qui

[32] Cahier « 1948 », p. 7.

[33] « Le concept de l'indignité nationale […] répond à l'idée suivante : tout Français qui, même sans enfreindre une règle pénale existante, s'est rendu coupable d'une activité antinationale caractérisée, s'est déclassé ; il est un citoyen indigne dont les droits doivent être restreints dans la mesure où il a méconnu ses devoirs. Une telle discrimination juridique entre les citoyens peut paraître grave, car la démocratie répugne à toute mesure discriminatoire. Mais le principe d'égalité devant la loi ne s'oppose pas à ce que la nation

a été bien évidemment coloré par le contexte de l'épuration ; comme le note Marie Chaix, faute de Doriot mort en Allemagne, Albert, en choisissant de revenir en

3 D

Maître de sabotage et d'espionnage

BEUGRAS AVAIT FONDÉ L'ÉCOLE "PAQUERETTE"

Il est jugé cet après-midi

LE 22 juin 1941, une officine ultra-secrète chargée de glaner des renseignements politiques, économiques, militaires, et de déceler agents alliés et résistants, fut créée au P.P.F. L'existence de ce service devait être ignorée de tous, même des membres du bureau politique du P.P.F. A la tête, il fallait un chef en qui Doriot pourrait avoir toute confiance : il choisit Beugras... dont le procès s'ouvre cet après-midi devant la première section de la Cour de justice de la Seine.

Le Soir, 3 janvier 1948

France, avec l'intention de s'y expliquer devant la justice, « devenait un gibier intéressant[34] ». La presse n'est pas tendre : Beugras est décrit tantôt comme « L'homme de Doriot », tantôt comme un « tueur du PPF » :

---

fasse le partage des bons et des mauvais citoyens à l'effet d'éloigner des postes de commandement et d'influence ceux d'entre les Français qui ont méconnu l'idéal et l'intérêt de la France au cours de la plus douloureuse épreuve de son histoire. » L'article 1, alinéa 5 dispose que « D'avoir adhéré ou continué d'adhérer au parti populaire français, au parti franciste ou au mouvement social révolutionnaire et ce, postérieurement au 1er janvier 1942 » rend passible de cette peine. Ordonnance du 25 août 1994 instituant l'indignité nationale, *Journal officiel du 29 novembre 1944*, p . 707 sq.

[34] Marie Chaix, *Les Lauriers du lac de Constance*, *op. cit.*, p. 175.

Cinq militants P. P. F. risquent leur tête *devant les assises*

Cinq militants P.P.F., déjà lourdement condamnés par la cour de justice, vont connaître aujourd'hui la cour d'assises. En effet, les trois meurtres dont ils auront à répondre ne sont pas imputables à la trahison ou aux intelligences avec l'ennemi (qui ont déjà valu les travaux forcés aux accusés), ce sont des crimes de droit commun ; ce qui explique un nouveau procès.

Dans le box se retrouveront donc important du P.P.F., Yves Dautun, journaliste, membre du bureau politique du P.P.F., Adrien Morin, boucher, membre du groupe d'action du parti de Doriot, Jean Pérennes, militant P.P.F. depuis 1937, enfin Jean Michaut, P.P.F. depuis la fondation Un sixième accusé est en fuite. Jean Albert Beugras, ingénieur, membre

contumax a été condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Les trois crimes

Le premier crime remonte au 27 juillet 1944 et se situe à Neufbourg (Manche). Pansani, délégué préfectoral, est injurié par un chif-

L'Aube, 27 mars 1950

Albert Beugras n'acceptera jamais ce verdict. Il considère qu'il a été jugé à charge et regrette ses aveux au juge d'instruction, qu'on a, dit-il, défigurés et retournés contre lui :

> J'avais décidé de m'expliquer complètement sur toute mon activité, mais les procédés de cette « justice », qui sont d'une monstrueuse injustice, m'ont fait regretter amèrement ma franchise et ma loyauté. On a mis sous le boisseau l'ensemble cohérent que j'apportais avec les preuves et les témoignages irréfutables pour ne laisser en lumière que des faits insignifiants et des ragots qu'on produisait sans preuve[35].

Facteur aggravant à ses yeux, Albert Ghozland, le commissaire général qui a requis contre lui est un juif communiste : *ergo* à la solde de ses maîtres moscovites.

[35] Cahier 10, p. 54.

La Cour aurait donc manipulé les dépositions et les témoignages, écartant sciemment les témoins à décharge et exagérant les faits, de sorte à pouvoir invoquer l'atteinte à la sûreté de l'État et requérir la peine de mort. Albert Beugras n'a de mots assez haineux pour dépeindre son accusateur :

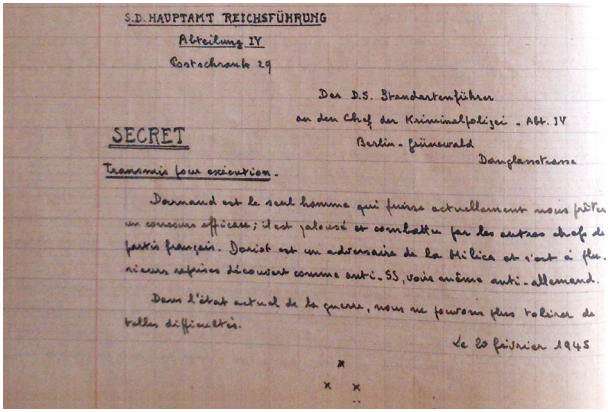
> Et tandis que ce Français de fraîche date [Ghozland], emporté par une hystérie meurtrière gesticulait, hurlait, suppliait et bavait ; sans haine, je le jure, sans haine – il m'est venu, en l'observant, l'idée d'une cible où s'inscrirait l'arabesque des impacts d'une rafale justicière.[36]

Une partie des cahiers a donc pour objet explicite de refaire ce procès et s'y emploie avec un soin minutieux : il est vrai que des mémoires offrent un espace plus apaisé qu'une Cour spéciale pour revenir sur les faits. Beugras recommence point par point l'instruction en décortiquant les chefs d'accusation, les événements, les détails, comme s'il s'octroyait lui-même un appel. En documentaliste scrupuleux, à l'appui de ses dire, il cite des documents, témoignages, déclarations de hauts dignitaires allemands, dépositions recueillies auprès des

[36] Cahier 10, p. 55. Même s'ils sont autrement plus mesurés, les souvenirs d'Anne Sylvestre, qui a assisté au procès, ont gardé la trace de cette violence verbale : « [Je suis toujours] l'enfant de douze ans qui a vu un homme en robe noire dire que son père méritait « cent fois la mort, et que tous ses camarades d'école, sauf deux, ont mise en quarantaine, après que leurs parents aient lu les journaux. » (Pierre Rigoulot, *op. cit.*, p.45)

différents tribunaux militaires, archives de la police, allant jusqu'à indiquer en note les centres d'archives ou les bibliothèques allemandes ou françaises où ils ont été déposés. Parfois, il prend même la peine de reproduire, à la main, des espèces de fac-similés de lettres.

Durant sa gestion des archives du PPF, dont il fut responsable, il songeait déjà à établir sa propre version



S.D. HAUPTAMT REICHSFÜHRUNG
Abteilung IV
Postschrank 29

Der D.S. Standartenführer
an den Chef der Kriminalpolizei - Abt. IV
Berlin - Grünewald
Dauglasstrasse

SECRET

Transmis pour exécution.

Dornand est le seul homme qui puisse actuellement nous prêter un concours efficace; il est jalousé et combattu par les autres chefs de partis français. Doriot est un adversaire de la Milice et s'est à plusieurs reprises découvert comme anti-SS, voire même anti-allemand.

Dans l'état actuel de la guerre, nous ne pouvons plus tolérer de telles difficultés.

Le 20 février 1945

Cahier 16, p. 244

des faits grâce à des sources documentaires.

> Je voulais conserver un certain nombre de pièces essentielles qui pourrait un jour servir à l'Histoire et d'autres qui pourraient être utilisées pour ma sécurité et ma justification personnelles. Depuis, les circonstances m'ont obligé de détruire intégralement ces documents[37].

[37] Cahier 15, p. 185.

On peut, tout comme lui, le regretter…

• *Archiviste de l'Histoire*

Mais au-delà de son cas personnel, Albert Beugras se perçoit aussi comme un témoin de la véritable activité du PPF. En effet, ce parti, « unanimement considéré comme la plus active et la plus forte des organisations de collaboration[38] » selon Philippe Burrin, apparaît après-guerre comme irrémédiablement compromis. D'une part, ses services ont été financés par l'Allemagne, avec des objectifs militaires ; d'autre part, nombre de membres du PPF ont accompli des missions de basse police, arrestations et dénonciations, et se sont rendus coupables de pillages, de rackets et de crimes de sang. Quant à Doriot, qui a encouragé la création de la Légion des Volontaires français, il s'est battu avec des centaines d'autres militants sous l'uniforme allemand. L'ensemble a valu au chef du parti d'être parfois considéré un véritable (et le seul) fasciste français[39]. Albert Beugras, lui, s'en défend haut et clair : « Aucun lien idéologique ne rattacha jamais le parti de Doriot à ceux de Mussolini ou de Hitler[40]. »

Il tient donc à rétablir la vérité du combat politique

[38] Philippe Burrin, p. 440.

[39] « L'accord existe pour affirmer que malgré son refus de l'étiquette fasciste, ce parti représente la formation la plus approchée du type fasciste qui ait existé en France, et de loin celle qui eut le plus grand succès de toutes les organisations fascistes et fascisantes de l'époque. » (Philippe Burrin, *op. cit.*, p. 278).

[40] Cahier 15, p. 190.

du PPF : un combat mû par un idéal pur, un but ultime, à savoir la lutte contre le bolchévisme. « [Le] communisme français, c'était notre proie personnelle dont nous préparions patiemment, minutieusement, passionnément devrais-je dire, l'anéantissement[41] ». Un combat tellement essentiel que la fin justifie les moyens : « Tant pis si on se salit un peu à la boue du chemin, on se nettoiera à l'arrivée, la tâche accomplie[42]. » Beugras se décrit lui-même comme un « révolutionnaire », terme récurrent chez lui, et l'idéologie du PPF, sous sa plume, prend les allures d'une croisade, qui voudrait « arracher » les ouvriers français au bolchévisme[43]. Sa fureur idéologique est corroborée par certains témoignages de militants cités par l'historien Jean-Paul Brunet :

> Au début de la première session de l'école Pâquerette, un discours d'une violence exaltée de Beugras suscita un certain malaise : un fleuve de sang devait couler en France, mais ce serait pour une cause sacrée[44].

Il ne faut pas sous-estimer cette dimension crypto-mystique, car elle semble avoir animé certains membres du PPF, jusqu'à les conduire au divorce avec la réalité, à l'enfoncement dans un « rêve fou » pour reprendre les mots de Brunet[45]. La fille d'un ancien mili-

41 Cahier 10, p. 52.

42 Cahier 3, p. 31.

43 Cahier 10, p. 52.

44 Jean-Paul Brunet, *op. cit.*, p. 480.

45 *Ibid*, p. 458.

cien raconte ainsi à Pierre Rigoulot que son père rejetait le communisme « comme une idéologie diabolique qu'il fallait combattre à tout prix[46]. »

L'expérience personnelle que Beugras avait de l'industrie, de la confrontation aux syndicats, sa fréquentation quotidienne de Doriot, chez qui la haine du communisme prenait un tour presque névrotique, sa soif d'agir et le fait qu'il n'ait pu combattre réellement en 1940 au Levant, faute d'ennemi à affronter, le rendait perméable à cette cause, embrassée corps et âme. Doriot lui reproche souvent d'être « sentimental » sur le plan politique ; sans aller jusque-là, il est certain qu'Albert Beugras nourrit son action d'une vision idéaliste, qui fait souvent référence à des valeurs pour lui essentielles : la grandeur de la France, la préservation de l'empire colonial, le redressement par le travail…

Dans ce contexte, la collaboration est un mal nécessaire ; et elle est uniquement stratégique, tournée vers la défense des intérêts de la France. Étonnamment, l'auteur des Cahiers écrit qu'il n'avait « jamais éprouvé le besoin, ni le désir, de faire avec l'Allemagne une collaboration intellectuelle ou une collaboration politique ou idéologique[47] » Au PPF, il se comporte en gradé qui mène ses troupes pour servir sa patrie : organisation, encadrement, formation de militants. La confusion des valeurs est telle que, dans la fin des cahiers, il va jusqu'à mettre sur le même plan l'action de la Résistance non communiste et celle du Parti Populaire Français ! Son

---

46 Pierre Rigoulot, *op. cit.*, p. 58.

47 Cahier 16, p. 229.

espoir, entretenu par les délires de Doriot durant la fuite de 1945, était que le PPF prît le pouvoir et représentât la France au sein d'une Europe unifiée, qui aurait pu, peut-être même avec l'appui d'Anglo-Américains revenus à la raison, défendre l'Europe contre le péril rouge.

> Je prie qu'on considère que notre politique était celle de la France en face de la possibilité – réelle aussi ; réelle encore en 1944 – d'une Allemagne victorieuse ou d'une Allemagne bénéficiant d'une paix de compromis avantageuse pour elle et dans laquelle il aurait bien fallu tenir compte des atouts que s'était probablement assuré cette Allemagne[48]. »

• *Un homme d'honneur ?*

À lire ces presque neuf cent cinquante pages de mémoires, on ne peut douter que le combat d'Albert Beugras a été fondamentalement et sincèrement politique. « J'étais, de 1936 à 1944, soutenu dans toute mon action par une solide foi révolutionnaire[49] » affirme-t-il. L'homme qui écrit nourrit un mépris profond pour toutes les compromissions, abhorre la frange mafieuse du PPF, gens de « sac et de corde », comme il les appelle. Il se dispute souvent avec le Bureau politique où il est connu pour son obstination et sa rigueur. Quand un militant transgresse les ordres du chef, il le dénonce ; s'il faut éliminer des brebis galeuses, il le fait sans hésiter.

48 Cahier 13, p. 100-101.

49 Cahier 3 (« 39-41 », I) p. 68.

C'est ainsi qu'il finit par se mettre à dos la plupart des cadres du Parti.

Même s'il est difficile de situer la vérité d'un être, surtout lorsqu'il reconstitue les faits des années après, en prison, on ne peut manquer d'être frappé par l'intransigeance d'Albert Beugras, ainsi que sa fidélité aux idéaux qui l'animent. La récurrence de certaines thématiques renseigne sur la profondeur inébranlable de ses convictions : il a agi pour servir son pays, il a toujours, au fond de lui, refusé la défaite, n'a accepté la collaboration que pour mettre en œuvre ses conceptions sociales et ne s'est jamais enrichi personnellement[50]. La nouvelle donne politique, mal nécessaire, est l'occasion de mettre en application sa conception du travail, ce travail qu'il vénérait et qui doit relever le pays défait. C'est au reste en ces termes qu'il haranguait les militants en 1941 :

> Vous lutterez, et vous vous entraînerez au combat par l'effort social, par le travail, mais le travail élevé à la hauteur d'un devoir patriotique, […] le travail qui grandit. Nos armes brisées, il nous reste l'outil pour vaincre[51].

---

[50] Ce que corroborent les souvenirs familiaux : la famille a souffert, à Lyon, des privations, comme les autres, et à Paris, les avantages semblaient maigres (un peu plus de tickets de rationnement). Cela contraste avec la vie de soupers fins et de maîtresses entretenues que menaient certains cadres du PPF, à commencer par Doriot lui-même. Voir Jean-Paul Brunet, *op. cit.* Toutefois, il est établi qu'Albert Beugras a touché, outre son salaire de Rhône-Poulenc, des primes de l'OKW.

[51] Cahier 3, p. 3.

À l'heure d'assumer son action, on ne peut accuser Albert Beugras de lâcheté dans ses mémoires. Même s'il estime qu'on relit l'Histoire dans le sens des vainqueurs et revient sur la mentalité des Français en juin 40, il ajoute par exemple qu'elle n'est « absolument pas invoquée par lui comme une excuse ou comme une justification à [s]on comportement ultérieur[52]. » Sa formation de militaire l'a habitué à prendre ses responsabilités, dès lors qu'on a accepté les ordres en toute connaissance de cause. C'est ainsi qu'il reconnaît sa part de responsabilité dans l'exécution d'un homme.

> Je ne cherche pas à m'excuser de l'assentiment que j'ai donné là à la mort d'un homme. Je ne dirai pas davantage que je l'ai fait sans regret. Cette forme d'exécution sommaire me déplaisait, car si Denis méritait la mort, j'aurais aimé que la forme donnée à son exécution puisse mieux servir l'exemple auquel elle était destinée. […] Qu'on me comprenne, c'était la première fois et ce fut la seule fois où je décidai de la mort d'un homme[53].

De la même manière, il reconnaît avec franchise (ce qui est tout à son honneur) avoir noué de véritables amitiés avec des officiers allemands – antinazis, précise-t-il – qu'il appréciait en tant qu'hommes. Et surtout, sauf quelques critiques à la marge, jamais il n'accable « le Chef », à qui il aurait pourtant eu tant de raisons d'en vouloir. Au lieu de se défausser sur un Doriot mort,

[52] Cahier 3, p. 37.

[53] Cahier 11, p. 39.

comme l'ont fait d'autres membres du PPF, son lieutenant lyonnais n'aura de cesse de défendre l'ancien maire de Saint-Denis, imputant l'essentiel de ses faiblesses à son entourage. Il l'assure encore à son fils Paul :

> Je rencontrai Doriot et je fus tout de suite conquis par son intelligence exceptionnelle, son grand bon sens, sa clarté de vue et son absence absolue de sectarisme. En lui, j'avais à faire à un révolutionnaire certain. Il a pu commettre de graves erreurs, il avait les défauts d'un homme. Sa brutalité, son injustice même, fréquentes à l'égard de ses collaborateurs immédiats et dont j'ai eu à souffrir, ne m'empêcheront pas de conserver mon estime et mon admiration à cet homme qui est le plus extraordinaire que j'ai jamais rencontré[54].

Pourtant, la rigidité morale d'Albert Beugras a dû rendre sa position inconfortable plus d'une fois, face à un Doriot aux méthodes autrement plus sinueuses, héritées de sa formation moscovite.

Une déclaration de Colette Chack, à propos de son père Paul Chack, écrivain fusillé pour collaboration, ne siérait peut-être pas si mal, malgré les apparences, à Albert Beugras : « Je considère que sa fin tragique, toutes proportions gardées, vient de ce qu'il a voulu faire de la politique alors que ce n'était pas un homme politique. Il l'a payé très cher. Il ne savait pas se retourner comme savent le faire les hommes politiques. Sa formation d'officier le lui interdisait[55]. » L'auteur des Cahiers était

[54] Lettre à Paul Beugras, 24 août 1945.

[55] Pierre Rigoulot, *op.cit.*, p. 118-119.

certes plus habile, plus souple et plus apte au compromis, il n'est qu'à voir les missions dont il s'est chargé. Mais s'il s'est « retourné », c'est tard, trop tard, alors que la catastrophe était déjà là : et encore l'a-t-il fait parce que la blessure de la déliquescence du PPF, des trahisons internes, et surtout de la mort de son fils, lui avaient ôté toutes ses illusions. En revanche, durant ses années d'activité, une ligne de crête était, dit-il, toujours présente à son esprit :

> [N]e jamais rien faire qui soit contre mon pays ou contre des Français. […] Aussi profondément, aussi minutieusement, aussi sévèrement qu'il m'était possible de m'interroger, ma conscience ne me reprochait rien[56].

Qu'il ait tenu à se présenter devant une Cour spéciale, en risquant sa tête, au lieu de fuir aux États-Unis avec sa famille, dit à quel point il en était convaincu. « C'est l'espèce de folie d'honnêteté et de droiture qu'il avait et qui l'empêchait de voir son intérêt » constate sa fille Anne Sylvestre[57]. Son idéal politique ne l'a quitté qu'en 1945, après Mainau. Mais du fond de sa prison, il en reste quelque chose : on le perçoit à la manière dont il est ulcéré par l'acharnement dont les collaborateurs font l'objet après-guerre, par l'affirmation réitérée de son amour de la France et sa conviction d'avoir agi pour la patrie. Quatre ans après, il trouve encore la force de vi-

---

56 Cahier 12, p. 89.

57 Pierre Rigoulot, *op.cit.*, p. 41.

tupérer : « Ceux qui ne font rien contre le bolchévisme, de quel droit osent-il juger ceux qui se dévouent pour les protéger, eux, leurs familles, leurs biens, leur patrie, du plus épouvantable danger ?[58] »

• *Fascination pour Doriot*

Doriot est évidemment au centre des cahiers : il fut le « chef et [le] guide politique[59] » d'Albert Beugras et le rencontrer a changé la destinée du chimiste lyonnais. Entre les deux s'est nouée une relation de fascination, presque de séduction : « Il s'est passé quelque chose d'homme à homme entre Doriot et lui[60] » constate sa fille Marie Chaix. Dans la partie des Cahiers intitulés « La Mort de Doriot », Albert Beugras dresse de son « Chef » un long portrait à l'entame contrastée.

> Le personnage est complexe. Pour qui s'efforce aujourd'hui *[en 1948]* de le juger avec l'impartialité de l'historien, il se situe à mi-chemin entre le surhomme que voyaient en lui ses militants et l'aventurier cynique tel qu'il apparaît aux yeux de beaucoup de Français. […] Un être bourré des contradictions, puissant et vulnérable, dont on pouvait, tout à la fois tout attendre et

58 Cahier 8, p. 66.

59 Cahier 15, p. 190.

60 Marie Chaix, citée par Pierre Rigoulot, p. 21. Agathe Sabiani dit la même chose de son père, Simon Sabiani : « Il exerçait sur mon père une véritable fascination. C'était un homme intelligent, brillant, il est vrai, et l'intelligence fascine toujours. » (*ibid.*, 459)

tout craindre[61].

Pour la connaissance approfondie du personnage, on se permettra de renvoyer à la remarquable biographie de Jean-Paul Brunet, ainsi qu'aux travaux de Philippe Burrin. Ce qui nous intéresse davantage ici est la perception qu'Albert Beugras a du fondateur du PPF, et l'image qu'il en restitue. Dans l'ensemble, même s'il lui reconnaît des défauts, et malgré les mentions du plusieurs désaccords, notamment sur l'activité criminelle du parti[62], les Cahiers sont une défense et une illustration de l'action doriotiste. Beugras insiste sur le fait que celle-ci a toujours été politique, jamais militaire (on est en droit d'en douter…), que la collaboration directe des militants et des Allemands était proscrite, et que tout le travail de Doriot consistait à « ne céder que le minimum et obtenir le maximum[63] ». Le travail effectué depuis par les historiens ne corrobore guère cette présentation des faits… Mais la loyauté de Beugras envers un homme qui l'a entraîné dans une telle débâcle, même après le désastre, mérite d'être soulignée. « On peut retourner dans tous les sens les paroles et les actes de Doriot, on n'y trouvera pas autre chose que la défense de la France et de son empire[64] » persiste-il à écrire.

---

61 Cahier 15, p. 190 et 194.

62 « Je reste persuadé que Doriot n'aurait jamais dû tolérer un tant soit peu cette activité. Je ne lui ai jamais pardonné ce que je considérais comme une faiblesse inadmissible. (Cahier 9, p. 39)

63 Cahier 16, p. 208.

64 Cahier 4, p. 83.

Malgré son admiration et sa fidélité, Albert Beugras a toutefois la conscience, parfois immédiate, parfois différée, qu'il se fait manipuler. Quand il doute, en 1941, et répugne à s'engager aux côtés des Allemands, Doriot l'appâte en lui parlant charte du travail et corporatisme : « Je sentais bien qu'[il] tentait de m'entraîner dans le mouvement collaborationniste de son Parti en m'y faisant pénétrer par le plan social dont il savait qu'il avait toutes mes préférences[65] ». On voit aussi comment Doriot sait jouer sur ses sentiments, quand la rupture se profile : à un Albert qui a quitté Neustadt excédé et qui présente sa démission, Doriot répond par une convocation caressante « Je te prouverai que je suis et reste ton meilleur ami[66]. » Le « Chef » sait souffler le chaud et le froid, et, pour reprendre les mots de Beugras, refermer par des excès d'amitié les plaies qu'il a lui-même ouvertes.

Après la dernière rupture, celle de Mainau, lors de leur ultime entretien (il sera tué le lendemain), Doriot tentera une dernière fois de faire revenir à lui son fidèle compagnon. Beugras refuse, mais n'est pas dupe de sa propre capacité de résistance : « S'il avait insisté, je me serais sans doute laissé convaincre, et ensuite, refaisant, seul, le bilan de mes désillusions et de mes griefs, je l'aurais regretté[67] » Cependant, jamais il ne se présente comme une victime ou un homme qui aurait agi sous influence, et il ne semble pas tenir rigueur à Doriot de

[65] Cahier 8, p. 61.

[66] Cahier 13, p. 96.

[67] Cahier 16, p. 250.

l'avoir ainsi manœuvré.

Doriot semblait beaucoup tenir à Beugras. Dans un entourage grouillant et opportuniste, la présence de ce fidèle, intelligent, charismatique, doté d'un fort sens de l'organisation et des valeurs, qui n'hésitait pas à lui dire ses quatre vérités, devait former un contrepoint appréciable. Beugras, même s'il a fait partie du bureau politique, semble avoir toujours occupé une place à part : homme de confiance, espion de Doriot, bras droit de l'ombre, au point que certains militants l'ont accusé d'avoir organisé les réseaux de renseignements de sa propre initiative[68], commissaire général de Normandie. À Mainau, Doriot, avant de lui confier les Écoles, lui dit qu'il est sur le point de devenir l'homme le plus important du Parti après lui. On peut cependant se demander si Doriot n'entretenait ce type de relations supposément préférentielles avec tous ses proches au PPF, faisant jouer les uns contre les autres… En tout cas, comme souvent dans les grands engagements politiques, on retrouve chez Albert Beugras un mélange inextricable d'idéologie et d'attachement passionnel pour un *leader*, l'un ne cessant de nourrir l'autre, jusqu'à rouler allègrement vers le précipice.

• *Une récriture de l'Histoire ?*

En dépit de leur immense intérêt historique, il convient d'être très prudent dans le maniement de ces cahiers, notamment en raison des circonstances de leur

[68] Jean-Paul Brunet, *op. cit.* p. 431-435.

écriture. D'un côté, il s'agit donc du témoignage de première main, rare et précieux, d'un homme qui a eu accès au premier cercle du pouvoir doriotiste, a accompagné le parti de sa fondation à sa chute, a recueilli nombre de confidences et a eu la main haute sur une grande quantité d'informations secrètes. De l'autre, il ne s'agit pas d'un journal, mais d'une reconstitution opérée des années après les faits, suite à un verdict qui a laissé le condamné amer, furieux et révolté. Les Cahiers, on l'a vu, jouent le rôle d'une scène judiciaire seconde, sur laquelle un Albert Beugras profondément meurtri par sa condamnation, et l'indignité nationale dont elle a été assortie, évoque avec ressentiment « ce pays auquel nous voulions tout sacrifier, [qui] nous a si mal, si injustement traités[69] ».

Ce millier de pages rédigé d'une petite écriture serrée est surtout mû par un désir de réhabilitation. Comme le montrent ses lettres à son fils Paul, l'homme savait la tourmente dans laquelle il avait entraîné les siens ; une prise de conscience térébrante, aggravée par la mort de Jean dont il porte évidemment la culpabilité. Et une allusion à « ceux qui sont libres d'embrasser chaque jour leurs enfants[70] » laisse transparaître le chagrin d'un père qui ne voit les siens qu'au parloir.

De plus, si les Cahiers sont le lieu d'une accumulation minutieuse de détails, conversations, documents, il est permis, par endroits, de questionner l'exactitude de ce qu'ils relatent, ou la façon dont les faits y sont articulés

[69] Cahier 9, p. 49.

[70] Cahier 10, p. 55.

entre eux. Jean-Paul Brunet souligne comment, à l'instruction, Beugras s'est comporté en « bon camarade », évitant de charger les autres par ses aveux. L'auteur le reconnaît lui-même : il n'a pu s'expliquer pleinement devant les juges et devant la Cour, parce que ses explications « n'auraient pas été comprises, ensuite parce qu'on s'en serait servi pour accabler à tort des camarades[71] ». Il n'y a guère de raison que, quelques années à peine après l'instruction, il ait changé d'avis : certains points ont dû continuer d'être soigneusement occultés.

De plus, certaines affirmations, comme les recherches menées depuis l'ont démontré, sont sujettes à caution. Ainsi Beugras relate-t-il la convocation de Doriot par Hitler au Grand Quartier Général, à Steinort en janvier 1945 et la façon dont le chef du PPF a fait attendre le Führer. Selon le récit postérieur que Doriot a fait à Beugras[72], le « Chef » a rencontré Hitler, qui avait convoqué tous les chefs de parti d'extrême droite française, et a été prié de rester le lendemain pour un entretien particulier avec Ribbentropp ; il en aurait résulté un accord avec Ribbentropp contresigné par Hitler lui-même. Or d'après Jean-Paul Brunet, qui s'appuie sur les notes de l'interprète de Hitler, c'est Ribbentropp, et uniquement lui, qui a reçu cette délégation française[73]. Néanmoins,

[71] Cahier 9, p. 1.

[72] Cahier 13, p. 98. Hitler aurait parlé à Doriot des « armes secrètes » et aurait exposé sa vision d'une paix négociée sous la menace desdites armes.

[73] « Doriot n'a rencontré Hitler qu'une fois, le 1er septembre 1944, lors de l'entrevue que ce dernier accorda aux chefs des mouvements collaborationnistes. Même le contraire a été affirmé – sans

Albert Beugras affirme avoir eu bel et bien eu entre les mains « des sténogrammes des entretiens de Doriot avec Hitler », copiés par un officier d'état-major et confié par Doriot pour archivage, un document… hélas détruit avec les archives[74]. Difficile de trancher pour savoir qui dit le vrai.

De même, dans un cahier entier, Albert Beugras soutient la thèse de l'assassinat de Doriot par des hommes de Himmler. Cette thèse, qui circule assez largement parmi les doriotistes, est étayée par de supposées « preuves » consignées dans les Cahiers. En particulier, des officiers allemands seraient arrivés tout de suite après l'attaque aérienne et auraient confisqué la serviette et les papiers de Doriot (faisant miraculeusement disparaître le fameux accord signé par Hitler). De plus, dit Beugras, il a fait enquêter par les Américains : aucun raid allié n'était prévu ce jour-là sur Constance. Jean-Paul Brunet démontre le peu de vraisemblance de cette version, la présence effective d'avions alliés, sans parler du fait qu'un prisonnier, comme l'était Beugras, n'était peut-être pas en situation de donner des consignes d'enquête aux Américains. En revanche, il est certain que la thèse d'un chef français mort sous les balles allemandes, parce que trop bon défenseur des intérêts de son pays, est plus

référence documentaire – par Robert Aron et d'autres auteurs, les archives allemandes pas plus que les souvenirs de Schmidt [interprètes de Hitler] n'en disent rien ; et l'historien allemand Dieter Wolf a rencontré plusieurs anciens diplomates en poste à l'époque qui confirment qu'il n'y a pas eu d'autre rencontre entre les deux "Führer" ». (Jean-Paul Brunet, op. cit, p. 92).

74 Cahier 16, p. 220.

séduisante que celle d'un mitraillage par les Alliés d'une voiture à fanion allemand. Quant aux derniers cahiers, relatant l'aide aux Américains, ils sont bourrés de péripéties dignes d'un *James Bond* : extorsion de laissez-passer et d'ordre de mission sous la menace d'une arme, communication radio avec les Américains sous le nez d'un SS…au point qu'on se demande si leur auteur n'a pas cédé, ne serait-ce qu'un peu, à la tentation d'enjoliver les faits.

Il ne faut donc pas toujours prendre la parole d'Albert Beugras pour argent comptant. En réalité, il est souvent difficile de savoir, en lisant la totalité des mémoires, où placer le curseur de sa sincérité. Certains passages sont d'une mauvaise foi telle qu'elle pourrait prêter à sourire si les conséquences en avaient été moins tragiques. Le maître espion s'étonne ainsi qu'on lui ait reproché, durant son procès, d'avoir organisé un réseau radio en Afrique du Nord, pour espionner sur place : puisque ledit réseau n'a presque pas fonctionné, les Alliés ayant rapidement pris Tunis, et que le matériel a été récupéré par les Américains, pourquoi somme toute lui en faire grief ? On ne serait pas loin, selon lui, du fait de résistance (involontaire)… Face aux exactions du PPF contre les résistants, Beugras joue la carte de la naïveté : s'il y en a eu, ce fut à cause de militants désobéissant aux ordres du Chef, et lui-même n'en a rien su. Le PPF a-t-il accepté l'argent allemand ? Certes, mais De Gaulle n'a-t-il pas fait de même avec les moyens matériels de l'Angleterre ? Le service de renseignements dirigé main dans la main par Beugras avec un officier allemand est

présenté comme une simple couverture[75]. De même, le commissariat de Normandie serait une simple entreprise d'action sociale et caritative et l'uniforme *feldgrau* un déguisement. Quant à l'illégalité des méthodes, pas de quoi s'en émouvoir outre mesure ; n'est-ce pas, au fond, le Parti communiste, leur ennemi de toujours, qui les leur a enseignées ? Du fond de sa prison, Albert rêve au reste de rédiger un *Traité de l'illégalité…*

On reste également songeur quand on lit sous la plume du mémorialiste qu'il déplore le manque « d'esprit sportif, d'élégance et […] de générosité[76] » du tribunal d'exception qui l'a jugé. On croirait entendre parler l'ex-président du « Rhodia Club », l'association sportive qu'il avait fondée : comme si la conduite d'un tel procès pouvait se comparer à l'arbitrage d'un match de football ou de tennis.

• *Contorsions et silences*

Mais le plus grand malaise qu'engendre la lecture des cahiers résulte d'une omission, une omission per-

[75] « On a parlé, au sujet de mon activité dans ce domaine, de "Service de Renseignement", de "Contre-Espionnage"… Il ne s'agissait pas de cela, il s'agissait en réalité de tout autre chose, il s'agissait de beaucoup plus. […] On n'a pas compris qu'il s'agissait, en fait, d'un travail destiné à construire l'armature maîtresse du Parti dans sa marche à la prise du Pouvoir. » (Cahier 3 [« 1941-1944 » I], p. 1). Dans les faits, le réseau espionnait très précisément les communistes, les résistants, les sites stratégiques en Afrique du Nord.

[76] Cahier n°10, p. 94.

sistante, dont la constance ne laisse pas d'interroger. En mille pages, pas un mot ne sera dit sur le sort des juifs de France pendant la guerre. Sur certains points, on peut essayer de comprendre la logique politique des raisonnements politiques d'Albert Beugras, tout biaisés soient-ils ; on peut lui faire crédit de convictions authentiques, percevoir les raisons de son aveuglement, constater sa vision dissociée de la réalité, mesurer l'impact destructeur de son antibolchévisme. Mais comment expliquer qu'il ne prenne jamais, dans ses écrits, la peine de commenter le sort réservé aux prisonniers juifs, aux déportés, alors qu'il parle sans arrêt des maquis, des résistants, des gaullistes, des réfractaires aux STO, des bombardés, et surtout des communistes ? Comment expliquer qu'il commente à l'envi la doctrine de Doriot sur à peu près tous les plans, sauf celui-ci ? Pourtant, les positions du PPF sur la question étaient claires : « Au congrès de 1942 », écrit ainsi Philippe Burrin, « Doriot réclama l'adoption et l'application d'un programme raciste qui mettait les juifs français au ban de la nation, en attendant une solution "européenne" de leur sort [77]»

Jean-Paul Brunet note que « Sur l'antisémitisme du PPF, les compagnons de Doriot qui ont fait paraître des livres de témoignage ou d'"étude" semblent frappés d'une étrange amnésie[78]. » Albert Beugras ne fait pas exception à la règle. Entre ses remarques sur la « pouillerie internationale », les maîtresses juives des officiers du Levant et le procureur Ghozland, « juif vomi par son

[77] Philippe Burrin, *op. cit.*, p. 442.

[78] Jean-Paul Brunet, *op. cit.*, p. 340.

ghetto de Bessarabie[79] », dont il décrit la « haine qui sue par tous les pores de sa face orientale[80] », on voit vite de quel côté penche son cœur. Mais il se défend d'avoir participé à quelque « propagande anti-juive » que ce soit[81]. Pourtant, le PPF, son parti, dont il connaissait tous les rouages, n'a pas hésité de servir de supplétif à la police française, ne le « cédant en rien à la milice pour les pires excès », selon les mots de Philippe Burrin[82]. Que le puissant responsable des services de renseignement, qui se targuait de tout savoir sur chaque militant, et de son propre aveu, faisait surveiller de près Francis André et sa bande ait pu ignorer ces exactions, est impossible à concevoir[83]. Que celui qui était en contact hebdomadaire avec l'armée allemande n'ait fréquenté en France que des officiers anti-nazis ait tout ignoré de la doctrine nationale-socialiste et de son programme d'extermination est tout aussi impensable. En dépit de cela, pas un mot de regret ou de compassion pour les victimes juives, pas une allusion à la rafle du Vél' d'Hiv', pas un commentaire sur lois raciales. Ou plutôt si, un

79 Cahier 3, p. 19.

80 Cahier « 1948 », p. 2.

81 *Ibid.*, p. 14.

82 Philippe Burrin, *op. cit.*, p. 441.

83 Fernande Goestchel, déportée à Birkenau, raconte ainsi dans un témoignage inédit déposé à l'APA, comment « Francis le tueur » l'a arrêtée avec son mari et remise à la police française. Après avoir dépouillé le couple de son argent et de ses objets de valeur, il a torturé Gustave Goestchel de ses mains dans les locaux de la police. (Fernande Goetschel, *Récit de déportation*, Association pour l'Autobiographie, Ambérieu-en-Bugey, cote APA 323).

seul, qui laisse franchement perplexe :

> Il y a eu les déportations raciales ? Mais en 1940, où étaient-ils, les juifs ? Ils « résistaient » dans les grands hôtels de la Côte d'Azur et ils faisaient du trafic dans toute la zone non occupée. Ils n'ont pas eu la volonté de résister, ils y ont été contraints par les mesures qui ont été prises contre eux[84].

Etrange, très étrange manière, de balayer la question en la dissimulant sous les clichés les plus outrancièrement antisémites de l'époque. Il faut se reporter aux lettres à son fils Paul pour trouver un début de réponse, une réponse tellement usée à l'époque qu'on ignore dans quelle mesure on peut la croire, surtout venant d'un homme aussi bien informé :

> Ce qui m'étonne le plus est que l'on n'ait pas su plus tôt tout ce qui se passait en Allemagne. Il est vrai que lorsque quelqu'un était au courant, il y était classé comme « connaissant trop de choses », ce qui aux yeux des nazis était un crime qui ne se pouvait expier que par la mort ; mais enfin, il a fallu un véritable réseau de lâcheté pour protéger de façon tellement hermétique la pratique sur une aussi grande échelle de telles cruautés[85].

Et s'il détaille pour son fils les horribles supplices concentrationnaires, disant au passage son horreur et son dégoût, c'est en parlant des « victimes » au sens large,

---

84 Cahier n°3, p. 34

85 Lettre à Paul Beugras, 17 août 1945.

sans préciser davantage qui elles furent. Il est évidemment complexe d'analyser, ou même de comprendre, quelle logique a pu le conduire à une telle omission dans ses mémoires ; mais il est apparaît comme probable qu'en 1948, l'antisémitisme de l'homme qui écrit n'a pas été fondamentalement remis en question par les faits. Visiblement, il est certaines des conséquences de son engagement qu'il préfère ne pas interroger.

• *Désillusions*

Puisqu'ils reviennent minutieusement sur le passé, on aurait pu imaginer que ces mémoires seraient le lieu d'une réflexion profonde sur les choix politiques de leur auteur, et éventuellement d'une autocritique : mais tel n'est pas le cas. La remise en question n'est de toute façon pas le fort d'Albert Beugras. Intègre, colérique, tout d'un bloc, il n'est pas homme à feindre d'hypocrites repentances ni à se cacher derrière son petit doigt, ce qui est à porter à son crédit. Néanmoins, il s'autorise, parfois, de rares questionnements rétrospectifs. « Ce que j'ai fait dans ce domaine, ce que j'ai admis avec foi, je ne le ferai plus aujourd'hui[86] » écrit-il depuis sa cellule. À partir du moment où il est exilé en Allemagne, il dit avoir eu des « scrupules » sur les méthodes et avoir découvert sur place l'incompatibilité profonde entre sa vision de la politique et le national-socialisme. On peut trouver que ce dessillement a mis bien du temps à venir… mais du moins est-il exprimé. À propos de

[86] Cahier 4, p. 68

l'exécution du militant Denis, il laisse entrevoir un regret, tout en restant convaincu que la pression des événements rendait sa conduite légitime.

> Il est des circonstances, des moments où la vie pèse moins qu'à d'autres et que des gestes peuvent être faits qu'on ne ferait peut-être pas en d'autres temps et d'autres lieux[87].

Néanmoins, si Beugras utilise une fois l'expression « mes errements politiques[88] », c'est entre guillemets et avec une bonne dose d'ironie. En réalité, les convictions qui l'ont soutenu n'ont pas fléchi, en tout pas durant les années qu'il relate : c'est d'ailleurs cette obstination, presque messianique qui l'a conduit à s'enfoncer chaque jour un peu plus dans une action absurde et désespérée. Ce n'est qu'enfermé à Mainau avec des crapules qu'il déteste, dans une atmosphère de fin du monde, qu'il commence à douter :

> Enfin, maintenant que je n'étais plus dans l'action qui m'avait tant absorbé les dernières années – car il y avait bien longtemps que je n'avais pas eu le loisir de réfléchir comme je pus le faire durant mes promenades solitaires dans les jardins de Kürhaus de Wiesbaden – il me venait des scrupules sur les moyens que nous avions été amenés à utiliser pour notre combat[89].

---

87 Cahier 10, p. 39

88 Cahier 4, 58.

89 Cahier 12, p. 88.

Ce qu'il regrette, au fond, n'est pas son implication : c'est d'avoir choisi la mauvaise voie pour défendre sa vision sociale. Le véritable lieu sur lequel il se confie sur ce point n'est pas ses cahiers, mais ses lettres à son fils Paul, celles qu'il écrit alors qu'il attend de rentrer en France. C'est un homme amer, entamé par la solitude, la séparation et un deuil encore récent qui parle.

> Ainsi s'est terminée mon expérience politique, j'en retire une amère désillusion et un profond dégoût. Je voudrais du moins que cette malheureuse expérience te serve et te garde à jamais d'en vouloir tenter une semblable[90].

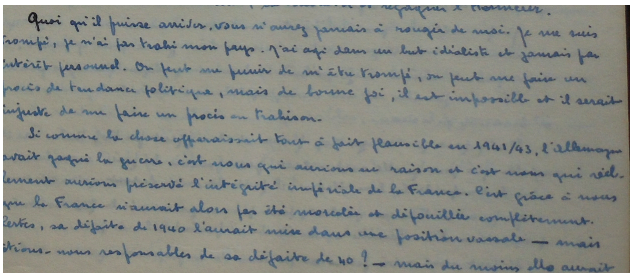
Le conseil qu'il donne à son fils puîné montre en creux le chemin qu'il aurait peut-être aimé suivre lui-même, s'il avait pu récrire sa destinée :

> Mon désir serait que tu embrasses une carrière dans laquelle tu puisses aider les pauvres gens dans l'exercice même de ta profession afin que tu sois l'abri de rechercher cette nécessité ailleurs. Je m'explique.
>
> Un médecin, par exemple, peut aider les pauvres gens autour de lui dans l'exercice même de sa fonction. Un Ingénieur ne le peut pas. Ce fut mon cas, et placé devant la nécessité de soulager les misères dont j'étais le témoin, conscient du rôle social que doit s'efforcer de jouer tout homme bien né, je n'ai eu que la ressource de la politique. Nous avons vu dans une lettre précédente ce qu'il en est advenu.

[90] Lettre à Paul, Beugras 24 juin 1945..

> Je voudrais que tu sois l'abri de toute envie de te tourner un jour vers la politique et je pense alors que si ta profession te mettait à même de jouer ton rôle social, ce serait d'une grande sagesse[91].

Les cahiers, eux, restent bien plus en retrait sur ces questions. Leur auteur semble plutôt avoir cherché à donner une image cohérente de son action, en plaçant au premier plan la pureté de ses intentions. En ce sens, ces mémoires politiques seraient comme une continuation des lettres familiales, la très longue lettre ouverte d'un homme à la recherche de son honneur perdu et qui restait déterminé à ce que ses enfants fussent fiers de « porter son nom[92] ».



Extrait d'une lettre à son fils Paul, 27 juillet 1945

91 Lettre à Paul Beugras, 3 juillet 1945.

92 Pierre Rigoulot, *op. cit.*, p. 41.

4

Cahiers 1925-1937 : la formation d'une conscience sociale

Mais dans les deux premiers cahiers, qui couvrent la période 1925-1937 (soit des vingt-trois aux trente-quatre ans de leur auteur) la politique n'intervient encore qu'à pas feutrés. Albert Beugras raconte le début de ce qu'il appelle sa carrière dans l'industrie, à partir du moment où, jeune chimiste formé à l'École de Mulhouse, sur le point de se marier avec sa fiancée Alice, il fait ses premiers pas à la Société des Usines du Rhône, pas encore devenue Rhône-Poulenc. Le jeune homme est brillant, ambitieux, parfois cassant, pressé qu'on reconnaisse ses mérites et désireux d'obtenir des résultats. Mais son audace, ajoutée au fait qu'il travaille comme quatre, paye ; il n'hésite pas à tenir tête à ses patrons et à imposer ses vues, se référant à la direction générale parisienne quand celle de Lyon refuse de lui céder.

Cependant, comme il le souligne souvent lui-même, il n'oublie pas d'où il vient : son grand-père était un paysan, et lui-même n'a pas été un enfant gâté. « Je me sens plus près des ouvriers que des patrons, parce que

je comprends mieux leurs besoins, leurs misères, mais aussi leurs aspirations » déclare-t-il au directeur de Rhône-Poulenc en 1936. Sur le travail, le bien-être des ouvriers, sur le partage des ressources, il a des idées modernes, sociales, qui dans d'autres contextes l'auraient rapproché de la gauche. C'est toujours avec défiance qu'il évoque le « capitalisme », et avec horreur l'égoïsme des patrons. C'est ainsi qu'il plaide sans relâche pour une rémunération plus équitable des ouvriers, un intéressement aux profits, des augmentations régulières de salaire, des locaux propres et salubres. Il crée par ailleurs le « Rhodia-Club », un ensemble d'activités sportives puis sociales. Non tant par paternalisme que par désir de soustraire une population pauvre au chant des sirènes communistes et à la fatalité du bistrot. Il croit à la collaboration des classes plutôt qu'à leur lutte, et se méfie des communistes dont l'influence est de plus en plus grande au sein des ateliers.

La relation qu'il fait des grèves de 36 permet de comprendre la profondeur de la blessure qu'elles vont creuser en lui, et qui pèsera sans nul doute sur ses choix politiques ultérieurs : malgré dix ans d'efforts acharnés pour construire une relation de travail fondée sur la confiance et l'émulation avec son personnel, il est brutalement pris pour cible, méprisé, menacé. À son retour, la concorde qui régnait au « Rhodoïd », qu'il dirige, est chose du passé, les ouvriers préférant s'en remettre au Front Populaire, qui a selon eux obtenu de meilleurs résultats par le système des conventions collectives. On sent chez Albert Beugras l'amertume profonde de celui

qui s'estime incompris, spolié par la rhétorique et les méthodes de la gauche ; celui qui se croyait proche de « ses hommes » est renvoyé sans autre forme de procès à son rang d'ingénieur.

> À ma grande surprise et aussi à mon immense déception, les travailleurs même en faveur desquels j'avais pris position, au bénéfice desquels je m'étais dépensé sans compter, se laissant entraîner par des meneurs communistes espagnols, me classaient dans le même lot que ceux qui étaient nettement anti-sociaux, pour la seule raison que j'étais un « chef » et que je n'étais pas, à leurs yeux, « prolétaire »[93].

Il leur en fera grief plus tard, après avoir quitté Rhône-Poulenc, lors d'un meeting dans la région : « [L]orsque les meneurs communistes sont venus en 1936, vous avez oublié tout ce que vous me deviez. Cela, je vous l'aurais pardonné, mais vous avez fait pire. Vous m'avez rejeté. Vous avez manifesté que j'appartenais à une autre classe et que par conséquent nous ne pouvions être que des ennemis. » Il ne le pardonnera jamais.

Sur le plan idéologique, les cahiers nous montrent un homme de son temps : partageant la xénophobie ordinaire, virulente envers les émigrés d'avant la Seconde Guerre mondiale (il faut l'entendre évoquer les « résidus d'une pouillerie internationale, qu'on tolère après qu'elle s'est fait éjecter de tous les pays, qui nous apporte non seulement sa vermine, sa vérole et sa lèpre, mais aussi ses

[93] Lettre à Paul Beugras, 20 juin 1945.

vices et ses révoltes[94] »), lecteur de quotidiens orientés à la droite de la droite, comme *Gringoire* ou *Je suis partout* (qu'il dit ne feuilleter que pour sa distraction personnelle), conservateur, nationaliste et patriote. La relation de son voyage en Italie montre qu'il n'est pas indifférent aux méthodes fascistes, dont il admire la capacité qu'elles ont à soulever des élans populaires nationaux. Son antisémitisme ne se révélera qu'en surface dans les cahiers, mais chaque occurrence en révèle la violence.

Pour lui, le travail est une valeur cardinale, une religion, presque, dont il peine à comprendre que tout le monde n'en partage pas le sacerdoce, comme il l'exposera longuement dans ses lettres écrites d'Allemagne à son fils Paul. Dans ses ateliers, il connaît chaque machine, exerce tous les postes, se met à la hauteur des ouvriers. Il défend une vision corporatiste, qui verrait la collaboration harmonieuse des ouvriers, des techniciens et des patrons ; en un sens, c'est par ce truchement qu'il entre en politique, pour défendre cette conception et son action sociale, qui s'oppose en tous points à la lutte des classes. Par ailleurs, il est évident qu'Albert Beugras est un meneur d'hommes, et qu'il a le goût de cette autorité : des scènes récurrentes dans ses cahiers, où « ses hommes » (ouvriers ou militaires) rendent hommage à ses qualités

[94] Jean-Paul Brunet, grâce aux Archives de la Préfecture de police, a pu retrouver trace de dons des banques Verne, Rothschild, Lazard, de la Banque d'Indochine, de Gabriel Le Roy Ladurie (banque Worms), de François de Wendel, des compagnies du Gaz locales, du Comptoir Sidérurgique de France, ainsi que les 5000 francs mensuels versés à Albert Beugras par Rhône-Poulenc jusqu'en juillet 1944 (*op. cit.*, p 235-236).

morales révèlent combien gratifiant pour lui est ce rôle. Marie Chaix raconte comment, jusqu'à Fresnes, il impose sa personnalité : « Les gardiens l'appellent "Mon-

Albert Beugras caricaturé par son co-détenu à Fresnes

sieur", frappent avant d'entrer dans sa cellule, s'excusent de procéder aux fouilles réglementaires[95] ».

La relation qu'il fait de sa carrière dans l'industrie révèle les linéaments de sa future personnalité politique : celle d'un homme conservateur, volontaire, ambitieux, contempteur du bolchévisme, défiant, voire méprisant envers la Troisième République, et désireux de servir des causes plus grandes que lui.

Ces douze années auront sans nul doute contribué à faire mûrir en lui le désir d'un engagement, et on comprend mieux, à en lire le récit, pourquoi cette adhésion immédiate et sans réserve au PPF. Les théories de Do-

95 Marie Chaix, *Les Lauriers du lac de Constance*, *op. cit.,* p. 220.

riot, ex-communiste repenti, ancien ouvrier métallurgiste devenu député et maire de Saint-Denis, qui se dit proche du peuple et des ouvriers, épousent étroitement ses propres vues : condamnation des classes dirigeantes, qui ont « empêché les vieux partis de prendre à temps les mesures économiques nécessaires pour enrayer la crise lorsqu'il le fallait, ainsi que les mesures sociales indispensables », vision paranoïaque du parti communiste « devenu, à cause de son état-major domestiqué, une véritable armée étrangère campée sur notre sol », promotion des branches professionnelles contre les syndicats – un sujet particulièrement sensible pour Albert Beugras , refus de l'internationalisme.

Jean-Paul Brunet a montré comment le PPF avait su séduire une partie du patronat français, tétanisé par le souvenir des grandes grèves de 1936, et prêt à ouvrir largement sa bourse pour financer le parti montant. De fait, les discussions relatées avec le Directeur général de Rhône-Poulenc, Nicolas Grillet, permettent de comprendre qu'Albert Beugras a quasiment été jeté dans les bras de Doriot avec la bénédiction de l'entreprise. Avant qu'il soit emprisonné dans la tunique de Nessus du collaborationnisme, on voit dans ces page naître un jeune homme façonné par une éducation rigide, doté d'une ambition forte, pétri par un mélange de convictions sociales tout à fait nobles et de préjugés qui l'étaient moins. Il a fait sien, du fait de sa position dans l'industrie, l'anti-bolchévisme ambiant, s'est défié de la démocratie et du parlementariste, a prêté une oreille attentive la propagande des journaux d'extrême droite. Un

certain goût du pouvoir, un nationalisme profond, une dévotion aveugle à Doriot, pour qui la fin justifiait les moyens, ont fait le reste, et l'ont conduit ensuite à le faire basculer du mauvais côté de l'histoire.

Véronique Montémont
avec le concours de Marie-Chaix Mathews

5

Note sur la langue et l'édition

Les pages des cahiers sont écrites dans leur intégralité, de la première à la dernière ligne – peut-être une conséquence de l'incarcération et de la parcimonie avec laquelle il faut user du papier fourni. Bien qu'il ne s'agisse pas de feuillets libres, chaque page est foliotée – là encore, peut-être dans l'idée d'un retravail ultérieur sur ces cahiers.

La copie étant soignée, les cahiers ne présentent quasiment aucune difficulté de déchiffrement. Ils témoignent d'une habitude de la forme imprimée, dont les usages sont scrupuleusement respectés : présence de notes reportées au bas de la page, usage du tiret, non seulement pour les incises, mais aussi parfois en guise de point final (usage que nous avons conservé). Les citations longues font l'objet d'un décrochement typographique. Les dialogues sont quant à eux reconstitués avec leurs attributs typographiques : deux points introductifs, guillemets, tirets, voire guillemets ouvrants au début de chaque ligne.

La disposition du texte, régulière, aligne des para-

graphes bien découpés, correspondant à des unités de sens et signalés par des alinéas. De temps à autres, pour marquer un changement de propos, Albert Beugras sépare des sections du texte par trois croix interlinéaires.

Le registre de langue oscille de standard à soutenu. Les mots familiers ou vulgaires y sont rarissimes, pour ne pas dire absents : quand ils apparaissent, ils sont un signe de mépris fort. Le style y est tenu et les phrases, longues, sont fortement articulées syntaxiquement. Albert Beugras est un adepte du point-virgule, qu'il manie avec justesse. Il recourt souvent aux conjonctions, aux adverbes, pour mieux structurer son propos, et s'attache à déplier dans un ordre clair la succession des événements. Pourtant rompu aux artifices rhétoriques du discours politique, il verse en revanche assez peu dans les métaphores, les hyperboles, et évite avec soin le lyrisme et la grandiloquence, sauf lorsqu'il évoque la Patrie, le communisme, les immigrés, ou quelques autres des objets de sa vénération ou de son exécration.

On retrouve dans son style les mêmes qualités de clarté, d'organisation, de précision que celles qui marquent sa personnalité : n'y a rien chez lui de l'hystérie vitupératrice d'un Céline, sauf quand il parle du procureur Ghozland. Sur certains passages, on admirera même la qualité et le parfait ordonnancement de ses analyses, ou encore, plus rarement, la qualité de ses descriptions, voire les accents lyriques de ses évocations de Mainau.

Ces caractéristiques stylistiques disent en soi quelque chose sur la nature de ces cahiers : il s'agit là d'un texte puissamment réfléchi, qui accumule les éléments biogra-

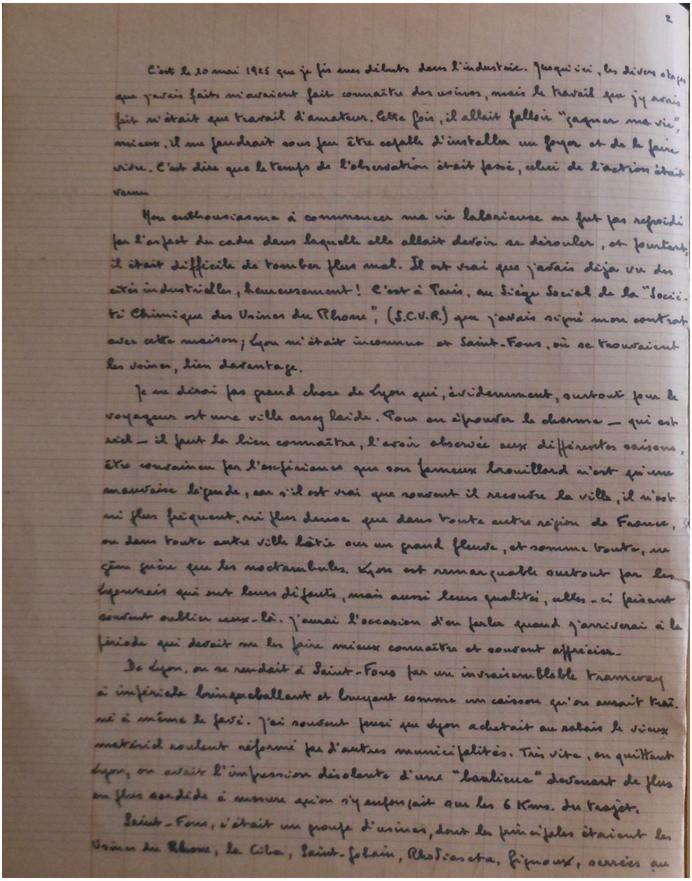
phiques et tient à dégager, à travers une mise en forme cohérente, leurs liens de subordination et de causalité. Albert Beugras veut être compris, de son lecteur, peut-être de ses contempteurs, et cela passe par une exigence de clarté, de logique et de sobriété. C'est pourquoi nous n'avons rien changé à la ponctuation, pour conserver le rythme intrinsèque de la phrase, nous bornant à refermer les incises quand la virgule de clôture était manquante.

L'orthographe est excellente, même si quelques erreurs se présentent de loin en loin. Comme elle sont assez rares, nous avons choisi de conserver les fautes d'orthographe sémantique, pour l'exactitude philologique, mais de rectifier les accords verbaux – Albert Beugras use souvent de l'antéposition, d'où quelques confusions dans l'accord singulier / pluriel des verbes. Pour des raisons de lisibilité, nous avons également choisi de rectifier une faute récurrente : l'écriture systématique, pour les verbes du premier groupe utilisés au passé simple, des désinences de l'imparfait là où on attendrait le passé simple (par exemple « J'arrivais » pour « J'arrivai »). Cet usage se retrouvant à côté de verbes du deuxième et du troisième groupe conjugués au passé simple, il ne fait pas de doute que ce « s » final est parasite. Pour les mêmes raisons de confort de lecture, nous avons décidé de rectifier les fautes d'accent et de tréma, notamment les accents circonflexes manquants sur les imparfaits du subjonctif, et d'ajouter ou de retirer certains traits d'union quand ils étaient superflus ou manquants.

En revanche, nous avons choisi de conserver l'usage

(parfois large) que fait Albert Beugras des capitales, notamment lorsqu'il désigne les « Usines », des fonctions hiérarchiques ou encore des obédiences politiques. De même, nous avons laissé ses choix de majuscule/minuscule, notamment pour les gentilés ; il écrira ainsi « un Américain », mais « les indiens »…. Chez un homme qui maîtrisait la langue et ses règles orthographiques, ces pratiques nous semblent refléter l'importance que prenaient, à ses yeux, une forme de hiérarchie entre les peuples.

Cahiers
1925-1937



2

C'est le 20 mai 1925 que je fis mes débuts dans l'industrie. Jusqu'ici, les divers stages que j'avais faits m'avaient fait connaître des usines, mais le travail que j'y avais fait n'était que travail d'amateur. Cette fois, il allait falloir "gagner ma vie", mieux, il me faudrait sous peu être capable d'installer un foyer et de le faire vivre. C'est dire que le temps de l'observation était passé, celui de l'action était venu.

Mon enthousiasme à commencer ma vie laborieuse ne fut pas refroidi par l'aspect du cadre dans laquelle elle allait devoir se dérouler, et pourtant, il était difficile de tomber plus mal. Il est vrai que j'avais déjà vu des sites industriels, heureusement! C'est à Paris, au Siège Social de la "Société Chimique des Usines du Rhone", (S.C.U.R.) que j'avais signé mon contrat avec cette maison; Lyon m'était inconnu et Saint-Fons, où se trouvaient les Usines, bien davantage.

Je ne dirai pas grand chose de Lyon qui, évidemment, surtout pour le voyageur est une ville assez laide. Pour en éprouver le charme — qui est réel — il faut la bien connaître, l'avoir observée aux différentes saisons, être convaincu par l'expérience que son fameux brouillard n'est qu'une mauvaise légende, car s'il est vrai que souvent il recouvre la ville, il n'est ni plus fréquent, ni plus dense que dans toute autre région de France, ou dans toute autre ville bâtie sur un grand fleuve, et somme toute, ne gêne guère que les noctambules. Lyon est remarquable surtout par les Lyonnais qui ont leurs défauts, mais aussi leurs qualités, celles-ci faisant souvent oublier ceux-là. J'aurai l'occasion d'en parler quand j'arriverai à la période qui devait me les faire mieux connaître et souvent apprécier.

De Lyon, on se rendait à Saint-Fons par un invraisemblable tramway à impériale brinquebalant et bruyant comme un caisson qu'on aurait traîné à même le pavé. J'ai souvent pensé que Lyon achetait au rabais le vieux matériel roulant réformé par d'autres municipalités. Très vite, en quittant Lyon, on avait l'impression désolante d'une "banlieue" devenant de plus en plus sordide à mesure qu'on s'y enfonçait sur les 6 Kms. du trajet.

Saint-Fons, c'était un groupe d'usines, dont les principales étaient les Usines du Rhone, la Cita, Saint-Gobain, Rhodiaceta, Gignoux, serrées au

Première page du cahier 1925-1937 (I)

C'est le 10 mai 1925 que je fis mes débuts dans l'industrie. Jusqu'ici, les divers stages que j'avais faits m'avaient fait connaître des usines, mais le travail que j'y avais fait n'était que travail d'amateur. Cette fois, il allait falloir « gagner ma vie », mieux, il me faudrait sous peu être capable d'installer un foyer et de le faire vivre[1]. C'est dire que le temps de l'observation était passé, celui de l'action était venu.

Mon enthousiasme à commencer ma vie laborieuse ne fut pas refroidi par l'aspect du cadre dans laquelle (sic) elle allait devoir se dérouler, et pourtant il était difficile de tomber plus mal. Il est vrai que j'avais déjà vu des cités industrielles, heureusement ! C'est à Paris, au Siège Social de la Société Chimique des Usines du Rhône (S.C.U.R.) que j'avais signé mon contrat avec cette maison ; Lyon n'était inconnu et Saint-Fons[2], où se trouvaient les usines, bien davantage.

Je ne dirai pas grand-chose de Lyon qui, évidemment, surtout pour le voyageur est une ville assez laide. Pour en éprouver le charme – qui est réel – il faut la bien

1 Fiancé à Alice Litolff, Albert Beugras, qui vient trouver une « situation », comme on disait alors, est sur le point de se marier.

2 Commune située dans la banlieue sud-est de Lyon, à côté de Vénissieux. Son emplacement, à proximité du Rhône, et la dizaine de kilomètres qui la séparent de la ville en ont fait un site privilégié pour l'installation d'usines chimiques au XIXe siècle.

connaître, l'avoir observée aux différentes saisons, être convaincu par l'expérience que son fameux brouillard n'est qu'une mauvaise légende, car s'il est vrai que souvent il recouvre la ville, il n'est ni plus fréquent, ni plus dense que dans toute autre région de France, ou dans toute autre ville bâtie sur un grand fleuve, et somme toute, ne gêne guère que les noctambules. Lyon est remarquable surtout par les Lyonnais qui ont leurs défauts, mais aussi leurs qualités, celles-ci faisant souvent oublier ceux-là. J'aurai l'occasion d'en parler quand j'arriverai à la période qui devait me les faire mieux connaître et souvent apprécier.

De Lyon, on se rendait à Saint-Fons par un invraisemblable tramway à impériale un peu brinqueballant (sic) et bruyant comme un caisson qu'on aurait traîné à même le pavé. J'ai souvent pensé que Lyon achetait au rabais le vieux matériel roulant réformé par d'autres municipalités. Très vite, en quittant Lyon, on avait l'impression désolante d'une « banlieue » devenant de plus en plus sordide à mesure que l'on s'enfonçait sur les 6 kms.[3] du trajet.

Saint-Fons, c'était un groupe d'usines, dont les principales étaient les Usines du Rhône, la Ciba, Saint-Gobain, Rhodiaseta, Gignoux, serrées au bord du Rhône sur lequel elles avaient chacune leur fort particulier et aussi leur égoût (sic) empoisonné. Quelques cités ouvrières du type standard, c'est-à-dire misérable ; une mairie prétentieuse construite dans un parterre de bi-

3 Nous avons conservé les abréviations originales d'Albert Beugras pour les poids et mesures.

coques style « lotissement » et de « maisons de rapport » du type caserne, avec les écoles du type républicain courant « garçons-filles » ; une route nationale bordée de maisons disparates, sans jardins, de bistrots flanqués d'une rangée de lauriers anémiques, de placettes encombrées de jeux de boules ; une voie ferrée en plein village – parce que ville serait trop pompeux – avec un triage plus étendu que Saint-Fons même, bordée de terrains vagues semés de vieux matériaux, des tas d'ordures, de crassiers industriels, de matériel ferroviaire au rebut et de barraques (sic) réchappées de la guerre où s'abritaient des tribus espagnoles, portugaises, kabyles, chinoises… réchappées elles aussi de la guerre qui avait exigé le développement d'usines construites dans l'urgence du moment, restées à leurs constructions provisoires… qui sans doute dureraient toujours.

Des bistrots, encore des bistrots, des cantines à sidis qui pullulaient surtout à la tombée de la nuit ; et sur toute cette crasse, sur toute cette misère, une odeur d'équarrissage répandue d'une manière continue et tenace, par une usine de colle et de gélatine, coiffée par vent favorable des vapeurs sulfureuses que dégageaient les usines d'acide de Saint-Gobain.

Mais symbole, – déjà – la première chose qui frappait en arrivant à Saint-Fons, ce n'était pas une pauvre église, plus ancienne sans doute que les usines et réduite à la dimension du village qu'avait dû être Saint-Fons avant l'envahissement du progrès et de la civilisation ; c'était, placée sur la route nationale, à l'arrivée du tram de Lyon, une immense bâtisse, agressive, portant en-

seigne : « Maison du Peuple » flanquée de drapeaux rouges et dans laquelle on dansait quand un « meeting » n'y rassemblait pas une pègre plus étrangère que française.

J'aurais pu loger à Lyon comme la plupart de mes collègues et fuir chaque soir – la sortie des usines était à 17 heures – un cadre si peu attrayant. Je n'en fis rien. Je voulais rester dans l'ambiance de ses usines, au moins tant que je serai seul. Je trouvais[4] pour me loger une chambre en même temps qu'un restaurant d'ouvriers et d'employés où je pourrais prendre petit déjeuner et repas du soir, celui de midi étant pris au mess de l'usine.

Cet hôtel-restaurant tenait six chambres toutes bâties en enfilade sur une salle servant aux « repas de noces et banquets », et éventuellement à danser. Ces chambres, toutes semblables, avaient dans leurs douze mètres carrés un lit, une table, une armoire, une chaise et des punaises ; leur seul confort résidait en un lavabo et une lampe électrique. Le chauffage central y était à l'état de projet. Heureusement, je n'eus pas à y passer l'hiver, car ma chambre se trouvait tout au fond du couloir à l'entrée duquel était le poêle qui prétendait chauffer l'ensemble.

Je me présentai à l'usine, mais l'accueil n'y fut pas cordial et en tout cas tout différent de celui que m'avait

4 Comme nous l'avons signalé, Albert Beugras emploie la plupart du temps l'imparfait en lieu et place du passé simple pour les verbes du premier groupe. Nous rectifierons désormais systématiquement cet usage.

réservé M. Grillet, Directeur général, à Paris[5]. Les directeurs des Usines – MM. Oser et Prince –, avaient l'habitude de décider eux-mêmes de l'engagement des ingénieurs, et, envoyé directement par le Siège social sans qu'ils aient eu à donner leur avis, je pense qu'ils tenaient à me manifester dès l'abord que je n'avais pas à me prévalloir (sic) d'une dérogation aux règles. M. Oser fut poli, sans plus, quant à M. Prince, il fut tellement grossier que malgré ma surprise et ma jeunesse, je ne pus m'empêcher de lui dire : « Je m'attendais à un autre accueil après les assurances que m'avait données M. Grillet. Si c'est ainsi qu'on traite ici le personnel, je préfère quitter immédiatement la maison. » Il me calma, assez ennuyé – car je sus plus tard la terreur que tous avaient de M. Grillet – et s'excusa même d'être débordé de travail. Je le quittai, pensant cependant que la collaboration avec de tels chefs devait être rien moins que cordiale.

Le lendemain, je débutais au « laboratoire analytique », immense labo où une quarantaine de chimistes des deux sexes pesaient, jaugeaient, mesuraient, contrôlaient selon des méthodes sacro-saintes particulières à

5 Nicolas Grillet (1871-1947) né à la Demi-Lune (Rhône), diplômé de l'École Centrale, travailla d'abord comme ingénieur chimiste et entra en 1894 à la Société Chimique des Usines du Rhône. Il en fut successivement le sous-directeur, le directeur, l'administrateur, l'administrateur directeur général, puis l'administrateur délégué après la fusion avec les établissements Poulenc Frères. Il termina sa carrière comme directeur général de Rhône-Poulenc. (Source : site Patrons de France, http://www.patronsdefrance.fr/?q=sippaf-actor-record/20639&page=1, consulté le 4 novembre 2020).

la maison, sous l'œil vigilant d'un vieux chef de service débonnaire mais terrifié par le moindre coup de téléphone du patron.

Mais huit jours plus tard, j'en avais déjà assez de faire à longueur de journées les mêmes analyses et pensais qu'il était inutile d'avoir étudié tant de choses pour en arriver là. Mes collègues m'avaient bien dit, les uns qu'on n'était là qu'à titre provisoire, les autres que tout compte fait « le travail n'était pas crevant et qu'on arrivait quand même à un meilleur salaire chaque année », je n'y apercevais aucun avenir et cela ne pouvait me convenir.

J'attendis encore huit jours puis demandai une entrevue à M. Prince qui me reçut assez peu aimablement, mais me garantit que cette période d'essai ne serait pas longue. Sur ma remarque que le travail qu'on me faisait faire ne risquait pas de le fixer sur mes aptitudes, il me répondit qu'il connaissait son métier… Je me dis que décidément, les ingénieurs étaient bien peu considérés par là et me demandai comment on y pouvait traiter les ouvriers.

Je n'avais, naturellement, aucun contact avec les ouvriers, à part quelques bougres apportant les échantillons à analyser ou exécutant les travaux de propreté au laboratoire. Par ailleurs, le contrat que j'avais signé spécifiait l'interdiction de pénétrer dans tout autre atelier que celui où le service m'appelait, et même au mess, nous nous trouvions groupés à table par atelier. Ne connaissant personne, n'étant pas très liant de nature, je vivais dans un univers inconnu.

Toutefois, pour se rendre de l'entrée des usines – où un garde vigilant pointait les heures d'entrée et de sortie – jusqu'au laboratoire, et de celui-ci au mess, il fallait traverser longuement l'usine. La saison voulait que les portes des ateliers fussent ouvertes ; il m'était alors possible de me rendre compte de l'aspect des fabrications. J'avais vu déjà bien des usines, mais toutes, même les teintureries qui cependant m'étaient apparues déjà bien malsaines, toutes dis-je, étaient préférables à celles qui m'étaient révélées. Je comprenais alors pourquoi l'on voyait venir au mess des ingénieurs de fabrication vêtus de vieux vêtements crasseux et coiffés d'invraisemblables feutres !… Mais que dire des ouvriers qu'on voyait évoluer entre des machines suintantes, fumantes, puantes quelquefois d'odeurs suaves comme la vaniline (sic) par exemple, mais dont la persistance et l'excès devenaient aussi lassants que les senteurs les plus méphitiques avec lesquelles elles voisinaient. Et partout des bacs, grands et petits, des chaudières, des réservoirs, des colonnes de distillation, le tout enchevêtré de passerelles, d'escaliers, d'échelles, de transmissions et noyé de vapeur, de fumée ou de poussières chimiques. Autour des bâtiments dont les murs étaient demeurés depuis leur construction – guerre de 1914/1918 – en mâchefer brut, un cloaque de boue et de résidus chimiques parmi lesquels des hommes en guenilles roulaient des fûts ou poussaient des chariots entre des entassements de matériaux, des silos, des réservoirs, des bascules, des wagonets (sic) et des camions.

La misère des hommes que je voyais là, au travail,

me faisait comprendre son prolongement dans la misère de Saint-Fons elle-même ; et aussi, que ces hommes auraient dû être des dieux ou des héros pour, au sortir d'un tel bagne, ne pas se précipiter au bistrot, au jeu de boules pour les plus raisonnables, et à la « maison du peuple » pour les plus aigris, où les propagandistes avaient beau jeu de leur promettre un avenir meilleur.

Huit jours après la visite que je lui avais faite, M. Prince me fit appeler et m'annonça qu'il m'affectait au laboratoire « demi-grand » de recherche pour les films. C'est ainsi que débuta ma carrière dans les produits cellulosiques. On appelait « demi-grand », à la S.C.U.R.[6], des travaux de recherche effectués dans des appareils représentant la réduction exacte de ce que seraient les machines de fabrication en grand. C'était un intermédiaire entre la recherche pure du laboratoire et la fabrication à l'atelier, qui permettait d'éviter des surprises dans les rendements et dans le choix des matériaux, en même temps qu'il permettait de perfectionner les procédés de fabrication et de calculer au plus près les prix prévisionnels de revient.

Ce travail, où j'avais pour chef de service M. Theurmann, me plut très vite. Il y fallait plus de physique et de mécanique que de chimie pure, mais en outre, il y fallait de l'adresse et de l'initiative, ce qui n'était pas pour me déplaire. On s'intéressait, aux Usines du Rhône, beaucoup au film inflammable[7] et les recherches dont je fus

6 Société Chimique des Usines du Rhône.

7 Pellicule à base de nitrate, utilisée pour la plupart des réalisations cinématographiques antérieures à 1950. Ces pellicules s'en-

chargé étaient urgentes et suivies de près par M. Prince que je voyais chaque jour.

J'eus assez de chance pour réussir. [Je n'écris pas ces pages pour faire mon éloge, je le dis une fois pour toutes. Je ne signalerai donc que les succès que j'ai pu avoir qu'autant que la connaissance en sera nécessaire pour expliquer ou justifier les faits.

Au bout de trois mois, je possédais suffisamment la question pour donner déjà quelques avis valables et un jour, je fis remarquer à M. Prince des modifications qui me semblaient nécessaires pour améliorer le rendement de l'appareillage tant qualitativement que quantitativement. Il en retint quelques-unes qui, sur son ordre, furent exécutées ; mais la principale, celle dont j'escomptais de très bons résultats, n'eut pas son approbation.

Je revins souvent à la charge, et un jour où il me demandait plus que d'habitude de m'efforcer d'améliorer encore le procédé, je lui répondis qu'il n'appartenait qu'à lui de me donner satisfaction pour la modification, peut-être coûteuse, que j'avais déjà sollicitée et dont j'étais sûr que la dépense serait largement compensée par le résultat. Quelle mouche l'avait piqué ce jour-là ? – Je ne sais, mais il se mit dans une colère effroyable, me disant que j'étais un entêté – ce que je n'ai jamais nié ! – que je ne tenais pas assez compte des frais que coûteraient les recherches, et finalement, me dit-il, « vous m'emmerdez ! ». À quoi je répondis du tac au tac : « Eh

---

flamment si facilement qu'elles nécessitent des stockages séparés et sécurisés, comme les « cellules nitrate » du fort de Bois d'Arcy.

bien, sachez que vous aussi, tout directeur que vous êtes, vous m'emmerdez autant ! » ce qui mit fin à la discussion.

J'avais, une quinzaine de jours auparavant, reçu une lettre de la firme « Bozel Maletra[8] » que j'avais sollicitée bien avant de signer aux U.R[9]. et qui à ce moment-là n'avait pas de poste disponible. Depuis, me disait cette lettre, une vacance s'était produite et on pouvait, sur la recommandation de l'École de Chimie de Mulhouse, m'offrir un poste de chef de fabrication. J'avais répondu par curiosité pour leur demander le montant des appointements, et il m'avait déclaré que j'aurais 1050 fr.[10] pour débuter avec promesse d'ascension rapide en cas de réussite et j'avais été invité à me présenter au plus tôt. Les choses en étaient restées là.

Le soir même de l'algarade de M. Prince, je télégraphiais à Bozel pour demander si on pouvait m'y recevoir un dimanche. Par retour on me donnait rendez-vous pour le dimanche suivant. J'eus facilement la permission du samedi et partis.

Je fus très bien reçu à Bozel-Lamotte par un directeur affable qui me fit visiter les ateliers. Ceux-ci, en « tenue du dimanche », c'est-à-dire nettoyés et avec seu-

8 Malétra est une société chimique fondée à Rouen au début du XIXe siècle et spécialisée dans la fabrication des engrais, puis des plastiques. Elle étend ensuite sa production à la dynamite. La société Bozel-Lamotte, implantée à Bozel (Savoie) produit quant à elle des alliages pour la sidérurgie. Elle fusionne avec Malétra en 1925, ce qui explique peut-être ses nouveaux besoins en recrutement.

9 Usines du Rhône.

10 Environ 925 euros de 2020.

lement un personnel de garde n'avaient pas trop mauvaise allure, encore que, s'agissant des productions de chlore, je trouvais assez rudimentaires les mesures de sécurité et d'hygiène. Je le dis au Directeur qui en convint, mais me dit que les prix de revient et [mot oublié] ne permettaient pas des usines de luxe. J'en avais déjà vu d'autres… je commençais à m'habituer.

Le Directeur qui disposait de tout son temps conversa longuement avec moi, pour m'étudier, ce qui était légitime – et je m'y prêtais d'autant plus volontiers qu'en moi-même déjà, je me promettais de ne travailler au chlore que si vraiment je ne pouvais faire autrement. Il me confirma le chiffre des appointements, me disant que très rapidement, un ingénieur actif et capable pourrait accéder à un poste plus élevé. Enfin, quand il sut que je comptais me marier sous peu, il me dit que la Société me fournirait un logement. Nanti de ces assurances, je pris congé, mais sans avoir accepté de signer un contrat comme on m'y engageait, avant d'avoir rompu celui qui me liait aux Usines du Rhône.

Rentré à Saint-Fons, j'écrivais à M. Grillet pour lui dire que j'étais déçu de la façon dont on traitait les ingénieurs à la S.C.U.R. ; que conscient de faire correctement mon travail, je n'entendais pas être insulté quand justement je m'efforçais de tirer le meilleur profit du matériel qui m'étais confié ; que si telles étaient les méthodes de la S.C.U.R. à l'égard du personnel – méthodes qui n'étaient pas en accord avec la façon dont lui personnellement m'avait traité – je préférais offrir ma démission, mais qu'il fallait qu'on sache une fois pour

toutes qu'on pourrait me demander tous les efforts imaginables à la seule condition de me traiter en collaborateur et non en domestique. [Était-ce par prédestination que – déjà ! – je revendiquais ce titre de « collaborateur » ?... ô trahison, sait-on jamais de quel tréfonds tu surgis !...]

M. Prince n'avait pas remis les pieds à mon laboratoire, mais la modification demandée à l'appareillage avait été commandée… Quatre jours après ma lettre à Paris, j'étais appelé par M. Prince qui me reçut avec une amabilité inaccoutumée, me fit très gentiment reproche de n'avoir pas eu confiance en lui, m'affirma que j'avais toute son estime, que sa violence verbale ne devait pas me tromper sur ses sentiments, etc, etc… Mais en outre, M. Grillet, qui lui avait communiqué ma lettre en l'accompagnant – me dit-il – d'une lettre très dure à son endroit, voulait être assuré que tout était réglé et que je ne songerais plus à m'en aller. « Vous m'avez fait reprocher, me dit M. Prince, mi-figue mi-raisin, de n'être pas capable d'apprécier un homme de valeur. Je saurai vous prouver le contraire, faites-moi confiance, mais n'ayez pas d'impatience. » Je dis à M. Prince : « Sachez que vous pourrez toujours me demander n'importe quel effort, même extraordinaire, mais sachez aussi que je veux être traité comme un homme et non comme une machine. »

Pour régler toutes choses pendant que l'atmosphère était au beau, j'avisai M. Prince des sollicitations dont j'étais l'objet, en lui disant que je n'avais pas l'intention d'y donner suite. Il insista alors pour que la S.C.U.R.

prenne l'affaire en main et règle la chose sur le plan du contrat. Sur ma question : « N'est-ce pas donner trop d'importance à la chose ? », M. Prince me dit : « Je suis sûr que M. Grillet préférera cela. » M. Prince s'avisa alors des conditions qui m'avait été faites par « Bozel-Malétra » et insista pour les connaître alors que je ne tenais pas à les lui révéler. Il importait en effet, que ma démarche auprès de M. Grillet n'ait en aucune façon l'apparence d'un chantage. Je le dis tout net à M. Prince, puis sur son insistance, lui révélai que j'aurais eu 1050 au lieu de 700 fr. et la promesse d'être logé. Il me congédia alors en me disant : « Ne vous inquiétez pas et reprenez votre travail. »

Effectivement, trois jours plus tard, rappelé chez M. Prince, j'étais avisé que la S.C.U.R. règlerait la question avec « Bozel-Malétra » sur la base de mon contrat ; que la différence d'appointements me serait largement compensée en fin d'année ; que la question intérêt ne devrait jamais jouer dans mes rapports avec la Société que je devais, à l'avenir, considérer comme une famille à laquelle j'appartenais. Enfin, M. Grillet mettrait à ma disposition une villa qu'il avait autrefois acquise pour lui à Lyon, mais qu'il n'habitait pas. J'étais invité à la visiter au plus tôt avec l'architecte pour lui indiquer les modifications éventuelles à y apporter et à la faire mettre en état. Toute latitude m'était laissée à ce sujet, les frais étant à la charge de la S.C.U.R. M. Prince insista pour que j'aille le jour même faire cette visite avec l'architecte, afin, me dit-il, qu'il puisse écrire le soir même au patron que tout était réglé.

L'incident était donc définitivement clos, je m'en tirais avec les honneurs, mais aussi avec des avantages substantiels. Pourquoi ai-je tenu à en rapporter les détails ? – Parce qu'il y a une morale à en tirer, comme je ne manquai pas alors de le faire ; et aussi parce que cet incident a marqué d'une façon profonde, par la suite, mon attitude à la S.C.U.R.

Je l'ai dit, je n'avais absolument aucun appui, aucun « piston » pour entrer aux Usines du Rhône, sinon que le Directeur de l'École de Chimie avait fait mon éloge de « bon élève ». C'est uniquement par mon travail d'une part, auquel, je dois le dire, je me suis donné avec zèle et conscience dès le premier jour, et même quand il ne me plaisait pas, avec la volonté de réussir à faire mieux encore qu'il ne m'était demandé ; et puis mon attitude toujours correcte et déférente à l'égard de mes chefs, mais jamais servile ; exigeant qu'on ait à mon égard la politesse et la correction que je manifestais à tous, supérieurs ou inférieurs. Cet incident, par la façon dont il fut réglé à mon avantage, me prouva que malgré mon très faible temps de présence, on tenait déjà à moi, et que par conséquent, mon attitude était la bonne à observer. J'y gagnais aussi la certitude que ceux de mes collègues qui se jugeaient lésés dans leurs intérêts – comme plusieurs m'en avaient fait confidence – ou dont j'avais pu constater qu'ils étaient traités avec désinvolture par leurs chefs, ne pouvaient s'en prendre qu'à eux-mêmes de cet état de choses. Si je voulais résumer très brièvement ce que je ressentis alors, je dirais : j'avais compris que seul le travail donnait des droits, et ce fut toujours

une règle pour moi d'être rigoureusement sans reproche dans mon travail pour avoir le droit de dire tout ce que j'estimais juste.

Cela compta beaucoup pour moi dans la suite. Je ne devais jamais oublier non plus que M. Prince m'avait dit lors de notre dernier entretien : « Vous avez bien fait et je vous en estime davantage. Retenez pour l'avenir que lorsque vous serez persuadé avoir raison, vous devrez affirmer avec force votre conviction. Et si vous m'avez en face de vous qui crie que vous avez tort, eh bien, criez plus fort que moi ! » De ce jour, mes rapports changèrent complètement avec M. Prince. Il nous arriva, durant ces douze années que je passai aux Usines du Rhône, de nous accrocher – parfois avec une violence inouïe – mais toujours je fus traité en collaborateur, souvent en ami.

x
x x

C'est à la fin d'octobre 1925, ou dans les premiers jours de novembre, alors que je n'étais plus qu'à quelques semaines de mon mariage et que ma future installation à Lyon (route de Genas) était menée grand train que M. Prince m'appela un jour, de bon matin, à son bureau.

— « Beugras, me dit-il, j'ai reçu une lettre de M. Grillet et je viens d'avoir un entretien téléphonique avec lui. Il a un service à vous demander. Après que j'eus dit que j'étais naturellement à sa disposition, M. Prince

continua : « Un industriel parisien, Paisseau, a présenté à l'Exposition Universelle des Arts Décoratifs, sous le nom de "Nacrolaque[11]", une très belle nacre artificielle qui a eu beaucoup de succès et est susceptible des applications les plus diverses. La S.C.U.R. avait passé un accord avec Paisseau pour produire cette "Nacrolaque" industriellement en acétate de cellulose dans notre usine du "Rhodoïd[12]" à Roussillon. Or, depuis plusieurs mois, les essais se succèdent sans qu'on arrive à une production satisfaisante. Cette situation ne peut plus durer. M. Grillet m'a prié de vous dire qu'il compte sur votre travail et votre énergie pour nous sortir de cette impasse. Vous êtes le seul, m'a-t-il dit, à qui il veut confier cette affaire, parce que je dois ajouter – confidentiellement – que non seulement la "Nacrolaque" est à mettre au point, mais toute l'usine du "Rhodoïd" est à réorganiser. L'affaire était auparavant une filiale de la Maison et

11 Plastique à base d'acétate de cellulose, développé par Jean Paisseau. Il fut présenté à l'Exposition Internationale des Arts Décoratifs et Industriels Modernes de Paris, du 25 avril au 25 octobre 1925, dans un pavillon entièrement aménagé avec ce matériau. Réalisée à partir d'« essence d'orient », un substrat extrait des écailles des poissons et pressé ensuite dans l'acétate de cellulose, la Nacrolaque produit une matière imitant la nacre, aux reflets irisés. Ininflammable, inaltérable, incassable et produisant des très beaux reflets, elle est utilisée comme revêtement de sol, de surfaces ou de mobilier, en marqueterie ou pour fabriquer des luminaires. (Voir *L'Illustration,* 1925). C'est donc à cette époque un matériau au fort potentiel commercial.

12 Marque déposée désignant un plastique transparent à base d'acétate de cellulose, créé par Rhône-Poulenc en 1917. Son nom est la contraction de *Rhône-Poulenc* et de *celluloïd*.

avait pour directeur un nommé Raulin qui l'a conduite à la faillite. Nous avons pris l'usine en main avec Rocher pour chef de service. Ça ne va guère mieux, sinon plus mal. Quand vous aurez réglé la question "Nacrolaque", il faudra remettre le "Rhodoïd" debout. Mais naturellement, il vous faudra habiter à Roussillon[13]. J'ajoute que, matériellement, vous n'aurez pas lieu de vous plaindre de ce changement. »

Adieu Lyon ! Adieu villa ! Adieu projets !... Il s'agissait d'aller s'enterrer dans un trou, précisément un bled de la vallée du Rhône à mi-chemin entre Lyon et Valence, suffisamment isolé pour qu'on ait songé en 1915 à y installer la fabrication et le chargement des obus à ypérite[14]… Rien ne m'obligeait à accepter cet exil, pas même mon contrat qui en était à son premier stade et m'accordait encore un mois de préavis ; mais je n'hésitai pas un instant et répondis d'accord immédiatement. Si vite même, que M. Prince me dit : « Je donnerai votre réponse à M. Grillet ce soir, pour l'instant, je vais vous conduire à Roussillon et vous verrez sur place de quoi il s'agit. » Je déclarai alors : « Ma réponse est dès maintenant : oui. Je vous prie de remercier M. Grillet pour la confiance qu'il m'accorde, et de lui dire qu'il peut compter sur ma bonne volonté totale et tout mon travail. Naturellement, je le prie de ne pas oublier qu'il

13 Commune de l'Isère située, comme le précise plus bas Albert Beugras, entre Lyon et Valence.

14 Autre nom du gaz moutarde, dérivé d'Ypres, du nom la commune belge où il fut employé pour la première fois durant la Première Guerre mondiale, en 1917.

me faudra une période d'adaptation à un travail entièrement nouveau pour moi. »

Car, et c'était et ce devait être toujours une règle absolue pour moi : « le travail commande » ; les préférences personnelles, les aises, les conditions de vie n'entrent en jeu qu'après le travail. Je peux dire néanmoins que ce changement constituait pour moi un gros sacrifice puisqu'à un mois de mon mariage, tous mes projets étaient remis en question. Malgré que j'en eus, cela ne me fit pas hésiter.

Donc, parti en voiture avec M. Prince après être passé à l'hôtel pour y prendre mon pyjama et ma brosse à dents, nous étions à Roussillon une heure plus tard, et nous présentions chez le directeur des Usines, Ledru, dont M. Prince était le chef. Présentation et conversation Prince-Ledru au bureau de celui-ci, lequel au bout d'un moment durant lequel il avait été question de procédés et de machines inconnus pour moi, se retourna vers moi et me dit : « Naturellement, vous connaissez la fabrication du celluloïd[15] ? Rhodoïd et Nacrolaque se traitent à peu près de la même façon. » — Mais, lui répondis-je, j'ignore tout du celluloïd. » Alors, Ledru, se retournant vers M. Prince : — Mais alors, que voulez-vous que j'en fasse ? J'ai déjà assez d'ennuis comme ça sans encore devoir apprendre leur métier aux gens que vous m'envoyez. » — « Bon, nous verrons ça, répondit Prince. C'est l'ordre du Patron. Pour l'instant,

15 La première des matières plastiques, élaborée au milieu du XIXe siècle, fabriquée à base de nitrate de cellulose et de camphre. Utilisé dans les pellicules de film, le celluloïd présente l'inconvénient d'être très inflammable.

allons montrer les ateliers à Beugras. » Comme on le voit, excellent début !...

Arrivée aux ateliers, présentation du chef de service Rocher qui me donna une main molle et me regarda de travers. Il devait se douter de ce que l'on attendait de moi. Visite des ateliers où, muet, je regardais de tous mes yeux des machines dont je n'avais jusque-là aucune idée. Un moment, Rocher et moi nous trouvant en retrait, il en profita pour me demander : « De quelle maison venez-vous ? » et moi qui n'avais pas compris : « Que voulez-vous dire ? » — « Oui, dit-il, dans quelle affaire étiez-vous avant de venir à la S.C.U.R. ? » — « Mais dans aucune autre, je viens de Saint-Fons. » — « Comment, s'écria-t-il alors, vous n'êtes pas le spécialiste qu'on nous avait promis ? », et devant mon ahurissement, il poursuivit : « Alors, je me demande ce que vous venez faire ici. Nous sommes assez nombreux comme ça ! » Et de deux !...

Je mis cette amabilité dans ma poche, mais je commençais à être de mauvaise humeur. Ce fut l'heure du déjeuner, au mess de l'usine, et je pensais pouvoir parler à M. Prince, mais il me dit : « Retournez aux ateliers, j'irai vous voir tout à l'heure. Vous coucherez ici ce soir, je vais faire le nécessaire pour une chambre. De retour aux ateliers, Rocher me dit : « Excusez-moi, j'ai à faire » et me présenta à un autre chimiste de service, Renouprez, qui était déjà au courant puisqu'au bout de quelques minutes, il me dit : « Alors, vous n'y connaissez rien ? Je ne sais pas qui aura le temps de s'occuper de vous. » C'était charmant, je n'insistai pas. Je fis à nou-

veau le tour des ateliers et regardai les hommes travailler, qui eux, me regardaient d'un air hostile. J'ai su plus tard qu'on leur avait dit – Rocher, par l'intermédiaire des contremaîtres – « qu'il fallait faire attention, parce que j'avais été envoyé par le patron, pour voir ce qui se passait. » Un mouchard, autrement dit ! et l'on sait ce qu'un tel rôle peut rencontrer de sympathie auprès des ouvriers.

Au bout de quelques heures, j'en eus assez. Il était inutile d'insister. Je comprenais qu'un tel démarrage ne me conduirait à rien et je retournai aux bureaux directoriaux… pour apprendre que M. Prince avait dû repartir d'urgence à Saint-Fons. Je n'hésitai pas plus longtemps, je quittai l'usine, me dirigeai à la gare et pris le train pour Lyon.

Le lendemain matin, j'étais à mon laboratoire de Saint-Fons, comme si rien ne s'était passé, et j'attendais… ce qui ne tarda guère. Un coup de téléphone : « Mais que faites-vous ici ? Pourquoi n'êtes-vous pas à Roussillon ? » — « Je vais vous le dire, Monsieur, si vous voulez bien me recevoir. »

Un instant plus tard, dans son bureau, après lui avoir dit en deux mots ce qui s'était passé la veille, je lui dis : « Je suis prêt à faire le travail qui m'est demandé, mais j'entends que des hommes, appartenant comme moi à la S.C.U.R., n'y mettent pas obstacle et me donnent les renseignements qui me sont indispensables ; que d'autre part, je tienne de votre autorité droit de cité aux ateliers. Je n'ai l'intention d'ennuyer personne, mais je ne me laisserai embêter par personne. » — « Bien, me dit M.

Prince, venez, nous y retournons ! », et ceci fut dit d'un tel ton que je compris ce qui allait arriver.

En effet, une heure après nous étions dans le bureau de Ledru où M. Prince se livrait à un de ces éclats dont il avait le secret ; puis avec Ledru dans le bureau de Rocher où comparut également Renouprez, il donna libre cours à sa colère, tournant, menaçant de renvoi et exigeant. Finalement, on me donna un bureau personnel dans les ateliers même, on me remit tous les procédés de fabrication concernant le Rhodoïd et la Nacrolaque ; on me donna le commandement exclusif des contremaîtres et des ouvriers affectés à la Nacrolaque et droit de priorité sur tout le matériel de l'usine, puis Prince m'entraîna avec lui pour me dire : « Je vais téléphoner ce soir à Paisseau[16] de m'envoyer un ingénieur au courant de la fabrication. Je vous l'amènerai ; jusque-là, étudiez les procédés. »

Je ne veux pas continuer à dire tous les détails de mes débuts à l'usine du Rhodoïd dont l'historique est inutile pour le but que je me propose ici. Qu'on sache seulement que le lendemain, je disais à Rocher qui, somme toute, était chef de service : « Pour moi, il n'existe pas d'intrigues ni de guerrilla (sic) entre les collaborateurs d'une maison. Je ne sais qu'une chose : le travail doit être assuré. L'accueil que vous m'avez fait a été seule cause des reproches que vous avez essuyés du Directeur. Faites ce qu'il vous plaira. Je ne suis pas responsable de vous, mais si vous gênez en quoi que ce soit mon travail, vous me trouverez implacablement contre

16 L'inventeur de la Nacrolaque (voir supra).

vous. Aucune considération ne pourra m'empêcher de faire le travail pour lequel je suis ici. Si vous êtes correct, rien ne s'oppose à ce que nous ayons des rapports courtois. »

Aux contremaîtres et aux ouvriers qui m'avaient été affectés, je dis : « Je ne suis pas venu ici faire de la police, ni gêner quiconque veut travailler. Mais je suis venu faire un travail, et je le ferai. Qui m'y aidera sera récompensé, Qui me gênera sera brisé. »

Trois mois plus tard, malgré bien des vicissitudes, les livraisons de Nacrolaque étaient à jour, la qualité allait rapidement s'améliorer et le rendement s'élever. Qu'on n'imagine pas que ce fut sans peine : je dus changer de personnel qui avait pris trop de mauvaises habitudes, mettre moi-même vigoureusement la main à la pâte, passer des nuits en me relayant avec un contremaître devant les machines pour empêcher le sabotage, enfin j'avais même dû sacrifier le congé qui m'avait été accordé pour mon mariage. Mais le travail avait été fait avec succès, c'était l'essentiel.

Jusque-là, je m'étais uniquement consacré à la Nacrolaque. C'est alors que M. Grillet décida que je deviendrais chef de fabrication du Rhodoïd. Je devenais donc le second de Rocher avec lequel mes relations ne s'étaient pas améliorées. Je ne devais pas compter sur lui pour m'apprendre le métier, pas plus que sur les contremaîtres qui restaient à sa dévotion, quoique leur attitude se soit modifiée depuis qu'ils m'avaient vu au travail dans les ateliers et pas seulement au laboratoire ou au bureau. Je le dis à M. Prince, mais l'empêchai

d'intervenir auprès de Rocher comme il voulait le faire, lui demandant simplement de m'accorder un délai que j'écourterais au maximum. Il fut d'accord.

Et pendant six mois je passai tout mon temps dans les ateliers à observer et à suivre phase après phase toutes les opérations, sans rien demander à personne, mais revenant souvent la nuit pour actionner les machines comme je l'avais vu faire par les ouvriers, en me demandant bien souvent si je n'allais pas tout casser. Dieu aidant, tout se passa sans accident. Les ouvriers m'avaient baptisé « le muet », mais avaient fini par s'habituer à me voir passer des heures auprès d'eux, muni du chronomètre, de la règle à calcul et d'un carnet. Je m'étais procuré aussi les plans de toutes les machines, tous les procédés de fabrication et une littérature assez abondante, surtout en copies de brevets, sur le celluloïd et son matériel de fabrication. J'établis même un véritable traité pratique de fabrication du rhodoïd pour mon usage personnel, mais qui, complété, devait devenir quelques années plus tard le procédé officiel de fabrication[17]. J'eus aussi la chance, grâce à mon Père, de pouvoir faire – sous l'égide de SOMUA[18] — un stage de quelques jours à la Poudrerie de Sevran-Livry[19], où j'eus

17 Archives Rhône-Poulenc Roussillon, dossier 510, Rapport Beugras du 21 mai 1927.

18 Société d'Outillage Mécanique et d'Usinage d'Artillerie, fondée en 1861. En 1916, Schneider et Compagnie en prend le contrôle ; ce sont également les employeurs de Louis Beugras, le père d'Albert, au Creusot, d'où vraisemblablement cette recommandation.

19 Site de production de poudre fondé par Napoléon III, ouvert

l'occasion d'étudier à fond du matériel analogue et, pour certains appareils, supérieur à celui du Rhodoïd ; ce qui accrut grandement mes connaissances expérimentales. Il n'est pas exagéré de dire que je passais une moyenne d'au moins 14 heures par jour à l'usine. J'étais capable de prendre la place de n'importe quel ouvrier, du moins pour les choses essentielles, sinon pour celles qui nécessitaient un long tour de main, et j'avais déjà repéré bien des défauts et noté bien des améliorations à apporter.

J'avisai alors M. Prince que j'étais prêt et il fut décidé que je prendrais effectivement mon poste de chef de fabrication. Les frottements commencèrent aussitôt avec Rocher qui levait les bras au ciel à chaque innovation. Pendant deux à trois mois les choses allèrent cahin-caha, puis un jour il se tint une conférence entre directeurs techniques et directeur commercial à laquelle Rocher et moi assistèrent (sic). Il s'agissait, sur ordre du Siège Social, de chercher à développer le Rhodoïd de façon à faire rendre de manière rentable le matériel considérable existant dans l'usine. Le Commercial disait pouvoir augmenter les ventes, mais il nous fallait pour cela faire baisser les prix de revient.

Ce fut là encore un des faits importants de ma courte carrière industrielle, car j'y développai un principe fondamental que je ne devais jamais abandonner et qui a sa valeur au point de vue social.

M. Prince s'était naturellement tourné vers Rocher et moi pour obtenir notre avis – surtout celui de

---

en 1873. C'était aussi un centre d'étude et d'essai, dont la production était surtout destinée à un usage militaire.

Rocher, chef de service – sur l'abaissement du prix de revient. Rocher, avec des formules assez vagues, commença à promettre, sans trop s'engager, mais suffisamment cependant pour que le Commercial en prît acte. C'est alors que j'intervins : « Rocher vous dit qu'il diminuera le prix de revient moyennant une somme de commandes suffisantes régulières, quelques modifications du matériel et un aménagement du personnel. Je vous déclare, moi, que c'est chose impossible. Les perfectionnements du matériel augmenteront sans doute le rendement, mais je sais ce qu'on appelle "aménagement du personnel", il s'agit d'augmenter la proportion de la main-d'œuvre à bon marché, c'est-à-dire les manœuvres et les femmes. Ce que vous perdrez en qualité absorbera tout le profit de vos perfectionnements ; de plus, la mise au courant du personnel de deuxième choix vous fera perdre aussi du rendement. Je pense, moi, qu'il ne s'agit pas d'une question de prix [protestation véhémente du Commercial…], mais d'une question de qualité. Je peux m'engager, si on me laisse les mains libres avec le personnel, si on m'accorde une amélioration des salaires sous forme de primes au rendement et à la qualité et si on apporte les modifications – peu coûteuses – que je signalerai dans l'appareillage, je puis m'engager, dis-je, à améliorer le rendement et la qualité de telle façon que la différence de prix avec nos concurrents sera largement compensée. »

Ce discours, qui m'avait été inspiré par des réflexions personnelles et par le fait que la Nacrolaque, malgré son prix très élevé, se vendait bien parce que

de belle et bonne qualité, fit impression. M. Prince me suivait avec assez de sympathie, mais battit en retraite devant les critiques de Ledru et de Rocher, qui – en substance – expliquèrent que j'étais trop jeune[20] dans le métier pour me permettre de telles propositions. C'est tout juste si Ledru ne dit pas : « De quoi se mêle celui-ci qui est le dernier dans la hiérarchie et qui n'est là que pour dire amen », car il possédait les défauts des Lyonnais sans en avoir les qualités.

Le Directeur commercial, Paumier, avait suivi mon développement (dont je n'ai retracé ici que l'essentiel) et après les critiques des autres, me posa la question : « Quelle serait la proportion de produits premier choix et deuxième choix ? » À quoi je répondis : « Une seule qualité : le premier choix. » — « Dans ces conditions, dit Paumier, je propose de porter la question devant M. Grillet, car c'est là une suggestion intéressante que je dois étudier. »

Quatre jours après, Ledru et moi – mais pas Rocher, et Dieu sait s'il en fut ulcéré – étions appelés à Paris où nous retrouvions M. Prince et Paumier chez M. Grillet. Celui-ci me demanda d'imposer mon point de vue et aussi mes remarques générales sur le « Rhodoïd ». Je dois dire que durant le voyage, Ledru m'avait « chambré » en m'expliquant que le Patron risquait d'exiger trop ; qu'il fallait se ménager une marge ; qu'après tout, lui ne voyait les choses que de loin, etc… J'avais tout écouté sans répondre et bien décidé à n'en tenir aucun compte. Ledru essaya bien aussi, chez M. Grillet, de

20 Il a vingt-trois ans à cette époque.

m'interrompre, mais le Patron le remit si vertement à sa place – et il s'y connaissait ! – qu'il ne récidiva pas.

La conférence dura presque toute la journée, puis M. Grillet nous renvoya au lendemain. Ce fut pour l'entendre nous dire : « Beugras a raison. Il faut donc commencer tout de suite : il dirigera la fabrication, Rocher sera cantonné au finissage. Pour coordonner l'ensemble, il y aura au-dessus d'eux un directeur qui sera Evieux » ; et, s'adressant à moi : « Evieux ne vous gênera pas, c'est un vieux serviteur qu'il faut caser, il fera ce que vous lui direz » ; et, continuant : « Vous donnerez à Beugras ce qu'il demandera et il m'adressera personnellement un rapport mensuel sur l'avancement de son affaire. S'il a des difficultés, il s'adressera à moi pour les résoudre. »

Un mois plus tard, le système nouveau du salaire avec primes fut accepté, celles-ci étaient à double effet, portant sur le rendement et sur la qualité. C'était en quelque sorte une participation du personnel au bénéfice du travail réalisé.

x
x x

Ce fut la transformation radicale du « Rhodoïd », l'amélioration de son personnel, mieux payé, mais plus étroitement encadré et surveillé. L'aménagement des ateliers avec des vestiaires luxueux, des douches, des lavabos[21] ; des vêtements blancs et des gants pour ouvriers

21 Il s'agit là d'une vision très moderne du travail. Vingt-cinq

et ouvrières, mais un contrôle inexorable sur les heures de travail. Des ateliers largement éclairés, aérés et climatisés, mais l'observation rigoureuse de toutes les consignes de propreté et pas une minute de flânerie. Une fabrication organisée comme une horloge dirigée de haut par un « standard » qui en réglait, prévoyait, contrôlait toutes les pulsations, en corrigeait les accrochages ; mais des chimistes, des ingénieurs, et des contremaîtres qui ne se chevauchaient plus, faisaient corps avec leurs équipes et étaient contrôlés à toutes les phases du travail. Un travail continu de jour et de nuit ; mais des équipes équilibrées, avec un personnel de maîtrise suivant les postes ; plus de travail interrompu entraînant des pertes et des déchets ; mais des heures supplémentaires largement rétribuées et des congés journaliers accordés avec facilité. En somme, plus de souplesse et de liberté dans une organisation plus rigide sans doute, mais sans contrainte irritante parce que plus méthodique ; parce que, surtout, impliquant la certitude pour chacun qu'il est un rouage utile – voire indispensable – et que son travail est profitable parce que faisant partie d'un ensemble coordonné. Et surtout, une rémunération plus élevée répartie avec une équité rigoureuse grâce à l'établissement par un système de fiches appropriées de la responsabilité de chaque chef

ans plus tard, les ouvriers de la fonderie de Renault à Billancourt, par exemple, dont la pénibilité physique de la tâche était égale, voire supérieure à celle des chimistes de Rhône-Poulenc, ne bénéficiaient pas d'autant de confort et en étaient réduits à mendier des chaussures de sécurité, ou encore à rafraîchir leurs boissons dans les toilettes faute d'évier. (Voir Martine Sonnet, *Atelier 62*, Cognac, *Le Temps Qu'il Fait*, 2008).

d'équipe, de chaque équipe, de chaque ouvrier, pour chaque phase de la fabrication.

On n'imagine pas la différence du travail obtenu quand l'ouvrier cesse d'être anonyme dans la production : j'avais donné à chaque ouvrier un matricule, et chacun « signait » à l'aide d'un tampon ou d'un poinçon toute la marchandise qui lui passait entre les mains. C'était pour lui la certitude de bénéficier de la prime si le travail était bien fait, mais aussi la certitude de ne pas échapper au blâme si une malfaçon était constatée. J'avais aussi décidé que j'étais seul responsable des ateliers et de la production devant les Directeurs qui n'adresseraient de reproches qu'à moi, si nécessaire ; mais quelle autorité en retour cela me donnait sur mes contremaîtres ; mais aussi que d'erreurs et de malfaçons évitées par des mesures efficaces prises à temps, contremaîtres et ingénieurs n'hésitant pas à m'alerter parce qu'ils savaient qu'aucune « histoire » n'irait plus loin que moi.

Ce que j'explique là en quelques lignes, il faut le comprendre, est le travail acharné, opiniâtre de dix années durant lesquelles ces ateliers se transformèrent jusqu'à doubler, puis tripler, puis devinrent méconnaissables. Je devins successivement chef de service de la fabrication ; le service du finissage me fut adjoint et Rocher remplacé, puis un troisième service, celui du « Rhodoïd-Poudre » s'ajouta à mon groupe. J'avais alors 450 ouvriers, 5 chimistes, un ingénieur mécanicien, 16 contremaîtres, 4 aide-chimistes et 20 employés, pour une fabrication qui en dix ans avait décuplé.

Certes, le Service commercial, par ses efforts, avait une large part dans l'extension extraordinaire qu'avait prise cette affaire, mais la lutte aurait été impossible sur le marché si l'usine n'avait pas maintenu, amélioré de façon constante la qualité des produits.

La qualité était notre seul avantage sur tous nos concurrents : nos prix étaient de 20 % plus élevés ; nos délais de fabrication plus longs parce que nous nous refusions à abréger les temps de finissage et de contrôle pour ne laisser passer aucune malfaçon ; nos conditions de paiement plus strictes. Malgré cela, nous réussîmes à nous assurer la maîtrise du marché français, puis anglais, puis d'Europe centrale et enfin d'Allemagne. Que ce soit pour le verre « triplex[22] », pour les disques de phonographe, pour la lunetterie, pour les brosses à dents, pour les stylos, tous domaines où nous étions les derniers venus en face de situations depuis longtemps affirmées, le rhodoïd prit la tête par la qualité. En même temps que par d'heureuses initiatives nous pouvions créer des débouchés nouveaux.

En dix ans, le marché subit des crises et des fluctua-

22 « Le verre Triplex est constitué par un film de celluloïd ou nitrocellulose collé entre deux verres minces, verre à vitre ou de préférence glace. En cas de bris, les fragments de verre restent fixés à la feuille de nitrocellulose. C'est un verre de sécurité. » (Jean-Marie Michel, « Contribution à l'histoire industrielle des polymères en France », Société Chimique de France, non daté, https://www.societechimiquedefrance.fr/Contribution-a-l-histoire-industrielle-des-polymeres-en-France-par-Jean-Marie.html, consulté le 4 novembre 2020).

tions, les prix de nos concurrents fléchirent, les nôtres jamais. Si un client nous abandonnait devant notre refus de conditions de vente meilleures, la nécessité de la qualité nous le ramenait.

Et cette lutte que j'ai dû mener avec acharnement pour la qualité m'a fait comprendre que, pour un pays évolué comme le nôtre, qui devait – socialement – pouvoir rémunérer largement ses travailleurs, le sort de sa production était exclusivement dans la qualité. Ce que j'ai fait pour le rhodoïd est applicable à toutes les industries sans exception, depuis les machines les plus diverses, les automobiles jusqu'aux tissus ou aux meubles. On l'a compris pour les industries de la mode quand des margoulins juifs ont porté un coup terrible au marché français en prétendant lutter sur les prix. On l'a compris pour les parfums, on l'a compris même pour la culture des fleurs quand la Côte d'Azur française s'est contentée de fleurs courantes et qu'on est allé acheter les plus rares à San Remo.

On pourrait multiplier les exemples à l'infini. Sur le prix, la France sera toujours battue par la pacotille étrangère. Il faut qu'elle maintienne une tradition de « qualité française ». Elle le peut en maintenant chez ses ouvriers la fierté nationale, en leur donnant l'instruction professionnelle nécessaire, en ne se laissant pas envahir – sauf dans les industries de base, dans les industries d'extraction et dans les emplois très subalternes – par la main-d'œuvre étrangère, et aussi en ne laissant pas la direction des secteurs économiques à des étrangers ignorants et inaccessibles à la tradition française, n'ayant

en vue qu'un petit profit personnel, rapide, immédiat, sinon malhonnête.

Ce principe de la qualité sur lequel je pourrais écrire un volume pour relater tous les exemples que j'en ai eus et les conséquences qu'on en pourrait tirer, ce principe d'une importance économique et sociale considérable pour le pays, je l'avais connu, éprouvé dans la pratique journalière, je ne devais jamais l'oublier.

Il ne faudrait pas croire que ce que je dis ici, simplement, tombait sous le sens et ne présentait aucune difficulté. Ce ne serait connaître ni l'industrie, ni la force de la routine, ni surtout la puissance de l'inertie humaine. Dès qu'un homme prétend innover, ou seulement boulverser (sic) des habitudes anciennes, où que ce soit, il devient l'ennemi parce qu'il est l'empêcheur de dormir en rond.

Ce n'est pas une des moindres tares du capitalisme que l'irresponsabilité des travailleurs qui, considérés comme simplement aptes à donner des heures de travail contre un salaire, n'ont qu'un mince souci du résultat ; mais, disons tout de suite – nous y reviendrons plus loin – que le socialisme confère une irresponsabilité égale sinon plus grande. Or la « qualité » ne peut s'obtenir que par la responsabilité directe et personnelle de chaque producteur. Je prie qu'on ne l'oublie pas.

J'eus, en ce qui me concernait, les plus grandes difficultés à obtenir les matières premières de premier choix qui m'étaient indispensables pour fabriquer un produit de qualité ; et cependant, celles-ci m'étaient presque exclusivement fournies par d'autres ateliers de la

S.C.U.R. Mais, en réalité, il fallut vaincre des habitudes tenaces qui voulaient qu'on livre à l'extérieur les meilleurs produits afin qu'aucune réclamation ne parvienne aux Services commerciaux – lequel (sic) en référait au Patron – et qu'au contraire on « s'arrange » entre chefs de fabrication pour écouler « entre soi » les produits inférieurs, quitte au besoin à faire bénéficier un collègue complaisant d'une bonification sur la quantité : on y gagnait en « rendement » dont le chiffre était contrôlé par la Direction,… tant pis pour la qualité ! Je fis naturellement figure de gêneur auprès de mes collègues et il me fallut lutter contre la mauvaise volonté, contre les falsifications même, à tel point que je fis installer un laboratoire analytique spécial et décider par la Direction que je serais seul maître d'accepter ou refuser tel produit même garanti par le service général d'analyse des Usines. Il me fallut aussi deux fois mettre mon atelier en panne et arrêter net toute fabrication pour obliger les directeurs eux-mêmes à se refuser à une solution de facilité et à appuyer mes exigences. C'est là un exemple des multiples difficultés qu'il fallut vaincre.

Ce souci de la qualité qui était le ressort même de notre succès, obligea à une amélioration constante du matériel et des conditions de travail. J'eus la chance d'avoir pour collaborateur Collignon, un jeune ingénieur en chef énergique, d'une intelligence supérieure, possédant la meilleure formation technique que j'ai connue — École Centrale et Arts et Métiers – très ouvert aux solutions nouvelles, d'esprit très inventif et travailleur, avec lequel il fut possible de rechercher sans

cesse des solutions nouvelles et meilleures, et de réaliser rapidement tout ce qui pouvait présenter un intérêt tant pour le rendement que pour la qualité.

J'exigeais des ouvriers une propreté et un soin méticuleux, mais rien ne leur était refusé pour les y aider. J'exigeais d'eux un travail intensif, mais les ateliers étaient plaisants et les conditions de travail saines. Rien n'était négligé pour rendre l'ouvrier véritablement amoureux de son métier – le mot n'est pas trop fort — Quand une matière était parfaitement réussie, l'ouvrier qui ne pouvait en suivre toutes les phases dans des ateliers divers, était alors appelé pour constater sa réussite. On lui montrait des objets ayant été réalisés avec les matières qu'autrefois il ne connaissait que brutes et sans se douter de ce qu'on pouvait en faire.

Il est possible, je l'ai constaté, de pouvoir intéresser le dernier manœuvre d'un atelier à la marche de l'ensemble de l'usine en lui faisant connaître ce que donne l'effort commun, et de lui faire comprendre que son effort personnel, si négligeable, si anonyme puisse-t-il paraître, concourt aussi au résultat final et lui est indispensable.

On en arriva ainsi à voir les ouvriers faire eux-mêmes leur police dans les ateliers pour qu'aucune malfaçon ne se produise ; ils ne travaillent plus « pour un patron », ils recherchent la satisfaction d'un travail bien fait, de ce qu'on appelait autrefois « de la belle ouvrage ». Ils aiment leur travail.

Pour bien travailler, l'ouvrier doit pouvoir se consacrer en entier à son travail – force et intelligence – et

quand il doit le faire avec des machines délicates et souvent dangereuses, comme c'était le cas chez nous, il est indispensable de lui enlever tout souci quant à sa sécurité. Ce fut aussi l'une de mes préoccupations, et tout en permettant aux ouvriers une plus grande liberté d'esprit, nous étions arrivés à réduire au minimum les risques d'accident aussi bien que les dangers d'incendie.

Je parlais tout à l'heure de la routine. Une condition essentielle, dans notre fabrication, était la propreté. À mon arrivée, les ateliers avaient un sol et des murs cimentés et sous chaque machine hydraulique – il y en avait une centaine – étaient des fosses pour recueillir les écoulements d'eau, très piquantes dans ces sortes de machines ; mais on avait l'habitude d'y balayer tous les détritus qu'on enlevait ensuite une fois par mois dans un grand nettoyage du dimanche. J'eus longtemps à lutter pour obtenir ce que je voulais : carreler le sol des ateliers, peindre les murs de couleurs claires, recueillir les écoulements dans des chéneaux adaptés aux machines et canalisés, tenir les fosses sèches et nettes. À mes demandes, M. Prince répondait : « C'est une dépense folle. Obtenez de vos gens qu'ils nettoient », et moi : « Je ne paye pas des ouvriers qualifiés pour qu'ils balayent une heure par jour. Quand l'usine sera transformée, tout changera » et j'ajoutais : « Nous n'avons, après tout, à faire qu'à des hommes très moyens. On ne s'essuie pas les pieds pour entrer dans une étable et on y marche à terre sans se gêner, mais le moins soigneux ne le fera pas dans un salon ou même dans une cuisine bien tenue. » J'eus finalement gain de cause et de fait, tout

changea du jour où les ateliers furent transformés. Petit exemple encore, mais qui montre que pour obtenir un résultat il faut créer les conditions nécessaires à sa réalisation, et qu'on peut demander beaucoup à l'ouvrier à condition de l'aider le plus possible dans l'évolution désirée. Enfin, qui est important aussi, le chef ne doit pas hésiter à s'accrocher aux plus petits problèmes, car c'est par un ensemble de tout petits détails que se réalisent de grandes choses.

Naturellement, les remarques personnelles des ouvriers étaient toujours prises en considération, qui concernaient des améliorations à apporter à l'outillage ou aux procédés. Tant il est vrai qu'un ouvrier ou un technicien ont souvent le loisir d'une observation plus approfondie et une perception plus nette des détails. Non seulement les bonnes idées étaient retenues, réalisées et récompensées, mais celles qui étaient irréalisables ou inutilisables étaient critiquées, de telle façon que le travailleur qui avait fait un effort personnel d'intelligence, même si celui-ci était erroné ou sans portée, en était avisé avec les motifs. Il n'avait ainsi jamais l'impression d'être méprisé, donc ne se décourageait pas.

J'avais fait aussi un effort pour acquérir la connaissance personnelle de tous mes hommes et pour savoir leur parler à tous, non seulement de questions de travail, mais de leurs soucis familiaux, de leurs affaires personnelles, toujours dans l'esprit de les empêcher de se sentir anonymes. Ils avaient, au fur et à mesure de leur ancienneté, pris l'habitude de venir me trouver après le travail pour me demander des conseils ; je dis de suite

que ce n'était pas toujours drôle, cela me retardait souvent, mais jamais je n'ai refusé quelques instants à un ouvrier, ayant compris qu'un conseil, qu'il savait désintéressé, qu'une parole cordiale, attachait l'homme à l'atelier et se traduisait par un soin plus grand dans son travail. Je voulais qu'il se considère comme faisant partie d'une communauté et non comme un étranger.

Veut-on un autre exemple de l'esprit dans lequel je commandais mes ouvriers – que cependant, je peux le dire, je menais plus strictement peut-être qu'aucun autre chef de service – Quand des heures supplémentaires étaient nécessaires pour achever un travail ou pour un effort exceptionnel, j'avais pour règle de voir personnellement à l'atelier les ouvriers qui y étaient astreints et de leur dire un mot cordial, un mot de remerciement pour qu'ils sachent que je connaissais personnellement l'effort exceptionnel qu'ils avaient consenti ; car je considérais que, même rétribuées plus largement, les heures supplémentaires étaient un effort volontaire de la part de l'ouvrier.

J'avais amené mon personnel à un état d'esprit qui n'existait que dans mon atelier et qui faisait que j'étais harcelé de demandes d'emploi par les ouvriers des services voisins. Mes collègues, eux, ne mettaient ces demandes que sur le compte des salaires plus élevés. Les imbéciles ! Ils n'ont jamais compris que le salaire ne comptait pas seul. Quand j'ai essayé à plusieurs reprises de leur expliquer ce qu'ils devaient faire, ils me répondaient : « Pourquoi se donner tant de mal ? Ces gens-là n'en valent pas la peine. Si on est gentil pour eux, il n'est

plus possible de les commander. » Pauvre gens ! Je n'ai pour ma part jamais eu de difficultés de commandement. J'ai, bien sûr, rencontré quelques salopards. Ils ne restaient pas longtemps, les autres ouvriers eux-mêmes leur rendaient la place intenable, et je pouvais être d'autant plus dur pour eux que j'étais plus juste et plus social pour l'ensemble du personnel.

Mes ouvriers, peu à peu, avait pris l'habitude de m'appeler « patron », titre qui n'était donné à aucun autre chef de service, et qui, logiquement, ne me revenait pas, puisque j'avais sur place deux directeurs qui venaient fréquemment dans les ateliers, sans compter ceux de Saint-Fons et de Paris. Mais ce titre était comme la consécration du rôle que j'avais pris auprès de mes ouvriers qui avaient compris que non seulement je leur commandais, mais que je participais réellement à leur travail, ce que je partageais absolument leur effort.

Et là aussi, c'est l'expérience, la pratique qui me fit comprendre la nécessité de cette collaboration intime entre les différents rouages d'une entreprise. Je pourrais m'étendre encore davantage sur cette expérience de dix ans d'industrie que j'ai vécue non seulement sur le plan technique, mais aussi sur le plan social ; non pas par désir de faire œuvre sociale, surtout au début, mais parce que je sentais en moi-même que là était la vérité, et qu'il n'était pas de réussite hors de cette collaboration. Et ceci est très important, parce qu'insensiblement, je me trouvais porté vers une position révolutionnaire que je devais durcir de plus en plus pour la faire triompher tant de la résistance patronale que de la mauvaise volonté et

de l'inertie routinière de mes collègues

Je le répète, je n'ai choisi que quelques exemples nécessaires pour expliquer une lente évolution et je ne veux pas qu'on voit (sic) dans les quelques pages consacrées à mon expérience industrielle le récit de dix ans d'efforts. Elles contiennent encore bien d'autres choses, ces dix années, peut-être aurai-je le loisir de l'écrire. J'aurais préféré l'enseigner à mes fils[23], pour qu'à leur tour, ils poussent plus avant un effort dont les lignes principales m'avaient, à moi, été fournies par les remarques de mon Père, par les relations de ses efforts et quelques fois (sic) de ses révoltes, par les critiques qu'il me faisait des erreurs constatées, par les espoirs qu'il manifestait et les vœux qu'il formait d'une compréhension et d'une justice sociale auxquelles il aspirait sans chercher à les définir.

J'avais fait profiter mon personnel de toutes les améliorations techniques ; je le défendais toujours énergiquement auprès des services plus ou moins sociaux qui existaient à la S.C.U.R., qu'il s'agisse de l'obtention d'un logement ou de l'attribution d'une pension, d'un secours, etc.… ; mais où j'eus le plus de difficultés, ce fut dans la fixation des salaires, et si mes ouvriers finirent par s'en douter, et même par le savoir avec certitude, ce

23 À l'époque où il écrit ces lignes, Albert Beugras a perdu son fils aîné, Jean, et n'a plus, puisqu'il est incarcéré, réellement la possibilité d'assurer l'éducation de ses trois enfants (de ses deux filles, il ne fait pas ici mention). Néanmoins, il a tenté d'assurer cette transmission de son expérience et de ses valeurs à travers les lettres écrites à son fils Paul en 1945, alors qu'il se trouvait détenu en Allemagne.

ne fut jamais par moi, puisque ces démêlés se passaient entre la Direction et moi.

À maintes reprises, il y eut des augmentations générales de salaire, elles furent toujours plus fortes pour mes ateliers que pour le reste de l'usine. À deux reprises, au cours de ces dix années, une crise fit décider une réduction des salaires pour l'ensemble de la Société. Même devant cette mesure générale que mes ouvriers auraient admise, je ne m'inclinai pas et les salaires du Rhodoïd ne furent pas touchés. Tout au long de l'année et sans vouloir connaître ce qui se passait dans les autres services, et contre les règlements intérieurs de l'Usine, j'exigeais des réajustements de salaires qui étaient toujours dans le sens de la hausse. Qu'on m'entende bien : il ne s'agissait pas là de démagogie ; mais par l'entraînement, par l'enseignement qui était sans cesse donné au cours du travail, la qualité de la main-d'œuvre allait en s'améliorant ; rendement et qualité de la marchandise en bénéficiaient, j'estimais légitime que les ouvriers responsables en bénéficient eux aussi.

Il y eut aussi une forte offensive pour la réduction du personnel, elle fut sans effet dans mes services malgré des contrôles rigoureux du Siège social. Le « Rhodoïd » subit lui aussi, à un moment donné, une forte crise – parallèle à la crise générale en 1933 ou 1934 — Je ne licenciai alors que mes ouvriers étrangers et arrivai à caser tout mon personnel français en les occupant à des travaux de réfection et d'entretien, ou en les faisant descendre provisoirement d'une classe dans l'échelle des classifications, et aussi en réduisant pour tout le monde

le temps de travail à 7 puis à 6 heures par jour. Mais je conservai la totalité de mon personnel avec lequel je pus repartir sans accoup (sic) dès que la crise commença à fléchir – bénéfice patronal ! – et mes ouvriers n'avaient pas été obligés de quitter le pays à la recherche d'un emploi tout à fait hypothétique, et dans lequel ils se seraient trouvés déclassés, comme ç'avait été le cas dans les autres services – bénéfice ouvrier !

Imagine-t-on que tout cela, dont encore je ne donne qu'un aperçu, se faisait tout seul ? qu'il me suffisait de le demander à mon patron ? Alors que la S.C.U.R. devenue Société « Rhône-Poulenc[24] » était une grande administration de plus en plus soumise à des règles générales pour lesquelles toutes exceptions étaient exclues ? Que non pas. Chaque avantage obtenu l'était par une véritable bataille qu'il me fallait livrer, malgré les assurances que m'avait données M. Grillet auquel je ne pouvais pas sans cesse faire appel. Je m'appuyais, bien sûr, sur la bonne marche de mon usine – j'ai pu me vanter et le Directeur général l'a confirmé, n'avoir pas, en douze ans d'industrie, encouru un seul reproche pour mon travail – ; je m'appuyais sur les bénéfices que rapportaient mes ouvriers – en 1936 : 17 millions – ; je m'appuyais sur la nécessité de conserver un personnel spécialisé et entraîné que des concurrents seraient heu-

24 Albert Beugras orthographie la plupart du temps « Rhone-Poulenc » sans accent circonflexe, alors qu'il l'utilise par ailleurs quand il écrit le toponyme « Rhône ». Peut-être est-ce dû à l'habitude de voir ce nom écrit en lettres capitales sur des documents officiels. Pour le confort de la lecture, nous avons choisi de rétablir l'orthographe correcte et de l'harmoniser.

reux de nous ravir en y mettant le prix ; mais au-dessus de ces raisons et de quelques autres, toutes valables, il en fut une dont j'usai sept fois durant mon séjour chez « Rhône-Poulenc » et pour laquelle j'estime qu'il fallait un certain courage, et qui déjà faisait la preuve que je savais tout sacrifier pour appuyer ce que j'estimais juste : sept fois j'avais donné ma démission pour forcer la main à la Société.

Voulait-on baisser sur les salaires ? — Je démissionnais. Voulait-on réduire le personnel et mettre des ouvriers à la rue ? — Je démissionnais. Refusait-on des primes ou des gratifications de fin d'année à mes techniciens et contremaîtres auxquels j'avais promis la récompense d'efforts exceptionnels ? — Je démissionnais. Naturellement, sans que je veuille entrer dans le détail, on comprendra que ces démissions, qui auraient pu perdre leur efficacité par la répétition, étaient prises sous des formes diverses, plus ou moins suivies de commencement d'effet, de départ ou de pourparlers avec d'autres firmes dont je faisais en sorte que « Rhône-Poulenc » fût informé.

Et cependant, on aurait pu me dire que je n'étais pas à plaindre. Chef du plus important service de « R-P. » ; promis fermement au prochain poste de directeur, mes appointements avaient suivi une courbe absolument inusitée dans l'industrie. Tous les avantages possibles m'avaient été donnés sans même, souvent, que je les sollicite. Mais on ne me donna cet argument personnel qu'une seule fois. J'y répondis de telle façon qu'il n'en fut plus jamais question et que le Patron comprit que si,

pour mon compte personnel, j'entendais ne pas avoir de préoccupations matérielles afin de me consacrer tout entier à mon travail, on ne devait jamais penser pouvoir arguer des avantages qu'on me concédait pour négliger ceux que j'estimais légitimer pour mon personnel.

J'ai dit, je crois, suffisamment quelle était ma position dans mes ateliers, tant du point de vue professionnel que social. Toutefois, mon activité ne se bornait pas là. Ç'aurait été, avec ma famille[25], bien assez pour m'occuper, d'autant que je passais un minimum de dix heures aux ateliers et y retournais souvent la nuit. Mais, je suis ainsi fait qu'il me faut sans cesse entreprendre et agir… On peut penser que je trouve un lourd changement et une contrainte exceptionnelle dans ma condition présente de prisonnier — de bagnard !—… j'en parlerai quand le moment sera venu.

Mais, il s'agissait pour moi d'œuvrer non pas pour y trouver une récompense, ni même une satisfaction, mais l'expression d'un devoir envers les humbles, envers les choses laborieuses auxquelles je restais attaché de toutes mes fibres et que voulais m'efforcer de faire bénéficier de la chance que j'avais eue, moi, de m'élever au-dessus de ma condition d'origine[26].

---

25 Famille qu'il voyait, dans les faits, assez peu. Voir Marie Chaix, *Les Lauriers du Lac de Constance*, Seuil, 1974.

26 Albert Beugras est le fils d'un ouvrier, Louis Beugras, qui a fait une brillante carrière, après avoir démarré au bas de l'échelle dans les usines des Frères Schneider au Creusot. Le père de Louis était agriculteur dans la région stéphanoise ; sa femme, Marie, était la fille d'un homme abandonné à la naissance, et elle-même avait été élevée dans une famille d'adoption.

x
x x

Roussillon et le Péage[27], puis plus loin, Salaise et Serrières[28], villages d'où nous venaient nos ouvriers, villages posés dans la vallée du Rhône et qui ne devaient leur développement – les deux premiers surtout – qu'à la présence des Usines « Rhône-Poulenc », des Usines de « Rhodiaseta » et de leurs satellites : entrepreneurs de maçonnerie, chaudronniers, fabricants d'emballages, etc… manquaient, on peut s'en douter, de quoi que ce soit pour occuper les loisirs des travailleurs. Un mauvais cinéma, qui plus tard s'adjoignit un dancing, ne suffisait pas pour une population ouvrière de près de 8 000 âmes.

Les ingénieurs, presque tous lyonnais d'origine, disposaient de leur voiture et s'éclipsaient du samedi au lundi pour la plupart. Les plus heureux parmi les techniciens et contremaîtres avaient une petite maison la plus éloignée possible, qui souvent leur appartenait et où un jardin les occupait. Un certain nombre d'ouvriers, originaires des environs, étaient demeurés à demi paysans et complétaient leur journée à l'usine par leur

27 Le Péage-de-Roussillon. Commune de l'Isère située entre Lyon et Valence, à 20 km de Vienne, qui comptait environ 2000 habitants en 1920.

28 Serrières, située en bordure du Rhône, et Salaise-sur-Sanne, un peu au nord de Serrières, se trouvent en Ardèche, au sud de la commune de Roussillon et à environ 20 km d'Annonay.

travail agricole ; ils étaient, eux, des privilégiés[29].

Mais l'immense masse habitait les Cités ! Et ces cités avaient tous les défauts de ce genre de créations capitalistes[30] communes depuis 1900, jusqu'aux approches de la dernière guerre. Des allignements (sic) des bâtiments économiques, toujours surpeuplés, dans des jardins pelés, où un minimum de commodités prévues déterminait en peu de temps la naissance de verrues multiples autant que disgracieuses, à usage de gloriettes, de cages à poules ou à lapins, de buanderies, voire de garages ou d'ateliers.

Leurs rangées, toutes semblables, séparées par des allées, alternativement boueuses ou garnies de trente centimètres de mâchefer non damé, bordées d'arbres du type balayette et auquel (sic) le mistral et les fumées des usines immédiatement voisines enlevaient l'envie de prospérer, sinon de vivre. Une promiscuité de tous les instants par l'exiguïté des abords, par la minceur des cloisons et par des clôtures à ras-terre. Un monde de bavardages, de commérages, de calomnies, de rapportages, de jalousies, d'envie, de disputes et de haine.

Encore était-ce là privilège du personnel français.

---

29 L'exercice du métier d'ouvrier a longtemps coexisté, dans les zones rurales ou semi-rurales, avec la pratique d'une agriculture domestique ou familiale. Les ouvriers dont parle Albert Beugras sont des privilégiés au sens où ils produisent leur propre nourriture (gain économique) mais aussi bénéficient de conditions d'habitat et de vie plus salubres que les populations installées dans les cités.

30 Le mot est presque toujours employé par Albert Beugras avec une connotation péjorative. La condamnation du capitalisme sera un leitmotiv du PPF.

Les étrangers, en majorité espagnols avec quelques portugais et italiens étaient relégués dans d'anciens barraquements (sic) datant de la guerre 1914/18, barraquements de briques creuses couverts de tôles et qui rappelaient, avec leurs cours où des gosses à demi vêtus se roulaient dans la poussière et le mâchefer, par leurs étendages de nippes multicolores, par toute la pouillerie étalée, les plus misérables campements de la zone dans la banlieue parisienne.

Je n'ai jamais eu de sympathie pour les ouvriers étrangers. Je le dis comme je le pense. Je n'ai pas du tout la fibre internationaliste. J'estime que l'ouvrier étranger peut être un mal nécessaire, sans plus. Si, comme c'est parfois le cas – par exemple, parmi le personnel du bâtiment – on recherche des ouvriers étrangers capables de travaux pour lesquels il n'existe que peu de Français qualifiés, alors qu'on les acclimate, qu'on en fasse des maîtres-ouvriers, qui enseigneront leur technique à des compagnons français, et qu'on les traite avec égards puisqu'ils apportent réellement quelque chose à la France. Mais s'il s'agit des résidus d'une pouillerie internationale, qu'on tolère après qu'elle s'est fait éjecter de tous les pays, qui nous apporte non seulement sa vermine, sa vérole et sa lèpre, mais aussi ses vices et ses révoltes. Si seul le capitalisme y trouve son compte en y puisant une main-d'œuvre inférieure, mais suffisante pour avilir les salaires, alors qu'on en purge le pays sans pitié. Le travail français ne peut qu'y gagner et la morale aussi. Si, comme je l'ai dit, pour des métiers subalternes, pénibles, dangereux et malsains auxquels les Français ne

veulent se livrer que de moins en moins – encore que le problème pourrait être pris sous une autre face, en modifiant les procédés et les conditions de travail – mais, si je veux encore l'admettre, pour certains métiers on est obligé de recourir à une main-d'œuvre étrangère, alors qu'on se livre à une sélection sévère sur le plan moral et sur le plan physiologique et qu'on traite ces ouvriers humainement, sinon ils constitueront toujours un ferment bien trop facile à cultiver pour toutes les doctrines subversives.

Pendant mes deux premières années au « Rhodoïd » qui m'avaient demandé un effort considérable, je n'avais guère eu le temps de penser aux loisirs ; mais à fin 1927 ou début 1928, je vis un jour de jeunes ouvriers jouant au ballon et cela me donna l'idée de les aider à occuper sainement leurs loisirs.

De là naquit le « Rhodia-Club[31] » au bénéfice de toutes les usines du lieu. Je ne veux pas non plus m'étendre sur tous les détails de cette création qui me coûta bien des efforts et bien du temps. Le crédit dont je jouissais auprès du Patron fit que je réussis à faire attribuer à cette création le budget nécessaire, et bientôt une vaste organisation comprenant : athlétisme, gymnastique (adultes – pupilles – section féminine), Foot-Ball, Basket-ball, Tir, Préparation militaire, fut créée et se développa avec un succès énorme. Un stade olympique avec terrains pour tous les jeux fut construit [le plus important dans les départements de l'Isère, de la Drôme et de l'Ardèche], ainsi qu'une grande salle de gymnas-

31 Le « Rhodia Club Omnisports » existe toujours aujourd'hui.

tique. Tout le matériel de gymnastique et d'athlétisme fut fourni et les jeunes envahirent le stade dimanches et fêtes, et bientôt chaque jour, dès la fin du travail.

Mais cela n'intéressait que les jeunes ; alors on créa une section musique qui connut elle aussi un grand succès, puis une section de jeu de boules, jeu régional dont on m'avait dit : « Il se joue avec trois boules et une bouteille par homme… mais on peut à la rigueur supprimer les boules »… Le pire succès, c'est que nous arrivâmes à le faire jouer sans la bouteille ! Puis une chorale, une section théâtrale. Enfin pour la belle saison où le stade se vide même de spectateurs, une section « tourisme » qui organisait des excursions de groupes dans les sites pittoresques nombreux aux environs.

Un bulletin « Rhodia », petite revue mensuelle de 16 à 32 pages, servit de lien entre tous les membres de ce club, donnant des nouvelles et des comptes rendus de toutes les activités, faisant connaître les projets, s'efforçant de donner des conseils utiles et faisant, par des éditoriaux, l'éloge du travail et de la camaraderie. Également les excursions y étaient préparées par des études historiques, géographiques, ethniques, des lieux visités. Naturellement, rien de tendance politique, ou même simplement sociale ; rien d'inspiration patronale qui n'y exerçait aucune censure. J'étais seul responsable. Mes occupations dont on peut, par l'aperçu que j'en donne, se douter qu'elles m'absorbaient complètement, faisaient que je n'accordais absolument aucune attention à la politique ni de près, ni de loin. À tel point que je n'avais pas fait renouveller (sic) ma carte d'électeur

établie à mon domicile de Paris en 1925.

Mais « Rhodia-Club » n'aurait pas rempli le rôle que – intérieurement – je lui assignais s'il n'avait permis de tenter une réalisation qui m'était chère : le rapprochement de classes que je sentais tellement éloignées les unes des autres. Il y avait à Roussillon et au Péage de très nombreux ingénieurs et encore davantage de contremaîtres et techniciens divers. J'avais des relations amicales avec plusieurs ingénieurs que j'essayai d'intéresser au Rhodia-Club dès sa création. J'eus de la difficulté à en décider une demi-douzaine. Je me heurtais toujours à l'excuse des Lyonnais qui voulaient leur liberté du dimanche pour rejoindre leur famille ; les moins timides disaient : « Vous allez ennuyer les ouvriers, ils préféreraient sûrement rester entre eux. Ils nous voient assez à l'usine, et nous aussi… Et puis, la plupart ne valent pas la peine qu'on s'intéresse à eux. » D'autres disaient aussi : « C'est la fin de l'autorité au travail. Si nous les rencontrons dans les sports ou les loisirs, ils nous taperont sur le ventre dans les ateliers. »

Toutes excuses stupides et lâches ! Des bourgeois ! Des petits bourgeois bornés et égoïstes, tellement peu sûrs de leur « autorité » qu'ils étaient obligés de la protéger par l'isolement, par la morgue, les plus hautains étant le plus souvent ceux qui étaient d'extraction la plus basse. [Je sais que cette expression de « basse extraction » ne s'accorde pas avec mon sens social ; mais si je l'utilise ici – dans un cas tout à fait particulier et dans le sens le plus péjoratif, c'est pour marquer mon mépris à l'égard de ces gens qui, justement, reniaient leurs ori-

gines, et en utilisant leurs expressions mêmes.]

Je réussis toutefois à former un Comité directeur du R.C. d'une quarantaine de membres comprenant une sixaine d'ingénieurs, une douzaine de contremaîtres qui, eux, surent se montrer plus compréhensifs, et le reste d'ouvriers. J'y avais convié un directeur… mais il n'accepta que la présidence honorifique.

Au bout de trois mois, l'effectif d'ingénieurs avait diminué de moitié, « leur travail les absorbant trop », au bout de six mois, je restai seul. Je m'en consolai et m'arrangeai fort bien avec contremaîtres et ouvriers. [J'aurais pu avoir les ingénieurs et contremaîtres du « Rhodoïd » qui, eux, avaient compris, mais d'accord avec eux, je les avais écartés pour que « Rhodia-Club » n'apparaisse pas comme une création de mon secteur qui déjà se faisait assez remarquer dans l'usine.]

Malgré les admonestations de M. Grillet, très ouvert lui aux vues sociales, les directeurs ne comprirent jamais l'intérêt qu'ils auraient eu à participer activement à cette œuvre et ce qu'ils y auraient gagné d'autorité et de prestige, contrairement à ce qu'ils pensaient, eux et les ingénieurs. Les directeurs pensaient avoir tout fait en venant de temps en temps présider telle ou telle fête, ou en faisant une apparition sur le stade.

Je peux dire que pendant plus de huit ans, j'ai été en contact social et souvent amical avec tous les membres du « Rhodia-Club », que j'ai souvent, pour les encourager, participé à leurs sorties et même à leurs jeux. J'ai trouvé au cours de ces manifestations une familiarité respectueuse, jamais d'incorrection et je n'en

ai jamais été gêné dans mon commandement à l'usine ; bien au contraire, la camaraderie du R.C. m'a souvent valu des dévouements qui sans elle ne se seraient peut-être pas manifestés, et c'est encore « Rhône-Poulenc » qui en était bénéficiaire… Mais en outre, j'y ai encore considérablement accru ma connaissance des hommes, des humbles ; et ceci était déjà pour moi d'un intérêt considérable qui justifiait l'effort que je m'imposais.

Il faut cependant reconnaître qu'au bout de trois ans, quand Rhodia-Club fut bien installé et prospère, que la Direction lui eut à plusieurs reprises manifesté sa bienveillance, que les subventions très importantes et les travaux exécutés eurent prouvé l'intérêt qu'y prenait la Société, alors… on vit revenir les ingénieurs qui étaient prêts à accepter des places au Comité directeur. Je les y accueillis naturellement, mais combien leur participation eût été mieux goûtée des ouvriers, et par conséquent, plus profitable à tous trois ans plus tôt !...

« Rhodia-Club » continua à se développer. La crise de 1934 ralentit un peu son extension. J'ai su que depuis mes projets se sont réalisés, qui comprenaient une bibliothèque, une salle de conférences et de cours du soir, une salle des fêtes et une piscine. Parallèlement s'était construit une maison pour les ouvriers célibataires afin qu'ils ne soient pas obligés de loger au bistrot, un dispensaire, une église, une « goutte de lait » (puériculture et consultation pour nourrissons), plus tard une maternité. Ces deux dernières institutions ayant été monopolisées par Mesdames les femmes des Directeurs – qui jouaient aux « Directrices » — et les femmes des

ingénieurs. L'atmosphère d'« œuvres de charité» dont les bourgeois ne comprendront jamais ce qu'elles ont d'humiliant pour les travailleurs[32] , fit que leur succès fut mince, du moins tant que je fus à Roussillon. J'ignore ce que fut la suite.

Le développement acquis par « Rhodia Club » , la nécessité aussi de lui faire obtenir sa place dans les classifications des Fédérations régionales et nationales, m'obligea à participer aux travaux des dites Fédérations et d'y rencontrer beaucoup de gens des milieux les plus divers, et pas toujours attirés dans cette activité par l'amour du sport. J'appris là que la politique démocratique se faisait bien souvent un tremplain (sic) des sociétés sportives ou musicales… et cela n'augmenta pas mon respect pour les institutions républicaines, je l'avoue. J'estimais déjà que la politique d'une part, le sport et les sociétés de loisirs en général méritaient et nécessitaient davantage de désintéressement de la part de leurs animateurs.

Si je devins le conseiller, le collaborateur, voire l'animateur de plusieurs sociétés ou fédérations régionales, c'est que j'y recherchais toujours la connaissance plus approfondie des hommes. Si j'ai rencontré beaucoup de « non-valeurs » parmi ceux qui se pavanaient aux fauteuils et espéraient quelque bout de ruban, ou un siège de Conseiller général, j'ai par contre trouvé des

32 Bien que les initiatives d'Albert Beugras puissent relever de ce que l'on considérerait comme du « paternalisme » patronal (l'encadrement des loisirs en est un exemple), l'auteur des Cahiers a le plus vif mépris pour ce terme et n'admet pas la condescendance qui prévaut dans certaines relations entre cadres et ouvriers.

hommes pleins de foi – révolutionnaires sans le savoir – d'un esprit social très développé et d'un patriotisme élevé. J'ai appris beaucoup de tous ces contacts qui m'ont souvent confirmé dans la nécessité de la collaboration des classes. Mais – j'y insiste – il n'entrait dans mes études humaines aucune idée politique, en ce sens que je ne cherchais à la rattacher à aucune des classifications politiques conventionnelles existant. Je cherchais une vérité qui ne se formait que lentement. J'en aurais aisément défini quelques éléments, j'aurais été incapable d'en présenter un ensemble cohérent.

Je ne pensais pas à la politique… mais d'autres allaient y penser pour moi !... j'étais loin de me douter, en donnant ainsi mon temps, et aussi mon argent, d'une manière toute désintéressée, mais à laquelle je me sentais tenu parce que, issu d'une famille très humble, j'avais eu, moi, la chance d'atteindre par mes études à une situation relativement privilégiée ; j'étais loin de me douter que mon activité allait m'attirer l'animosité, puis la haine des éléments communistes de la région.

x
x x

C'est vers 1930/1931 que commencèrent les premières attaques communistes à mon endroit parce que – disaient-ils – les « organisations patronales » que j'animais créaient une contrainte pour les ouvriers, et, en réalité, gênaient leur recrutement et leur propagande. Cela vint d'abord du fait que, conformément aux statuts de

la F.F.F.A.[33] à laquelle était affilié « Rhodia-Club », nos équipes de foot-ball (sic) refusèrent de rencontrer une équipe communiste affiliée à la « Fédération Sportive du Travail » (filiale de l'Internationale Communiste). Si nous avions accepté une telle rencontre, nos équipes auraient été disqualifiées dans les championnats ; pas plus joueurs que dirigeants n'y tenaient.

Mais les communistes locaux – alors presque uniquement espagnols – ne l'entendirent pas ainsi et nous attaquèrent violemment surtout après que nombre de leurs joueurs les eurent quittés pour entrer chez nous où ils retrouvaient leurs camarades, pouvaient pratiquer le sport sans être astreints à une appartenance politique et avaient licence de jouer sur n'importe quel terrain.

Je négligeais ces attaques qui se faisaient par tracts et petits journaux ronéotypés, dans les usines ou dans la presse régionale. Elles allèrent en s'accentuant jusqu'en 1935 où elles devinrent très violentes surtout à partir de la signature du Pacte franco-soviétique[34]. Les commu-

33 Fédération Française de Football Association, fondée en 1919. Nous n'avons pu retrouver le règlement d'origine mais celui qui est en vigueur actuellement bannit l'exercice de la politique dans le cadre de son activité sportive : « Article 19 : Discussions interdites. Les discussions politiques ou religieuses n'ayant pas de lien avec l'objet de l'association sont interdites dans toutes les réunions de la Fédération, des ligues régionales, comités départementaux et structures affiliées » (http://www.fffa.org, consulté le 9 novembre 2020)

34 Signé le 2 mai 1935, ce traité est élaboré sur les vestiges d'un projet de « Pacte de l'Est » qui aurait complété le traité de Locarno et aurait inclus l'Allemagne, la Pologne, la Tchécoslovaquie et les États baltes. Il s'inscrit dans les efforts des nations pour consolider la paix en Europe et créer un « système de sécurité collective », et

nistes, qui venaient de redécouvrir la patrie, prêchaient alors la guerre anti-fasciste, et pour leurs séides locaux, nous représentions les fascistes !...

J'avais eu, au titre de Président du « Rhodia-Club », quelques démêlés avec le député-maire du Péage, radical communisant et franc-maçon, sectaire haineux qui s'en prenait à tout ce qui avait un rapport avec les « Usines » depuis que « Rhône-Poulenc » avait décliné l'invitation de subventionner sa campagne électorale… Il s'agissait d'un médiocre, politicien local et besogneux, raté de la vie, cocu chronique, prêt à se vendre à l'industrie locale à laquelle il « assurait alors la tranquillité pour toutes extensions ou aménagements futurs ». Si « Rhône-Poulenc » avait recherché un appui politique, elle ne serait pas venue le chercher au Péage…. mais Claude Ollier[35] se prenait au sérieux. Sa hargne contre « Rhône-

est rendu possible par l'entrée du l'URSS à la Société des nations en 1934. Son objectif essentiel est de dissuader l'Allemagne d'attaquer les pays voisins : « Au cas où la France et l'U.R.S.S. seraient l'objet d'une agression non provoquée par un État européen, malgré les intentions sincèrement pacifiques des deux pays, l'U.R.S.S. et réciproquement, la France, se prêteront immédiatement assistance ». Suite au refus de l'Allemagne d'en accepter les termes et aux réticences de la Pologne, le traité se résout à un accord bilatéral entre la France et l'URSS. Sa signature servira de prétexte à l'Allemagne, qui excipe d'une possible incompatibilité des termes de ce traité avec celui de Locarno, pour entamer sa remilitarisation. Voir Jules Basdevent, « Le Pacte franco-soviétique », *Politique étrangère,* 1939, 4/1, p. 27-47.

35 Claude Ollier (1876-1942), né à Péage-du-Roussillon était ingénieur, industriel et arbitre-expert près le tribunal de commerce de Seine. Conseiller général, maire du Péage de Roussillon, candidat

Poulenc » ne m'épargna pas et il nous chercha des difficultés administratives pour l'organisation de nos fêtes – mesquinerie de village – Je dus lui répondre à une ou deux reprises ; cela se faisait comme de coutume dans ces régions – et dans d'autres aussi d'ailleurs, en cette démocratie[36]… – au moyen de discours faits à la clôture de banquets « républicains », où mes fonctions sportives m'obligeaient à assister, à mon plus grand ennui. Bien que, naturellement, je n'ai (sic) pu m'empêcher de marquer ouvertement le mépris dans lequel je tenais le personnage, cela n'allait pas loin et ne pouvait vraiment pas passer pour de l'activité politique. Du reste, Ollier fut battu aux élections de 1936, après avoir perdu son siège de Conseiller général et le personnage rentra dans l'oubli.

Il me faut toutefois signaler qu'en 1935, le dit Ollier étant encore député et naturellement candidat au renouvellement par le Parti Radical où il était le pou-

---

du bloc des gauches, il fut député de l'Isère du 11 mai 1924 à au 31 mai 1928 sous l'étiquette « Radical et radical-socialiste », puis du 8 mai 1932 au 31 mai 1936, sous l'étiquette « Républicain radical et radicale socialiste ». En 1936, il est battu (sèchement) par son adversaire Louis Buyat (1875-1963), inscrit au groupe « Alliance des républicains de gauche et des radicaux indépendants », avec 2600 voies contre 7400. (Source : site de l'Assemblée Nationale). Comme on peut le voir, la vie politique, à l'époque où Albert Beugras commence à s'y intéresser, est largement dominée par les courants de gauche.

36 L'emploi de ce terme dans les Cahiers est systématiquement ironique ou méprisant (voire les deux).

lain de Léon Perrier (député de Grenoble)[37], mais sa cote ayant fortement baissé, je fus pressenti confidentiellement par le Parti Radical pour être éventuellement candidat à la place d'Ollier. La manœuvre n'était pas maladroite car on pensait qu'avec l'appui occulte de « Rhône-Poulenc » je n'aurais pas de peine à surclasser le « Républicain démocrate indépendant » Buyat qui fut le vainqueur d'Ollier. On m'offrait de courir ma chance sous l'étiquette « Radical socialiste indépendant », me promettant appui et notamment retrait de l'investiture à Ollier si je m'engageais à donner mon adhésion au Parti Radical après réussite. La chose ne m'intéressait pas, et une telle cuisine — bien dans les mœurs de la IIIe République[38] – me répugnant, je refusai.

Vers la même époque, je fus sollicité d'[sic]adhérer aux « Croix de Feu[39] » pour prendre la tête dans la ré-

37 Léon Perrier (1873-1948), zoologue, député radical de l'Isère de 1910 à 1919, ministre des Colonies de 1925 à 1928. Il refusera de voter les pleins pouvoirs à Pétain et sera membre la Résistance durant la Seconde Guerre mondiale.

38 La période est marquée par des nombreuses tractations en vue de recomposer une future union des gauches (le futur Front populaire), dans un contexte de poussée croissante de la SFIO, des indépendants de gauche et du Parti communiste. Le Parti radical, en difficulté, perdra durant ce scrutin près de 400 000 électeurs et sera en recul dans 66 départements. On peut donc interpréter la proposition de la façon suivante : faites-vous élire sous l'étiquette indépendant de gauche, puis venez grossir les rangs du Parti radical à l'Assemblée. Voir Jean-Marie Mayeur, *La Vie politique sous la Troisième République*, Seuil, « Points-Histoire », 1980, p. 150

39 Association d'anciens combattants fondée en 1927 et théoriquement réservé aux anciens combattants de la Grande Guerre.

gion des « Volontaires Nationaux » qui tentaient de s'y organiser. Refus sans débats, malgré que cette proposition m'ait été présentée par le canal officieux de « Rhône-Poulenc », en l'espèce le directeur Ledru. Ayant refusé dès les premiers mots de la proposition, et très nettement, j'ignore si Ledru agissait de son propre chef – ce qui m'e^t (sic) étonné – ou sur des instructions venues de Paris.

Puis arriva 1936 et son agitation sociale. Les communistes du coin redoublèrent d'activité. Les Espagnols qui en constituaient la majorité, s'augmentèrent à la tête de la cellule des instituteurs et de quelques fonctionnaires locaux. Un café situé près des usines devint leur siège, en même temps que le syndicat cégétiste, à direction communiste, s'installait dans un autre café proche lui aussi des usines. Dans ces deux bistrots, des permanences étaient tenues chaque soir dès cinq heures pour

---

Ce mouvement, dirigé à partir de 1931 par François de la Roque, ancien militaire héros de la Grande Guerre, devint une ligue politique, avant d'être interdite en 1936 en raison de son « caractère paramilitaire ». La Rocque le fera renaître sous la forme du « Parti Social Français ». Les Croix-de-Feu chassaient sur des terres voisines du PPF : un terreau conservateur, nationaliste, hostile au communisme et favorable au corporatisme, avec quelques variantes. Ils s'en distinguaient par un antiparlementarisme forcené, une discipline militaire strictement observée et un refus de l'antisémitisme. La Roque refusera toute alliance avec le PPF, dont il était le principal rival, en 1937 : « On n'annexe pas les Croix-de-Feu, on les suit ». (Cité par Robert Soucy, « Les Croix-de-Feu et le Parti social français », *Fascismes français*, Paris, Autrement, 2004 p. 182.) Il passera à la Résistance en 1942 et mourra en 1946, vraisemblablement des suites deux pénibles années de détention en Allemagne.

se prolonger tard dans la nuit ; on vit s'y installer des agitateurs espagnols, puis périodiquement des propagandistes du Parti communiste. On sentait que le P.C. voulait à toute force s'installer dans le secteur qui était l'un des centres industriels les plus importants de la région, et qu'il y mettait le prix. « L'Humanité » chaque jour, et « La Voix du peuple[40] » chaque semaine étaient vendus aux portes des usines et dans les cités. Tracts, affiches, papillons étaient répandus à profusion.

Naturellement, le « Rhodia-Club » y était pris à partie comme « moyen patronal d'espionnage et de contrainte »… Mais j'avais donné des instructions fermes pour que nos sections sportives ou autres continuent leur activité et qu'il n'y soit toléré aucune discussion politique.

Certes, le Parti communiste avait recueilli bon nombre d'adhésions dans le pays, mais s'il avait recruté la presque totalité des étrangers, les Français y étaient encore peu nombreux. La C.G.T.[41] avait eu plus de

40 Bulletin officiel d'abord mensuel édité par la CGT. De 1900 à 1914, qui œuvre sur le même territoire d'influence et auprès du même lectorat que *L'Humanité*. Il deviendra ensuite *la Bataille Syndicaliste*, puis *Le Peuple*, à partir de 1921, avec une périodicité quotidienne. C'est donc improprement qu'Albert Beugras continue à l'appeler par son ancien titre.

41 La Confédération Générale du Travail a été créée en 1895. Elle affirme « un syndicalisme de lutte, indépendant et à vocation révolutionnaire. » La CGT, dans sa branche « unitaire » était proche du parti communiste et le constat d'Albert Beugras n'était sans doute pas infondé (Jérôme Beauvisage et David Chaurand, « Les grandes dates de la CGT », Institut d'Histoire Sociale, https://www.ihs.cgt.fr/les-grandes-dates-de-lhistoire-de-la-cgt/, consulté le 14 juin 2021.

succès ; les ouvriers qui y portaient leur adhésion ne se doutant pas que le résultat était le même, puisque finalement, les mêmes meneurs tiraient les ficelles des deux organisations locales.

Toute cette agitation sociale n'avait aucune prise sur les ouvriers du « Rhodoïd » qui étaient satisfaits de leur sort et qui ne demandaient qu'à continuer le travail. Deux de mes contremaîtres avaient fait une démarche auprès de moi pour m'informer que depuis longtemps ils étaient l'un communiste – je l'ignorais –, l'autre socialiste – je le savais –, mais qu'ils se tenaient et se tiendraient absolument en dehors de toute activité, n'ayant pas donné leur adhésion à la C.G.T. et ne voulant pas faire connaître localement leur appartenance politique. Ils voulaient seulement, au cas où j'aurais été informé d'autre part de leurs opinions, que je sache que, satisfaits de la façon dont le personnel du Rhodoïd était traité, ils ne voulaient pas participer à une agitation qui pourrait être dirigée contre moi. Je les remerciai de leur démarche et en profitai pour leur manifester ma surprise de la hargne que me témoignaient le Parti Communiste et la C.G.T., alors que j'avais toujours fait preuve de la plus stricte neutralité. Ils se contentèrent de me dire : « Nous voulions que vous sachiez que nous n'approuvions pas cette action ; que pour le travail vous pouviez continuer à compter sur nous et que nous resterions absolument neutres et muets ; mais, ajoutèrent-ils, M. Beugras, il vous faut faire attention car vous êtes particulièrement visé. »

Cette intervention montre assez quel était l'esprit

de mon personnel. Quant à l'avertissement qui m'était donné, je le négligeai puisque je ne me mêlais ni de politique, ni de syndicalisme. Mais ce que j'aurais dû ne pas oublier, c'est que, depuis toujours, j'avais eu maintes fois l'occasion dans la conversation avec l'un ou l'autre d'exprimer mon opinion personnelle sur le plan social, opinion qui, évidemment, n'avait jamais été favorable au marxisme.

Je n'étais pas assez versé à ce moment-là dans la connaissance de la tactique communiste pour penser qu'une communauté sociale où la lutte des classes était inexistante devenait obligatoirement ennemi désigné du Parti communiste, et que la satisfaction de mon personnel était un motif majeur pour que je sois pris violemment à partie. Le communisme ne peut prospérer que dans une atmosphère de haine, de révolte et de misère.

J'avais aussi à plusieurs reprises, au cours de ces dernières années, dit assez vivement ce que je pensais de « L'Humanité » et de ses campagnes. Il est nécessaire que je m'explique à ce sujet. Je ne lisais habituellement que les journaux régionaux, à savoir « Le Progrès de Lyon » et « Le Petit Dauphinois » parce qu'ils me tenaient au courant des événements locaux en particulier, en particulier sur le plan sportif. À part cela je lisais, et depuis la parution de leur premier numéro, les hebdomadaires « Candide », « Gringoire » et « Je suis partout[42] »

42 *Candide* (crée en 1914), auquel collaborent Pierre Gaxotte, Lucien Rebatet et Robert Brasillach, est un hebdomadaire de tendance maurassienne et antisémite ; *Gringoire*, fondé en 1928 par Joseph Kessel, est un hebdomadaire politique et littéraire, pamphlétaire et marqué à droite, qui s'attaque à une grande variété

dont les échos et les chroniques me renseignaient, bien suffisamment à mon gré, sur la politique générale dont les nouvelles me distrayaient[43].

Mais, périodiquement, il m'arrivait de faire des « crises »…C'était généralement quand j'étais en bagarre avec la Direction de « Rhône-Poulenc » sur des questions sociales – car je répète que tout n'allait pas toujours à ma satisfaction dans ce domaine et ce que j'obtenais, il me fallait le plus souvent l'arracher – ; alors je me prenais à penser plus intensément que rien ne serait réglé avec les bourgeois incompréhensifs et égoïstes sans un violent « coup de torchon », et je me demandais si les communistes, malgré leurs erreurs capitales sur bien des points, n'avaient pas raison sur d'autres, et que fina-

de cibles, du marxisme au nazisme, en passant par le Front populaire. Éclectique, il a compté avant son virage à l'extrême droite des contributions de Jean Moulin, Irène Nemirovsky ou encore de Romain Gary. *Je suis partout*, fondé en 1930 par Joseph-Arthème Fayard et dirigé par Pierre Gaxotte, est proche de l'Action française, violemment antisémite et promoteur du fascisme. Sous l'occupation, le journal fera la propagande active de la collaboration et n'hésitera pas à dénoncer des juifs, ce qui vaudra à ses rédacteurs d'être épurés. Parmi ses plumes, on compte Pierre Drieu la Rochelle, Robert Brasillach, Abel Bonnard ; plusieurs de ses contributeurs adhéreront au P.P.F

43 On peut penser ici que ces lectures n'ont pas fait que « distraire » Albert Beugras, mais qu'elles ont contribué à conforter une sensibilité d'extrême droite déjà marquée : il existe dans les années 1930 au moins 32 quotidiens politiques parisiens, ce qui ouvre un spectre un peu plus large que ces trois titres... Voir Pierre Albert, « Remarques sur la stagnation des tirages de la presse française de l'entre-deux guerres », *Revue d'Histoire Moderne et contemporaine*, année 1971, n°16/4, p. 542.

lement, il faudrait peut-être un jour leur donner la main pour un temps, quitte à les réfréner ensuite. [Qu'on excuse ma candeur[44] d'alors !... j'ai déjà dit que je n'avais aucune notion politique !] C'est à ces moments-là que je décidai, pour m'informer, de lire « L'Humanité ». Ah ! ça ne durait jamais bien longtemps. Je rappellerai plus loin quelles étaient les campagnes de « L'Huma » entre 1925 et 1935… et l'on comprendra l'écœurement, le dégoût jusqu'à la nausée que pouvait me donner la lecture de telles ordures. Il n'est pas d'autre mot. J'étais alors édifié pour un temps, et de façon tellement forte qu'il m'arrivait, sans arrière-pensée, de dire mon écœurement. Mais, si moi je n'attachais pas grande importance à tout cela, il en était autour de moi qui recueillaient mes paroles et s'en souvenaient encore en 1936, et ne manquèrent pas, alors, de faire savoir tout cela dans la campagne qui se préparait contre moi.

Quand je dis « ordure » pour qualifier la littérature communiste qu'il m'était alors donné de connaître, on pourrait penser que j'exagère. Aussi je ne résiste pas à l'envie de citer un exemple : il s'agit d'une page du dénommé Aragon (Louis) qui depuis – évidemment ! – est devenu le « Déroulède de la Résistance ».

Ce monsieur écrivait en effet en 1928 (1) [45]

---

44 Candeur toute relative, puisqu'il est tout de même envisagé ici d'utiliser la force protestataire et les convictions d'un parti avant de s'en débarrasser une fois ce que l'on souhaite obtenu…

45 (1) « Le Traité du style » – Ed. N.R.F (note d'Albert Beugras, inscrite au bas de la page).

« Je tiens pour un immense[46] *[immonde]* abus de droit que le gouvernement et la justice s'arrogent en France, de nos jours, d'interdire à ceux qui détestent l'armée le droit d'exprimer par écrit, avec les commentaires qui leur plaisent, le dégoût qu'ils ont d'une institution révoltante, contre laquelle toute entreprise est humainement légitime, tout attentat recommandable. Et c'est par la contrainte physique que ces Républicains répondent à l'écriture. J'appartiens, dit-on, à la classe 17. Je dis ici et peut-être ai-je l'ambition, et certainement j'ai l'ambition de provoquer par ces paroles une émulation violente chez ceux qu'on appelle sous les drapeaux, *je dis ici que je ne porterai plus jamais l'uniforme français, la livrée que l'on m'a jetée il y a onze ans sur les épaules*[47]. *Je ne serai plus le larbin des officiers, je refuse de saluer ces abrutis et leurs insignes, leurs chapeaux de Gessler*[48] *tricolores.* Il paraît que le nommé Painlevé, un homme qui jadis, mais si l'air est resté le même, les paroles ont bien changé, qu'un certain Painlevé, Ministre de la guerre, a signé l'autre jour, un décret monstrueux : n'importe quel officier ou sous-officier, n'importe quel crétin payé pour

46 Nous avons rétabli entre crochets le mot original, la ponctuation et les italiques utilisés par Aragon.

47 [que l'on m'a jetée sur les épaules il y a onze ans].

48 Allusion à l'histoire de Guillaume Tell, condamné à tirer à l'arbalète sur une pomme posée sur la tête de son fils. Telle était sa punition pour avoir refusé de saluer le chapeau que Gessler, bailli pour l'empire, avait fait hisser au bout d'une perche.

> marcher au pas, a désormais le droit de m'arrêter dans la rue. Ce n'était pas assez des agents. Et comme eux, ils sont désormais assermentés. Ils ont, ces matières fécales, une parole qui fait loi. Ah ! l'agriculture ne manquera plus de vaches ! Eh bien ! puisque les regarder de travers dans la rue vaut de coucher au violon, j'ai bien l'honneur chez moi, dans ce livre, à cette place, de dire que *très consciemment, je conchie l'armée française dans sa totalité ! »*

En 1932, le « Bureau d'Édition », organe communiste publie du même Aragon cet élégant poème patriotique adressé « aux Enfants Rouges » :

> « Les trois couleurs à la voirie !
> Le drapeau rouge est le meilleur !
> Leur France, jeune Travailleur,
> N'est aucunement ta Patrie. »

Quand parle d'ordure !...

Vinrent les grèves dans la région[49]. Des agitateurs virulents accoururent de Lyon et bientôt, toutes les usines du lieu furent en grève… sauf la mienne. Les communistes se déchaînèrent alors. Affiches et tracts m'accusaient d'être un « agent des trusts », un « fas-

49 Les grandes grèves éclatent du 11 au 20 mai 1936, avec occupation des locaux (« grève sur le tas »). Elles s'étendent à partir du 6 juin, avec 1,8 millions de grévistes, tous secteurs confondus

ciste », un « briseur de grève », un « réactionnaire », un « ennemi du peuple », etc… Je fus, à plusieurs reprises, pris à partie entre l'usine et mon domicile, on m'invectivait, on lançait des pierres contre ma voiture, un coup de feu fut même tiré un soir… Je continuais à passer mon chemin et à assurer mon travail.

Les autres parties de l'usine étaient en grève, l'absence de vapeur empêchait la production et je devais utiliser mes ouvriers qui continuaient à venir bien que plusieurs aient dû faire le coup de poing et que d'autres n'aient eu que la ressource d'escalader les murs de l'usine pour y parvenir. Les Directeurs me demandèrent s'ils n'était pas préférable – pour éviter les incidents, disaient-ils !…– de donner congé payé à mon personnel ; ce à quoi je me refusai catégoriquement, n'ayant aucune raison de céder à la force.

Du reste, mes ouvriers, à qui j'avais demandé de désigner des délégués qui restaient en contact avec moi, désiraient marquer par leur présence leur désaccord avec les grévistes.

Il est à noter que les délégués communistes s'étaient présentés chez les Directeurs et chez les chefs des différents services pour leur signifier la grève et leur donner ordre (sic)[50] de fermer les ateliers sous peine de les voir occuper par des « piquets de sécurité »… mais ces messieurs, très forts pour m'attaquer, dans leur propagande, s'étaient bien gardés de venir se présenter à mes ate-

50 Le « sic » est ici d'Albert Beugras, qui signifie ainsi ne reconnaître aucune autorité aux communistes pour imposer de telles décisions.

liers. Sans doute, avaient-ils deviné qu'ils y seraient reçus comme ils le méritaient, c'est-à-dire le pied au cul ! Je dois dire que les meneurs communistes en question n'appartenaient ni au personnel des usines, ni même à la population du Péage ou de Roussillon.

Je me rendais bien compte que les directeurs et la plupart de mes collègues qui tremblaient devant l'arrogance communiste auraient préféré que je cède moi aussi afin – s'imaginaient-ils – que cesse l'agitation. Mais comme il leur était difficile de m'en donner l'ordre ou même de me le conseiller trop vivement, ils restaient prudemment chez eux en attendant la suite. C'est alors que M. Grillet, pensant que la résistance du Rhodoïd était une indication, me fit demander si je pensais qu'il soit possible, par la création d'un syndicat autonome, que la direction encouragerait tout à fait secrètement, d'opérer le groupement des ouvriers non-communistes et si éventuellement, mon personnel pourrait en constituer le premier noyau. Je pensais alors que c'était une manœuvre à tenter, mais à cause de la notoriété que m'avaient donnée les attaques communistes, je ne devais pas paraître dans l'opération, et même celle-ci ne devait pas apparaître comme issue du « Rhodoïd ». [Il va sans dire qu'une telle manœuvre était absolument contraires aux idées corporatistes et sociales que je devais professer quelques années plus tard ; mais au risque de me répéter, je rappelle que je n'étais absolument pas versé ni dans la tactique politique, ni dans la tactique syndicale.] Je connaissais suffisamment de techniciens et d'ouvriers des autres services pour savoir à qui on pourrait s'adres-

ser. Des statuts d'un « Syndicat autonome du personnel des Usines Rhône-Poulenc et filiales » furent mis au point par la Direction Administrative, et celui-ci fut lancé tant à Roussillon, qu'à Saint-Fons, Lyon-Vaise et Vitry. Je pris soin de lui marquer publiquement mon absolu désintéressement, même auprès de mes ouvriers venus me….

FIN DU PREMIER CAHIER

… consulter à ce sujet ; mais environ 20% seulement du personnel y adhéra, les autres, loin d'être communistes ou socialistes, donnèrent leur adhésion à la C.G.T. dont les délégués allaient trouver les ouvriers à domicile, en se présentant aux Cités, porte après porte, avec une escorte de fiers à-bras qui attendaient dehors, comme pour faire disparaître toute hésitation de mauvais aloi. Je reconnais qu'il fallait un certain courage pour refuser de prendre la carte de la C.G.T… Certains du reste, après l'avoir prise, allaient adhérer au Syndicat autonome !

Malgré que je me sois tenu à l'écart de ce nouveau syndicat, les communistes ne me lâchèrent pas et une affiche dénonça le « Syndicat Beugras » comme une nouvelle création fasciste et patronale.

Il y avait une huitaine que le « Rhodoïd » résistait à la grève. J'avais dispensé une quarantaine d'ouvriers dont le domicile était isolé et qui risquaient de mauvais coups, [ô liberté du travail !..], les autres venaient régulièrement. On avait procédé à tout ce qui pouvait se faire sans vapeur, à tous travaux de nettoyage ou de graissage. Sur ces entrefaites, je fus convoqué à Paris par M. Grillet. Il me déplaisait de quitter mon personnel

dans ces circonstances, mais je ne pouvais m'en dispenser. Je dis simplement que je m'absentais 24 heures sans dire à personne ou j'allais et je rejoignis Lyon en voiture et de là Paris.

Le lendemain à neuf heures, j'étais au Siège social ; reçu de suite par M. Grillet qui me demanda : « – Que faisait votre personnel hier soir ? » — « Tout était calme, Monsieur. » – « Eh bien, répartit-il, tous vos ouvriers sont en grève depuis ce matin. Je ne sais rien d'autre sinon qu'une grande réunion a eu lieu hier soir qui s'est prolongée fort tard par des manifestations dans les Cités, et que ce matin vos ouvriers ne se sont pas présentés. » Je lui demandai de repartir immédiatement, ce qu'il m'accorda en me demandant de revenir sous quelques jours quand j'aurais vu exactement ce qui se passait. Le soir même, je débarquais à Lyon où M. Prince m'attendait à la gare. J'eus avec lui un entretien à l'Hôtel Terminus.

Après m'avoir confirmé les renseignements donnés par M. Grillet, il me dit : « Ne considérez pas cela comme un échec, tôt ou tard cela devait arriver. Les communistes ont dû y mettre le prix. Il n'en reste pas moins que vos ateliers ont tenu seuls alors que tous les autres flanchaient. Vos ouvriers ont fait preuve de confiance à votre égard, ne l'oubliez pas. La preuve est maintenant faite que votre méthode de commandement, de rétribution et d'aménagement du travail était la meilleure. Il est dommage que toute l'usine ne vous ait pas imité. Mais je souhaite que cette leçon ne soit pas perdue. »

Deux heures plus tard, j'étais de retour au Péage et retrouvais quelques hommes de confiance qui m'ex-

pliquèrent ce qui s'était passé en mon absence.

Mon départ avait été connu. Comment ?... Une réunion convoquée pour 21 heures avait été menée à grand spectacle et dirigée avec une extrême violence contre les « renards » et les « traîtres » à la classe ouvrière du Rhodoïd. Des manifestations avec hurlements de mort et pierres dans les vitres avaient eu lieu aux cités contre les ouvriers et les contremaîtres du « Rhodoïd ». Un groupe était même venu chanter « L'Internationale » devant ma porte et lancer des pierres dans mes vitres. Le lendemain matin, les piquets de grêve (sic) avaient été renforcés et des hommes veillaient devant le domicile des plus marqués de mes ouvriers. Quelques horions avaient été échangés. Une partie du personnel bloqué à domicile, les autres avaient hésité, et mon absence avait fait le reste.

Ce dernier noyau tombé, les communistes proclamèrent leur victoire, la C.G.T. menaça plus violemment ceux qui hésitaient encore à adhérer, et les dirigeants exigèrent la signature de la convention collective après huit nouveaux jours de grève.

La campagne contre moi reprit avec une violence accrue, exigeant cette fois mon départ de l'usine !... Pendant ce temps les lettres de menace donc j'avais l'habitude depuis plusieurs mois se firent plus nombreuses et menacèrent ma famille à un tel point que je dus faire partir ma femme et nos trois enfants du pays et les faire se réfugier, sous un nom d'emprunt, d'abord à Fontainebleau[51], puis dans un village des Monts du Lyonnais.

51 Chez le père de l'auteur.

Puis les conventions collectives signées[52], le travail reprit sans du reste que cessât de se manifester à mon égard la hargne communiste. Je dois toutefois dire que sur la question de mon départ, ou au moins de mon déplacement, posée expressément par la C.G.T. à la direction de « Rhône-Poulenc », M. Grillet avait répondu avec beaucoup de hauteur et concluait en disant : « Vous pouvez décider de continuer la grève autant qu'il vous plaira, mais Beugras restera. »

Mais la pire des déceptions m'attendait, et là vraiment, j'ai appris à connaître un aspect des hommes qui m'a donné à réfléchir, et qui à lui seul suffirait à justifier la citation que j'ai placée en tête de ce chapitre. Mes ouvriers, pour lesquels je m'étais dépensé sans compter, pour l'intérêt desquels je n'avais pas hésité à risquer ma situation personnelle ; mes ouvriers, quand ils reprirent le travail – du moins en majorité – changèrent complètement leur attitude à mon égard et me reprochèrent de ne pas les avoir soutenus, autrefois, comme je le leur avais toujours laissé penser, et comme, effectivement, ils

52 La loi sur les conventions collectives est promulguée le 24 juin 1936. Ces accords sont négociés à l'échelle des branches professionnelles, ce qui permet, au moins en partie, de protéger les salariés contre l'arbitraire patronal. « Pour modestes qu'elles soient, les clauses des conventions collectives sont perçues comme une vraie amélioration ne serait-ce que parce qu'elles généralisent à l'ensemble des salariés des avantages dont seuls les privilégiés pouvaient jusque-là bénéficier. » Voir Laure Machu, « Front populaire : le temps des conventions collectives », *CNRS Le Journal*, 24 juin 2016, https://lejournal.cnrs.fr/billets/front-populaire-le-temps-des-conventions-collectives, consulté le 16 décembre 2020.

l'avaient cru.

Que s'était-il passé ? – La chose était fort simple : la C.G.T. avait obtenu par la grève et la signature de la convention collective des augmentations de salaires variant de 0,60 à 0,90 de l'heure. Or, moi – mais alors, bien sûr, qu'on baissait les salaires des autres ateliers, ou qu'en tout cas, on n'accordait aucune amélioration – il me fallait des demandes réitérées et des discussions interminables, des efforts inouïs et souvent des menaces pour obtenir des augmentations de 0,10 à 0,20 de l'heure.

« Alors, me dirent-ils, nous préférons avoir à faire à la C.G.T. qui défend mieux nos intérêts et obtient de meilleurs résultats… »

Tant d'efforts, tant de travail, tant d'âpreté pour en arriver là ! Pouvais-je seulement leur en vouloir ? N'était-ce pas encore la faute de ceux qui se prétendaient « l'élite », que de voir livrés, sans défense aucune, à la propagande la plus grossièrement mensongère et la plus honteusement démagogique, des ouvriers dont je savais, moi, – pour l'avoir constaté –, qu'ils n'étaient pas mauvais, que même une quantité d'entre eux étaient d'excellents hommes ?

Pourquoi aurais-je cherché à leur expliquer ce qu'ils comprenaient si mal ? Il était évident que pour eux les chiffres parleraient plus que tous les raisonnements qu'on pourrait essayer. J'étais ulcéré de devoir constater que mon action avait été si mal comprise et si je me souciais peu – en ce qui me concernait – des menaces communistes, dont les Espagnols étaient rendus encore

plus arrogants par les événements de leur propre pays[53], j'étais profondément déçu par le changement survenu dans mes rapports avec mon personnel.

Qu'on me comprenne bien, je n'avais jamais ni souhaité, ni espéré de la reconnaissance, puisque c'était en moi-même que je puisais mes raisons d'agir ; mais j'aurais voulu au moins la justice. Comme j'étais candide, encore !... J'étais, je l'ai dit, ulcéré et ne pouvais admettre de rester sur une telle désillusion, sur un tel échec envers moi-même. Je sentais qu'il fallait faire quelque chose, que c'était une lâcheté que de laisser le terrain au bolchevisme après une unique bataille, que tant de choses étaient menacées auxquelles je me sentais accroché du plus profond de moi-même : la famille, la patrie, la religion, la civilisation même ; mais je ne savais où me tourner parce que j'avais, au cours des années précédentes, dans les nombreux contacts humains pris à l'occasion de mon action sociale, découvert tant d'hypocrisie que je n'avais pas confiance et ne voulais suivre aucun des chemins battus.

J'ignorais à peu près tout de Doriot, sinon qu'ancien dirigeant du Parti communiste, il avait rompu avec celui-ci et lui portait depuis des coups sévères. Tout ce que j'en savais, je l'avais appris par les échos des hebdomadaires dont j'ai parlé. C'est alors, on était vers le 20 juin, que « Je suis partout » annonça que Doriot allait créer un nouveau parti de rassemblement des forces

53 La guerre d'Espagne. Le Parti communiste espagnol, très actif, comptait 200 000 membres au début de 1937 et s'était engagé du côté des Républicains.

anti-communistes avec un programme constructif résolument et hardiment social. Dès cette nouvelle, j'écrivais à mon ami Pierre Courbon qui avait été pendant plusieurs années mon secrétaire et qui depuis quelque temps s'était retiré à Cannes. Nous avions bien souvent, ensemble, discuté des questions sociales et il était à peu près le seul auquel j'avais confié mes aspirations. Je n'hésitai pas à lui écrire ce qui s'était passé à Roussillon et la crise qui s'en suivait pour moi, le rendant attentif à la tentative de Doriot qu'on annonçait. Il pouvait d'autant mieux me comprendre qu'il avait été le témoin de nombre de mes efforts et qu'il savait avec quel cœur je m'étais toujours donné à ma tâche. Il ne me répondit pas, mais arriva le surlendemain. Nous eûmes une brève conversation qu'il termina en me disant : « Vous avez raison. Il faut faire quelque chose. Je vais aller voir ce que propose Doriot ». Et il partit à Paris. Je ne pouvais pas m'absenter car la remise en route des usines s'avérait ardue dans le désordre créé par l'agitation communiste d'une part, par la faiblesse gouvernementale d'autre part.

Pierre Courbon assista le 28 juin 1936 à ce qu'on a appelé le « Rendez-vous de Saint-Denis[54] », rassemblement où Doriot entouré d'anciens dirigeants

54 « Le Parti populaire français fut fondé à la conférence du rayon majoritaire, qui se tint les 27 et 28 juin dans la salle des Fêtes de la mairie de Saint-Denis. La séance mémorable fut celle du dimanche 28 après-midi, où Doriot prononça un discours de trois heures qui suscita l'enthousiasme du millier d'auditeurs qui avaient répondu à l'appel du "rendez-vous de Saint-Denis". » Jean-Paul Brunet, *Doriot*, Paris, Balland, 1986, p. 206-207.

communistes comme lui, mais aussi d'anciens dirigeants des « Volontaires Nationaux[55] », de l'« Action française[56] », et de militants venus de tous les horizons politiques, lança le mot d'ordre : « La France ne sera pas un pays d'esclaves », et prêchant la lutte anti-bolchevique définit un programme résolument social et impérial. Courbon revint de Paris en me rapportant le manifeste du Parti Populaire Français qui me frappa profondément surtout dans sa partie sociale, car j'y trouvais l'expression de ce que je ressentais d'absolument nécessaire[57].

Je demandai aussitôt une entrevue à M. Grillet, et le 3 juillet au matin, j'étais à Paris. Je trouvai mon Patron abattu, las, vieilli et cela me frappa beaucoup parce que, malgré son âge, je l'avais toujours connu alerte et plein d'énergie. Je sentais que les événements l'avaient profondément affecté.

Je lui exposai mes ressentiments et je lui reprochai amèrement l'attitude d'abandon qu'avait eu (sic)

55 Les Volontaires Nationaux sont des jeunes de moins de vingt et un ans ayant rejoint le mouvement des Croix-de-Feu. Leur présence prouve la séduction que le PPF exerce sur la jeune génération.

56 Voir note 39.

57 « Sa mission [celle du PPF] essentielle sera de donner aux masses populaires des dignes conditions d'existence. Par des réformes appropriées et parallèles au développement et aux résultats de la production, il donnera aux masses ouvrières la possibilité de bénéficier de l'abondance créée par le développement formidable de la science et de la technique. Il assurera du travail à tous les hommes valides. » Jacques Doriot, « Manifeste du Parti populaire français », dans Philippe Machefer, *Ligues et fascismes en France. 1919-1939*, « Dossier Clio », Paris, Presses Universitaires de France, 1974, p. 62-63.

le patronat français. Je lui déclarai en substance : « Ou bien les conditions économiques et les bénéfices d'exploitation permettaient d'accorder les augmentations de salaires consenties par les conventions collectives, et alors c'est de l'inconscience, c'est une folie que de ne l'avoir pas fait à temps pour enlever toute efficacité à l'agitation communiste. Ou bien, ces avantages n'ont été cédés que sous la menace, avec le risque certain de la désorganisation complète et peut-être de l'effondrement économique du pays, et alors, c'est une lâcheté. »

Il me répondit : « Mon pauvre Beugras, nous ne sommes malheureusement pas seuls et même si quelques-uns veulent résister, la majorité est trop lâche. Les Français ont peur : ils ne voient pas où les conduit leur lâcheté : à la fin de tout ce qui fait que nous étions Français. Songez, dit-il encore, à ce que peuvent être mes sentiments, à moi qui ait (sic) créé cette maison, qui lui ait (sic) consacré toute ma vie – et vous savez que je ne me suis guère ménagé –, de devoir constater aujourd'hui que je n'en suis plus le maître, que ce sont les plus mauvais et souvent les plus paresseux des ouvriers qui ont pris en main le personnel et nous imposent des ordres venus de je ne sais où, mais en tous cas pas d'une officine française. Vous vous plaignez que nous ayons cédé à la menace, et vous avez raison, mais que faire, je vous le répète, quand vous n'avez autour de vous que des gens qui ont peur ? – Quand on se noie, Beugras, le résultat est le même si c'est avec dix centimètres d'eau ou avec dix mètres d'eau au-dessus de la tête. Nous allons, nous sommes déjà presque, à la catastrophe… »

et il eut un geste las qui voulait dire que cela ne pouvait plus l'intéresser.

Je lui expliquai alors que je ne pouvais admettre cette position parce que je n'étais pas au terme de ma carrière et que ma nature me poussait vers le combat et non vers la résignation. Je lui dis en outre que je me refusais de me contenter de la position que la « lutte des classes » avait donnée aux techniciens, méprisés du patron qui n'avait pas su en faire des collaborateurs et détestés des ouvriers qui voyaient en eux des ennemis de classe. J'ajoutai enfin : « Les dix années que je viens de passer dans l'industrie ont confirmé les tendances que je tenais de mes origines. Je me sens plus près des ouvriers que des patrons, parce que je comprends mieux leurs besoins, leurs misères, mais aussi leurs aspirations. Dans cette lutte – que j'estime contre nature, mais qu'il me faut subir, – dans cette lutte où les patrons ont peur et où les ouvriers me repoussent, j'ai décidé d'abandonner ma neutralité politique et d'adopter une position ouverte de combat dans lequel je saurai prouver aux ouvriers que je suis partisan de la justice sociale, et quand ils l'auront compris, les entraîner avec moi. »

M. Grillet me dit : « Vous avez raison. Si j'avais votre âge, je n'agirais pas autrement. Mais qui allez-vous suivre ? – La Rocque[58] ? » – « Non, Doriot. » – « Vous le connaissez ? » – « Non, pas encore, mais ce que je sais de lui, de son programme surtout, m'a décidé à chercher à

58 Voir note 39. Reconverti en parti politique après l'interdiction des Croix-de-Feu, le Parti social français de La Rocque était en plein essor : il comptait un million de membres selon Robert Soucy, soit deux fois plus que le PCF et trois fois plus que la SFIO.

le connaître et à le suivre. Je compte aller le voir immédiatement. » – « C'est une solution. Allez-y et revenez me dire ce que vous aurez décidé. »

Je me rendis à Saint-Denis et cherchai à voir Doriot, mais ne pus y parvenir tant il y avait de visiteurs. Je fus reçu par Henri Barbé[59], secrétaire général du nouveau parti, avec lequel j'eus une longue conversation dans laquelle je lui expliquais ce qui m'avait poussé à venir à Saint-Denis. Il me donna quelques commentaires sur le Manifeste que je connaissais déjà, reçut mon adhésion – 3 juillet 1936 – et me fixa rendez-vous pour le lendemain afin de me dire avec qui je pourrais me mettre en rapport dans la région lyonnaise.

Le lendemain matin, je retournais voir M. Grillet, lui fit (sic) lire le Manifeste du P.P.F. et lui résumai ma conversation avec H. Barbé. Il me dit : « Je crois que Doriot trouvera pour l'instant des appuis importants chez les industriels qui craignent le communisme et compteront sur son parti pour le combattre. Mais quand il voudra passer à la partie constructive de son programme, justement celle qui vous intéresse le plus, je crains qu'il ne soit durement contré. Vous vous souviendrez, Beugras, de ce que je vous dis aujourd'hui,

59 Henri Barbé (1902-1966), ancien ouvrier métallurgiste entré au Parti communiste aux côtés de Doriot. Très actif, il monte en grade dans la hiérarchie et devient un des dirigeants du PCF à partir du 1929. Mais lui et son camarade Pierre Célor, accusés de former un groupe occulte, sont démis de leurs fonctions par Moscou. Barbé est par ailleurs conseiller municipal à Saint-Denis, dont Doriot est maire, et devient secrétaire général du PPF à sa fondation. Il quittera Doriot pour Déat en 1939.

et si vous voyez Doriot, dites-le lui : Profitez de la lâcheté du patronnat (sic) et de sa grande peur devant la montée communiste, parce que dès que sa peur sera passée, il vous combattra au même titre que les communistes[60] », et il ajouta : « Et c'est dommage, parce qu'il y a d'excellentes choses dans le programme social de Doriot et on n'en sortira pas autrement que par une réorganisation profonde des relations entre le capital et le travail. »

Je crois avoir déjà dit que M. Grillet n'était pas du tout un patron anti-social. C'est toujours par lui personnellement que j'avais pu obtenir les moyens d'action qui m'avaient été nécessaires. D'extraction fort modeste, il avait terminé ses études à l'école lyonnaise « La Martinière[61] » qui formait des techniciens-ingénieurs. C'est

60 Nicolas Grillet fait preuve ici d'une certaine clairvoyance. Le PPF a dû son ascension rapide au financement généreux de nombreux grands patrons, intéressés par la capacité du parti à contrer l'influence communiste. « Lorsque Doriot fonda le PPF, en juin 1936, c'était un parti taillé sur mesure pour défendre, sur la question des grèves, les intérêts de ceux qui le finançaient. Ceux-ci souhaitaient la division du mouvement ouvrier et la mise en place d'un régime moins menaçant pour eux, qui remplacerait le Front Populaire. » Robert Soucy, « Le Parti populaire français », dans *Fascismes français*, *op. cit.,* 2004, p. 325.

61 Les Écoles de la Martinière ont été fondées au XVIIIe siècle grâce à l'héritage du major Claude Martin (1735-1800), un militaire français qui avait fait fortune en Inde. Quatre sont créées dans les villes indiennes de Calcutta et Luknow, et une en France, à Lyon. « Le projet pédagogique initial était de dispenser un enseignement technique, gratuit et de bon niveau, aux enfants de deux sexes. » (site Patrimoine Lyon.org). C'est donc un outil de promo-

au cours de la guerre de 1914/18 qu'il avait été appelé à donner toute sa mesure en faisant des « Usines du Rhône », alors toute petite affaire, une usine de guerre qui, en continuant la fabrication des médicaments (aspirine) avait créé en France les fabrications de l'acétate de cellulose, utilisée à ce moment pour l'aviation et plus tard pour le film, le rhodoïd et la soie artificielle, et assuré la production d'ypérite, puis de phénol de permanganate et de saccharine. Après la guerre, ce développement s'était poursuivi jusqu'à faire de « Rhône-Poulenc » la plus importante firme chimique de France et l'une des plus importantes du monde avec ses nombreuses filiales françaises et étrangères. M. Grillet devait sa culture, qui était vaste, à un travail personnel acharné, servi qu'il était par une intelligence exceptionnelle et une facilité de compréhension et d'assimilation peu commune. Affligé d'une compagne devenue aveugle qu'il n'abandonna jamais, privé d'enfants, il avait reporté toutes ses facultés et son activité sur une Société qui lui devait toute sa prospérité. Son sens social était très développé tant à cause de ses origines que parce qu'il ne s'était jamais désintéressé du sort des ouvriers, malgré que les conditions du « travail de guerre » lui eût (sic) laissé bien des mauvaises habitudes. Mais il n'avait pas le temps, tout au moins il le pensait, de donner assez de soins aux questions corporatives et sociales, trop absorbé qu'il était par le développement incessant que son

tion sociale dont a bénéficié le patron d'Albert Beugras ; au passage, on voit combien celui-ci admire inconditionnellement la réussite par le travail et à quel point il est sensible à la question de la classe sociale, en toutes circonstances.

impulsion personnelle donnait aux usines. Ce ne sera que bien plus tard, en 1938/1939, au cours de conversations amicales et fréquentes que j'eus avec lui, que je l'entendis regretter de n'avoir pas, au cours de sa dure et longue carrière, consacré suffisamment de temps au « social ». Il se rendait alors compte que ç'aurait dû être le complément indispensable de son activité industrielle et économique.

Je retournai à Saint-Denis et y eus une nouvelle entrevue avec Barbé et un court entretien avec Doriot. Il y avait encore très peu d'adhésions provenant de la région lyonnaise, mais on me montra une pièce entière encombrée de courrier encore non dépouillé et qui devait certainement contenir des adhésions. Néanmoins, Barbé me dit : « Puisque vous êtes là, et que, pour l'instant, je ne connais personne à Lyon, voulez-vous vous charger de voir les gens qui ont déjà adhéré ? Je vous ferai suivre les prochaines adhésions. Réunissez-vous pour prendre contact, nommez entre vous un bureau provisoire et d'ici quelque temps nous organiserons votre région. »

Je fis le lendemain une dernière visite à M. Grillet. Il me remit en son nom personnel 10 000 francs comme « participation à la lutte que j'entreprenais », me dit-il. Il ajouta : « Je les aurais envoyés à Doriot après la lecture de son manifeste, mais puisque vous allez avoir un rôle actif dans la région lyonnaise, il vaut mieux que cela vous serve là-bas. »

J'informai mon Patron que j'avais l'intention formelle de ne me livrer à aucune activité politique ni

aux Usines, ni même au Péage ou à Roussillon afin de n'être en rien gêné ni pour mon travail ni pour la présidence du « Rhodia-Club ». Il m'approuva vivement en me disant : « C'est tout à fait mon avis, mais je ne vous l'aurais pas demandé. Je suis heureux que vous y ayez pensé. Vous ne pourrez toutefois pas empêcher des gens qui vous estiment de vous suivre ». Je lui répondis que je trouverais alors une solution.

x
x x

Je dirai plus loin quelle a été mon activité politique dans ses débuts, comment elle s'est ensuite développée et les leçons que j'en ai tirées ; mais je veux auparavant en terminer avec mon activité dans l'industrie.

Je continuais à assurer strictement mon travail à l'usine, mais m'en tenais à huit heures de présence par jour – jamais moins – pour, dès la journée finie, partir à Lyon en voiture ou dans la région pour y assurer une réunion. Je rentrais en général dans la nuit, fort tard, ou encore, surtout l'hiver, au matin, mais je mettais un point d'honneur à être toujours présent à l'heure d'ouverture.

Mes rapports avec les ouvriers n'avaient – apparemment – subi aucune modification, sauf pour moi-même ; et je m'efforçais de pallier aux (sic) répercussions de l'arrêt général des industries, de l'anarchie qui avait suivi et de l'incohérence gouvernementale dans le

secteur industriel qui m'intéressait. Pour les questions d'aménagements sociaux et de salaires, je n'avais qu'à me conformer aux lois et aux conventions collectives, strictement.

Comme je me l'étais promis, je n'acceptais jamais, avec mon personnel, de parler politique ou de donner quelque éclaircissement que ce soit sur mes idées, bien qu'au bout de peu de temps la propagande à laquelle je me livrais ait eu suffisamment d'écho dans la presse pour que personne n'en ignore rien. Mais chaque fois qu'un travailleur des Usines, soit de mes ateliers, soit d'un autre service, me demandait un renseignement au sujet du P.P.F., ou même me proposait son adhésion, je le renvoyais toujours à Lyon en lui disant qu'à Roussillon, j'étais uniquement chimiste.

Toutefois, j'avais, depuis plusieurs années déjà, lié des relations amicales avec des ingénieurs appartenant presque tous à d'autres services que le mien et qui avaient l'habitude de venir passer une soirée à la maison chaque semaine et souvent dîner. Nous nous efforcions de les recevoir agréablement, nous en avions les moyens, et je peux dire sans fatuité que ces petites soirées étaient appréciées. Cela durait depuis tellement longtemps qu'une grande liberté d'expression existait entre nous, aussi ne m'était-il pas possible de refuser à ces amis – dont l'un était parrain de ma fille aînée – des éclaircissements sur mes tendances politiques. Je le fis le plus simplement et le plus nettement possible. Bien que certains d'entre eux aient été d'origine assez modeste, ils avaient tous une mentalité bien « bourgeoise » avec tout

ce qui peut être ajouté d'aggravant à ce vocable. Aussi firent-ils un accueil assez réservé à mes théories et ne montrèrent-ils pas d'enthousiasme à la nouvelle de mon adhésion au P.P.F. Ce dont je n'avais cure.

Puis quelques semaines après, au cours desquelles les uns avaient espacé leurs visites – sous des motifs divers – et les autres m'avaient, plus ou moins timidement, déconseillé de poursuivre cette voie politique, je pris le parti de les voir tous ensemble pour régler la question. Je les en prévins et notre réunion eut lieu. Peu importe les arguments développés, sous une forme plus ou moins habile ou hypocrite, ils se résumaient en ceci : « Vous avez tort de vouloir encore consacrer davantage de votre activité aux ouvriers, surtout après ce qui s'est passé. Laissez-les donc se débrouiller. Ils ne valent pas la peine de se donner du mal pour eux. Laissez passer l'orage et ensuite nous reprendrons tous nos avantages, etc… Et surtout vous vous compromettez en suivant un homme comme Doriot qui n'est qu'un ouvrier, qu'un ancien communiste. » J'eus bien vite fait de dire ma façon de penser à ces jeunes gens dont l'unique souci était de jouir de la vie, puisse le monde crouler autour d'eux ; mais quand l'un d'eux me dit : « Mais aussi, Monsieur, vous devriez penser qu'en suivant Doriot, vous compromettez aussi vos amis » ; je me levai et leur montrant la porte, leur dis : « Qu'à cela ne tienne, Messieurs, je n'ai plus d'amis. » Je n'eus jamais plus avec eux – y compris le parrain de Nanie[62] – que des relations de service. J'aurais parfaitement accepté qu'ils aient des conceptions oppo-

62 Surnom d'Anne, l'aînée des deux filles d'Albert Beugras.

sées aux miennes – cela je l'ai toujours admis chez mes amis – mais ce que je ne pouvais supporter, c'était cette lâcheté devant la surveillance à laquelle nous étions tous soumis de la part des communistes depuis 1936, surveillance qui s'avérait justement efficace à cause de cette lâcheté. Ces ingénieurs avaient avant tout peur que les communistes puissent leur supposer une opinion semblable à la mienne.

Du temps que ma famille avait quitté le Péage, j'habitais la maison des ingénieurs célibataires à Roussillon. [Je veux – en passant – signaler que je venais tout juste de terminer l'installation d'une villa neuve que m'avait accordée « Rhône-Poulenc », dans laquelle nous avons finalement habité trois ou cinq semaines au maximum. Quand j'avais fait installer cette maison, j'avais voulu que la chambre de bonne dispose d'un lavabo à eau courante et du chauffage central. Mes collègues l'ayant appris par l'installateur, ce fut un véritable tollé : « Quoi ? Je me mettais à traiter ainsi les domestiques ? Et si toutes les bonnes se mettaient à en demander autant ! Ces filles avaient déjà bien assez d'exigences sans cela ! »… ô démocrates[63] ! car je suis sûr que tous ceux-là pensaient déjà et pensent encore être de parfaits démocrates, tandis que moi, je n'étais – et ne suis peut-être – qu'un misérable fasciste oppresseur du peuple !…]

Le double travail – industriel et politique – auquel je me livrais, et pour les deux avec toutes mes forces, ne manqua pas, avec, en plus, la navette journalière entre

63 Albert Beugras emploie presque toujours ce terme de façon ironique.

Lyon et le Péage (50 km.) de me fatiguer sérieusement. Me trouvant sans doute en état de moindre résistance, je contractai auprès de mes enfants, vers Noël 1936, les oreillons, et des complications m'obligèrent à m'aliter. J'étais, avant mai 1936, certainement le chef de service le plus entouré pour le prestige dont je jouissais auprès du Patron et parce qu'on n'ignorait pas que je serais bientôt nommé directeur,… mais depuis les événement sociaux, comme je l'ai déjà signalé, mes collègues faisaient tout pour n'être pas soupçonnés par les ouvriers et surtout par les communistes, qui s'agitaient énormément pour asseoir leur position au Péage et à Roussillon, pour n'être pas soupçonnés, dis-je, d'être mon ami politique. Je m'amusais beaucoup des précautions qu'ils prenaient pour n'être pas rencontrés avec moi ou pour ne pas s'attarder dans mon bureau, tout en m'assurant de leur sympathie… parce que ma cote – et ils le savaient – n'avait pas baissé chez M. Grillet !.. Mais je fus franchement écœuré – et c'était un enseignement de plus sur la mentalité humaine –, c'est quand, malade, je dus rester au lit et que, justement, mon deuxième jour de maladie tomba un dimanche. Je passai la journée seul à la maison des célibataires – qui ne comptait pas moins d'une vingtaine de locataires – sans qu'un seul vînt me voir, tant ils avaient peur que les domestiques bavardent. Tous avaient trouvé des motifs pour s'éloigner…. Le lendemain, des camarades de Lyon étant venus aux nouvelles, je repartis avec eux et m'installai dans une clinique lyonnaise, évitant ainsi à mes collègues tout contact dangereux !

Pour « Rhodia-Club », il n'était plus question pour moi d'y consacrer le moindre temps. Le budget important – plusieurs centaines de mille francs – dont j'avais charge pour cette organisation faisait que je ne pouvais pas quitter mon poste du jour au lendemain. J'avais offert ma démission à M. Grillet qui l'avait refusée en disant qu'il n'y avait aucune raison pour que je cesse d'en être le Président et qu'il ne maintiendrait la subvention de « Rhône-Poulenc » qu'autant que je resterais à mon poste pour en contrôler l'emploi. Je pris donc mes dispositions pour faire assurer la marche du club sans que j'ai (sic) besoin d'y paraître, mais j'en restai Président.

Après ma maladie qui m'avait tenu une quinzaine en clinique, je repris mon activité mais j'avais peine, physiquement, à l'assurer. Je fus sur ces entrefaites informé qu'un voyage projeté depuis déjà un an aux États-Unis aurait lieu sous très peu de jours et M. Grillet me convoqua à Paris.

Après une longue conversation avec le Patron où il me manifesta non seulement son intérêt pour mon action politique, mais ses encouragements, il me dit que les procédés dont je devais étudier la mise au point en Amérique, à la « DuPont de Nemours[64] » étaient prêts. Et comme j'avais manifesté qu'il m'était désagréable d'entreprendre ce voyage à un moment où j'avais tellement à faire, mais aussi à un moment où la campagne communiste pour mon départ de l'usine venait de rebondir et de reprendre avec une violence

64 La plus grande firme chimique américaine.

accrue et qui risquait de faire apparaître ce voyage comme une fuite, M. Grillet me dit : « Je vous laisse absolument libre de partir ou non aux États-Unis. Vous savez que ce voyage était prévu depuis longtemps et que je suis prêt à répondre aux communistes ce que je leur ai déjà dit, à savoir qu'ils peuvent se mettre en grève s'ils le veulent, mais que vous ne quitterez pas l'usine[65]. Ceci étant entendu, je veux vous dire : Vous ne pouvez pas continuer à faire éternellement le métier que vous faites, vous y laisserez la peau. Vous savez combien on tient à vous à "Rhône-Poulenc", vous savez quel avenir vous y attend. Je sais aussi l'importance capitale de l'action que vous avez entreprise alors que tant d'autres ne pensent qu'à se cacher et à attendre. Mais avec la place que vous avez déjà prise au P.P.F. et que sans doute vous y prendrez encore, le jour viendra où il faudra choisir. Je vous offre moi de faire ce voyage en Amérique, sans vous presser, dans les meilleures conditions de confort. Ce sera pour vous un repos physique et intellectuel. À votre retour, quand vous aurez passé un certain temps loin de toute agitation, alors, très objectivement, nous examinerons la question et nous déciderons. Mais ce que vous devez retenir, Beugras, c'est que vous appartenez maintenant à la Maison, à la famille "Rhône Poulenc", quoi qu'il arrive. » C'était la sagesse même. J'acceptais de partir aux États-Unis.

65 On peut cependant se demander, malgré les propos que rapporte Albert Beugras, si ce voyage n'a pas fourni l'occasion à Rhône-Poulenc d'écarter en douceur un cadre certes précieux par sa compétence, mais devenu une source trop importante de discorde au sein des usines.

x
x x

J'avais déjà, en 1935[66], dû aller faire un stage à l'étranger pour le compte de « Rhône-Poulenc ». De tels voyages, pour trop brefs qu'ils soient présentent toujours un intérêt considérable pour qui veut acquérir la connaissance des hommes. En outre, la puissance économique de « R.P. » permettait des contacts dont y avait toujours d'utiles leçons à retenir.

On se souvient que 1935 était l'année des « sanctions » contre l'Italie en raison de la campagne éthiopienne[67]. Sanctions hypocrites, comme tout ce qui est d'essence démocratique, puisqu'elles ménageaient les intérêts capitalistes des États qui les avaient décidées. En effet, il avait été stipulé que les États « sanctionnaires »

66 Plus vraisemblablement 1936 (voir infra).

67 L'Éthiopie (alors appelée Abyssinie) et l'Italie étaient toutes deux membres de la Société des Nations et signataire du pacte Briand-Kellog, ce qui interdisait l'agression d'une des deux nations par l'autre. Cependant, depuis la Somalie, l'Italie, qui souhaite adjoindre l'Éthiopie à son empire colonial, multipliait attaques et provocations à partir de 1934. Haïlé Sélassié fait appel à la SDN pour arbitrer le conflit, en vain, et l'Italie envahit pour de bon l'Éthiopie le 3 octobre 1935, sans déclaration de guerre préalable. La SDN prend certes des sanctions (embargo sur des produits non essentiels), mais les négociations en sous-main de la France et du Royaume-Uni laissent en réalité le champ libre à Mussolini. Le 5 mai 1936, Addis-Abbeba est conquise et les sanctions abandonnées. Cette crise d'Abyssinie discrédite la SDN car elle démontre qu'elle est impuissante à empêcher la guerre entre ses membres.

auraient le droit de terminer les « marchés en cours » avec l'Italie, naturellement, même en ce qui concernait les fournitures de guerre. « Rhône-Poulenc », entre autres, fournissait à l'Italie du rhodoïd transparent en feuilles épaisses destinées aux carlingues d'avions qui, surtout les bombardiers, en utilisaient plusieurs centaines de kilogs par appareil. Dès la décision des sanctions, la fabrication fut poussée pour épuiser les commandes dont certaines passées in extremis, et en même temps, j'étais envoyé en Italie dans une Société amie, pour y mettre en route la fabrication que les conventions de la S.D.N. empêchaient de poursuivre chez nous lors de l'épuisement des commandes… Belle hypocrisie ! puisque nous avions un portefeuille des commandes pour plusieurs mois – la S.D.N. n'ayant fixé aucune limite … – et il se trouve qu'à la fin de la guerre, elles n'étaient pas terminées. Cette mesure eut donc pour résultat d'augmenter notre production française d'une production équivalente en Italie. Et on peut être bien certain que ce n'était pas là un cas isolé, ni à l'égard d'autres firmes françaises, ni à l'égard d'autres États. Mais pour tous les « gogos » du monde, la S.D.N. avait joué son rôle ! Ceci aussi – en passant – constituait une leçon.

J'avoue – à ma confusion – que je n'avais alors aucune, mais aucune idée du fascisme, pas plus du reste que je ne connaissais l'Italie. J'avais, bien sûr, lu tous les bobards[68] courants et quand je me dirigeai sur Milan, je m'attendais à une inquisition soupçonneuse en douane et à des contrôles de police importuns et vexatoires. Aus-

68 Synonyme à cette époque de « rumeur ».

si quelle fut ma surprise devant la courtoisie – je dis bien la courtoisie – souriante des contrôles très réduits que j'eus à subir et aussi, un peu, ma honte quand le train qui nous amenait de Paris fut envahi dès la première gare italienne, à la frontière même, par une équipe de nettoyeurs qui du balai, de la brosse, de l'éponge et du chiffon, nettoyaient wagons et compartiments tant intérieurement qu'extérieurement. Ce fut fait en un tour de mains (sic), mais on ressentait un vague malaise à penser qu'il était nécessaire qu'on procède à la toilette de notre matériel – toilette tout à fait justifiée par la crasse et les détritus que j'en vis extraire – et je ne pouvais m'empêcher de penser que, peut-être, pour le renom de la France, c'est une chose qui aurait pu être faite avant le départ, ou au moins à la gare frontière française.

Je passai quelques semaines à la « Societa Italiana della Celluloïde » dont les usines étaient à Castiglione Olonna et je logeais, à quelques kilomètres de celles-ci, à Vareze[69], petite ville d'une situation magnifique auprès du lac Majeur et du lac de Côme. Mon travail était assez absorbant pour laisser peu de temps au tourisme, mais je fus surtout frappé par l'ordre qui, visiblement, régnait dans ce pays, et qui cependant n'a jamais été une qualité

69 Albert Beugras orthographie ainsi le nom de Varese (en français Varèse), qui comptait aujourd'hui environ 80 000 habitants en 2020. Mussolini avait fait de la ville, située à mi-chemin au sud des deux lacs mentionnés par Albert Beugras, le chef-lieu de la province homonyme en 1927. Le territoire de la commune avait ensuite été étendu pour englober, entre autres, la commune d'Olona (avec un seul n), également cité quelques lignes plus bas. Nous rétablissons dans la suite du texte l'orthographe correcte.

majeure du Latin. Et quand je dis ordre, je ne dis pas police. Il était absolument absurde et mensonger de prétendre – comme on avait coutume de le faire en France – qu'une surveillance policière de tous les instants était exercée, surtout sur les étrangers. Il aurait fallu qu'elle soit vraiment d'une discrétion extraordinaire, et alors, ma foi, qui pourrait s'en plaindre si elle devient telle qu'il est impossible de la déceler[70] ? Et cependant, ce pays était en guerre !...

Je fus frappé aussi par quelques petits gestes, oh, peu de choses, mais qui m'entraînaient à faire des comparaisons. Castiglione Olona était une toute petite cité dont l'essentiel était l'usine, et groupées autour, des maisons ouvrières, une église, une école et quelques bâtiments administratifs. J'y fus vite connu ; j'étais l'ingénieur étranger ayant accès dans tous les ateliers, qu'on regardait avec un peu de curiosité dans ce coin campagnard. Quelle ne fut pas ma surprise au bout de quelques jours, à la promenade que j'avais pris l'habitude de faire seul après le repas de midi, de voir que les gosses – et ils étaient légion, car leur nombre était aussi une chose étonnante – les gosses, dis-je, me saluaient. Un jour, je me trouvais juste devant l'école à l'heure d'une sortie, et Dieu sait si des gosses sortant de l'école s'égayent comme une volée de moineaux et sans bien regarder ce qui se passe devant eux, j'eus la surprise de voir, malgré les cris, les rires et les courses, tous les bérets arrachés et tous ces gosses me dire – en français –avec un

70 Étrange conception de la liberté : selon Albert Beugras, une surveillance invisible n'en serait pas une…

sourire : « Bonjour, Monsieur ».

Suis-je peut-être idiot ? Mais des faits de ce genre, de tout petits faits m'ont toujours fait profondément réfléchir, surtout quand il s'agit de gestes faits par des humbles. Et je me demandais si les gosses de Villeurbanne, par exemple…

Un autre geste d'un humble aussi, et qui ne m'était pas destiné, que par conséquent on ne saurait taxer de « geste de propagande » si l'idée saugrenue en venait pour celui que j'ai relaté plus haut. Une voiture venait me prendre chaque matin à Varèse pour me conduire à l'usine et depuis plusieurs jours, je remarquais qu'au même endroit de la route, gravement, lâchant son volant de la main droite, le chauffeur faisait le salut fasciste, et cependant cela se passait en pleine campagne et sans que je vis (sic) quelqu'un sur la route. Un jour, je finis par lui demander : « Mais qui saluez-vous donc ? » – « Nos morts, Monsieur », me répondit-il. Je n'avais pas remarqué que nous longions un petit cimetière. Oh ! Ce n'est rien, mais cependant…

Une autre fois, à Milan, j'étais dans la foule qui se pressait pour prendre un tramway, lesquels (sic) étaient là-bas des voitures très modernes, rapides et dont la fermeture était identique à celle de notre métro. Une voiture arrivait, presque complète : poussée, cohue, et je restais juste devant les portes qui se fermaient pendant que démarrait le tram. J'avais eu cependant le temps de demander – naturellement avec un accent français, car je connaissais bien en tout, dix mots d'italien, – si la direction du tram était bien celle que je cherchais.

Alors, sans doute sur un coup de sonnette, la voiture, déjà en marche, stoppe brusquement, le contrôleur ouvre les portes et me dit : « Pour un étranger, il y aura encore une place. » Je ne pense pas qu'il y ait pu avoir une intention politique dans ce geste, car à Milan, je n'étais qu'un Français inconnu. Et des faits semblables, je pourrais en citer des dizaines.

J'étais naturellement en contact direct aux usines, avec techniciens et ouvriers. Tous ceux que j'avais questionnés m'avaient dit être satisfaits de leur sort. Un jour cependant, j'avais dit à l'un qui avait habité un temps en France et comprenait parfaitement notre langue, combien les salaires me paraissaient faibles. « Mais, me répondit-il, le coût de la vie est en rapport et nous sommes assurés que les prix ne peuvent pas monter, c'est l'essentiel. De plus, il y a toutes les organisations corporatives et le « Dopo Lavoro[71] » qui comptent pour beaucoup. Et puis "avant"[72], nous avions le chômage et si nous avions les Rouges, ce serait pire. »

Une autre fois, j'étais reçu chez le Patron de la

71 *Opera Nazionale Dopolavoro* (« Œuvre du temps libre »), association créée le 1er mai 1925 par le régime fasciste, afin de gérer les loisirs des travailleurs. Elle fournit surtout l'occasion de développer et d'exalter la culture nationaliste.

72 Cet « avant » désigne probablement la période qui précède la prise du pouvoir par Mussolini. Ce dernier devient Premier Ministre le 30 octobre 1922, suite à une longue série d'intimidations menées par les fascistes contre ses opposants et le pouvoir royal. Les années qui suivent voient l'installation d'un pouvoir dictatorial, qui censure et réprime toute forme d'opposition, en particulier celle emmenée par les communistes.

Société : villa magnifique dans un parc superbe, grand service domestique, valets en livrée, etc. Je ne pus m'empêcher, au fumoir, alors que nous admirions le coucher de soleil sur le lac Majeur, de dire à mon hôte : « Je croyais que le régime avait touché durement les grosses fortunes… » – « Certes, me répondit-il, on nous a pris beaucoup, énormément ; mais nous pouvons jouir avec tranquillité de ce qu'on nous a laissé. Je pourrais vous dire que nous sommes écrasés d'impôts, mais nous nous consolons en constatant que l'argent qu'on nous prend est employé utilement. Croyez-moi, dit-il, le calme social d'un pays mérite tous les sacrifices, et tout le monde en bénéficie. Pourquoi nous plaindrions-nous ? »

Je pourrais multiplier ces souvenirs et il en est bien d'autres que j'ai oubliés ; mais je me souviens m'être alors demandé si un régime politique n'était pas capable de modifier le caractère d'un peuple, au moins dans ses manifestations extérieures, puis à la longue dans son âme même. [Je rappelle que tout était nouveau pour moi dans le domaine politique et que j'y avançais pas à pas]. Oh ! je sais bien que le seul mot de fascisme fait se voiler la face à quantité d'hypocrites. On évoque aussitôt le régime policier, la matraque, la torture, la prison, les camps de concentration, les condamnations arbitraires, etc.… alors, mon cher ami, tu me permettras – sans que je m'explique pour l'instant – de sourire… J'ai vu mieux, depuis, que tout ce dont on accusait le fascisme, et c'est d'une « démocratie » qu'il s'agit !

L'usine était moderne, vastes locaux aérés, clairs, gais même, des espaces séparant les bâtiments garnis de

pelouses avec fleurs et arbustes. Une usine comme je les souhaite. Mais je n'ai pas eu l'occasion de voir d'autres usines italiennes et ce pouvait être une exception. Mais toutefois, j'avais été frappé, partout où j'étais passé, du nombre de constructions nouvelles. Je sais bien que le peuple italien est un peuple de bâtisseurs, mais faut-il encore un minimum de prospérité pour pouvoir construire.

J'étais le 5 mai 1935 à Milan, date de l'entrée des Italiens à Addis-Abbeba[73]. L'après-midi, vers 5 heures, les murs en ville virent soudain une floraison de petites affiches disant simplement : « Le Duce parlera à son peuple ce soir à 20 heures ». C'est je crois ce qu'ils appelaient « adunata[74] » (sans garantie).

À l'heure dite, toute la ville était dans la rue, hommes, femmes, et enfants, groupés devant les hauts-parleurs distribués sur les différentes places de la ville. Je me trouvais dans la foule sur le parvis de la magnifique cathédrale. Oui, bien sûr, tout cela était théâtral, encore que depuis, ceux qui chez nous se prétendent les champions de la démocratie utilisent des moyens en tous points semblables.

J'ai été témoin de l'enthousiasme délirant – bien italien – de la foule à l'annonce de la victoire par le Duce parlant de « l'Empire romain reconstitué… »…

73 La date pose ici un problème, puisque que c'est un an plus tard, en 1936, qu'Addis-Abbeba est prise. Soit Albert Beugras a mal situé son séjour (en 1936 plutôt qu'en 1935), soit il est allé plusieurs fois à Milan.

74 Mot italien qui signifie « rassemblement », employé notamment pour des manifestations à caractère politique ou social.

Néanmoins, c'est avec mélancolie que je réfléchissais. Il est beau de voir un peuple, toutes classes confondues, communier dans l'exaltation d'un événement heureux pour sa patrie… Et cependant, nous avions eu bien d'autres gloires, de réelles gloires, nous autre Français, dans un pays qui, maintenant, ne savait plus vibrer que pour des luttes partisanes et jamais plus pour l'unanimité dans la patrie. Me croira-t-on si je dis que tandis que je m'éloignais de cette joie, de cet enthousiasme, je me suis surpris à pleurer ?

J'ai souvent pensé que Mussolini devait être considéré comme le dernier des Romains, et qu'il avait un immense mérite pour avoir, avec une matière humaine telle que celle dont il disposait, réalisé, quand même, une grande chose que l'Histoire, avec l'éloignement qui lui rend l'impartialité, reconnaîtra un jour. Oui, sans doute, tout a été balayé par la guerre où l'Italie a commis la folie de s'engager ; mais qui oserait prétendre que ce qu'il en est (sic) résulté est mieux que ce qui précédait ? et que le peuple est aujourd'hui plus heureux ?

Là encore, je prie qu'on ne me fasse pas dire ce que je ne veux pas dire. SI je crois que le fascisme était un régime qui convenait aux Italiens, cela ne signifie pas que j'ai (sic) jamais été partisan de son exportation. Ceci est une autre histoire…

[Annotation externe de Marie Chaix-Matthew : En 1936 : Voyage à Berlin].

x

x x

En février 1937, donc, j'embarquais pour New York à bord de *Normandie*[75]. Et là je le dis de suite, là c'est un sentiment de fierté qu'on éprouvait à la pensée que le génie, la technique, l'art et le travail français associés avaient produit une œuvre telle que ce paquebot. Fierté aussi devant l'accueil qui lui était fait en Amérique et la préférence que lui marquaient les étrangers pour voyager. Oui, fierté devant l'hommage rendu à cette réalisation française[76]. Hélas ! La France, depuis quelques

75 Paquebot transatlantique mis en service en 1935. Fleuron de la flotte française – c'est le plus grand pour son époque –, détenteur du record de vitesse de la traversée de l'Atlantique, le fameux Ruban bleu, il navigue à presque trente nœuds et peut accueillir près d'un millier de passagers. Le paquebot est aménagé et décoré luxueusement, surtout en première classe, par la fine fleur des artistes Art Déco ; il comprend chapelle, piscine, salle de spectacle, boutiques, stand de tir.... À l'époque, le bateau est parfois désigné avec son article, mais parfois sans – usage prôné par la Compagnie Générale Transatlantique elle-même –, ce qui explique l'usage de la préposition « de ».

76 Comme le sera plus tard le *France*, le *Normandie* est pour ses admirateurs l'emblème de l'excellence française, et c'est à ce titre qu'il est salué par la presse de l'époque. « Son lancement, son entrée en service seront un gain formidable de prestige » écrit ainsi *L'Action française*, 10 septembre 1932, (cité par Philippe Garnaud, « Le paquebot *Normandie* et la presse », *Vingtième siècle*, n°58, avril-juin 1998, p. 34). Le père d'Albert Beugras, avait fait décorer sa somptueuse villa de Champagne-sur-Seine par le peintre Francis Cariffa (1890-1975) dont l'un des tableaux décorait le salon des Touristes du *Normandie.* (Voir Marie Chaix, *Les Lauriers du lac de Constance*,

décades, ne donnait plus souvent à ses citoyens l'occasion d'être fiers à l'étranger. Quand (sic) à ces dernières années,… mieux vaut ne pas insister.

Ce qu'il fallait remarquer aussi, pour *Normandie*[77], dont naturellement des esprits chagrins ont déclaré qu'il constituait une folie dispendieuse[78], c'est que sa conception était dans le sens de la « qualité française » ; qu'on n'avait pas cherché à lutter avec la concurrence du point de vue prix de revient et qu'il ne s'adressait qu'à une clientèle de luxe. Or on aurait pu, on aurait dû, même, montrer encore plus de hardiesse dans ce sens, puisqu'alors que les appartements de luxe y étaient retenus longtemps à l'avance et que les places de première classe ne suffisaient pas aux demandes, la classe inférieure n'était jamais complètement occupée[79]. Et qu'on ne vienne pas mêler à cela des « conceptions démocratiques » ; ce ne serait que basse démagogie. Pas plus qu'il y a lieu de retenir que l'entretien de « Normandie » demandait une subvention de l'État. L'État a fait bien d'autres dépenses, et moins utiles ; et si une propagande à l'étranger méritait d'être soutenue, celle-ci en était une réellement efficace.

---

op.cit. p. 74).

77 Voir note 75 pour l'absence d'article.

78 La construction du navire, chiffrée initialement à 700 millions de francs (il en coûtera 860), avait exigé la mise sous tutelle par l'État des Chantiers de Saint-Nazaire, et deux interventions exceptionnelles de 160 et 110 millions de francs, le tout sur fond de crise budgétaire nationale. (Philippe Garnaud, *op.cit*, p. 32).

79 La Compagnie était allée dans ce sens en abaissant le nombre de passagers de troisième classe de 315 à 186 places.

Je n'entends pas porter un jugement sur l'Amérique et les Américains. Ce ne sont pas quelques semaines passées dans ce pays qui pourraient m'y autoriser, mais je voudrais rapporter quelques remarques qui m'avaient fait réfléchir sur les questions sociales.

Je déclare de suite que je n'ai pas été enthousiasmé par le genre de vie américain et que – dans ce temps-là, du moins, parce que « l'indignité nationale » n'était pas encore inventée[80]… – je n'aurais pas aimé vivre aux États-Unis[81].

C'est la dignité attachée au travail qui m'a certainement le plus frappé dans ce pays, et aussi l'absence de distinction entre les classes. – Je parle naturellement des Américains de race blanche ; car ce n'est pas une des moindres curiosités de ce pays démocrate que son racisme à l'égard des nègres et des indiens[82]… Il y aurait

80 Elle est instituée par l'ordonnance du 26 août 1944, qui dispose que « tout Français qui, même sans enfreindre une règle pénale existante, s'est rendu coupable d'une activité antinationale caractérisée, s'est déclassé : il est un citoyen indigne, dont les droits doivent être restreints dans la mesure où il a méconnu ses devoirs. » Le fait d'avoir adhéré au PPF était l'un des motifs qui constituait l'infraction. Les sanctions consistent en une série de déchéances : privation des droits civiques, destitution des fonctions, dégradation militaire, incapacités d'ordre professionnel et syndicats, interdiction de séjour. Cette peine d'exception a été appliquée à de nombreux collaborateurs.

81 En 1945, en échange de son aide, les Américains avaient offert à Albert Beugras d'émigrer aux États-Unis avec sa famille.

82 L'auteur a écrit ces deux substantifs en minuscules ; nous conservons ce choix typographique, en soi révélateur.

beaucoup à dire sur des similitudes étonnantes avec certain régime « barbare », mais passons. – Le travail n'est pas là-bas une malédiction et aucune forme de travail ne rebute un Américain sauf celui de domestique. [C'est une profession où il ne se rencontre à peu près que des étrangers et tout est organisé pour que leur nombre devienne de plus en plus restreint[83].]

S'il est chez nous des travaux durs, pénibles, dangereux, insalubres, sales, auxquels répugne l'ouvrier français, l'ouvrier américain n'hésite pas à les faire, mais – car il y a un « mais », – les conditions dans lesquelles sont exécutés ces travaux ont été étudiées et organisées de telle sorte qu'ils cessent d'être durs, pénibles, dangereux, insalubres et sales. On n'a pas cherché comme chez nous à s'assurer pour faire ces travaux une main d'œuvre inférieure, on a conservé une main d'œuvre normale en lui assurant un salaire normal, mais en lui donnant les conditions de sécurité et d'hygiène qui ont fait que ces travaux étaient eux aussi normaux. Un exemple ? – Les ouvriers qui ramassent les ordures ménagères ne sont pas des pouilleux en haillons ; ils travaillent en combinaisons de forte toile hermétiquement closes, en bottes, en gants de cuir à l'intérieur de la main, de toile au dos, et en bonnets qui leur protègent efficacement les cheveux. Les ouvriers sont à l'abri de toute blessure ou souillure et disposent de vestiaires avec lavabos et

83 À partir de la fin des années 1920, les États-Unis mettent fin à l'immigration massive par des lois comme le *Quota Emergency Act* (1921) et le *Johnson Reed Act* (1924), qui divisent par six le nombre de nouveaux émigrants acceptés annuellement sur le sol américain.

douches. De telle sorte que, leur travail terminé, vous seriez bien en peine de leur trouver une apparence quelconque de « boueux ».

En Amérique, il ne viendrait à aucun ouvrier l'idée d'exhiber des mains calleuses et noircies pour prouver qu'il est un « travailleur ». Le travail n'est pas fait pour salir les mains. Mais tout travail qui est utile nécessite un homme pour le faire et cet homme se trouve toujours sans être déshonoré ou seulement abaissé par aucun métier.

Le travail est avant tout pour l'Américain le moyen de vivre – bien sûr ! – mais surtout d'élever sa condition, de se hisser dans l'échelle sociale. L'ouvrier américain sait que son travail, si modeste soit-il, peut un jour le conduire à la condition la plus élevée ; et on ne manque jamais, là-bas, de vous en citer des exemples fameux.

Il existait aux États-Unis une disproportion fantastique entre les salaires des ouvriers, cependant élevés, et les appointements des hauts techniciens et des directeurs ; mais on ne constatait nulle jalousie des uns à l'égard des autres. J'ai vu, parmi les différents règlements affichés dans les locaux administratifs d'une Usine, un tableau donnant tous les salaires payés dans la Société – y compris ceux des directeurs – Comme je faisais, à un ingénieur, la remarque des différences existant entre les chiffres du haut et du bas, il me répondit : « Mais c'est normal ! Le dernier ouvrier n'admettrait pas qu'il en soit autrement, sinon, le jour où il parviendrait à être directeur, quelle serait sa récompense s'il ne devait pas gagner davantage ? » – Essayez donc, en France, d'afficher

les salaires et les traitements à la porte d'une usine… et vous m'en direz le résultat !

Peut-être, me dira-t-on : « Ce serait chose possible si les salaires des ouvriers étaient suffisants. » Eh bien, non ! parce que les propagandes socialistes et communistes ont cultivé chez nos ouvriers l'envie, la jalousie et la haine – au lieu de parler de justice sociale – et je crois que la plupart s'accommoderaient de ne pas gagner davantage s'il pouvait se faire que personne ne reçoive plus qu'eux. Et je sais de quoi je parle !

En dehors du travail, et même en dehors de l'exercice propre de la fonction, il n'existe pas de démarcation entre les différentes classes de travailleurs. Un exemple : comme c'était notre cas chez « Rhône-Poulenc », le repas de midi était pris sur place à la « Du Pont de Nemours » ; mais alors qu'il existait chez nous une cantine pour les ouvriers, un mess pour les contremaîtres et employés, et un autre mess pour les ingénieurs lequel avait encore une salle séparée pour les directeurs ; à la « Du Pont », un seul « cafeteria »[84] où tous, d'ouvriers

84 Albert Beugras emploie au masculin un mot qui ne s'est pas encore banalisé en français. On en trouve une première attestation dans la base Frantext sous la plume de Simone de Beauvoir, qui écrit à Sartre en 1947 depuis les États-Unis. « Lundi matin j'ai été prendre mon jus d'orange et café au lait avec de gros gâteaux ronds dans la cafétéria d'en face. » (Simone de Beauvoir, *Lettres à Sartre, 1940-1963*, Gallimard, 1990, p. 283). Le mot est si peu usité à l'époque que Julien Green, dans *Moïra*, le fait définir par un de ses protagonistes : « -ce restaurant qui doit s'ouvrir en octobre sera réservé aux étudiants et à quelques personnes du dehors. La formule en est toute nouvelle. On se sert soi-même ; à l'entrée, on reçoit un plateau et un couvert, puis on va choisir ce que l'on veut au buffet.

à directeurs, recevaient les mêmes rations à un même guichet et allaient s'asseoir pêle-mêle pour consommer. Et le soir, à la sortie, bien malin qui aurait reconnu par les vêtements, ou même par les voitures qui sortaient du parc-garage, le rang des hommes qui, leur travail terminé, se mêleraient familièrement et pour beaucoup, allaient se retrouver au jeu ou au sport.

L'ouvrier américain ne rougissait pas de sa condition d'ouvrier, mais il ne lui semblait pas nécessaire de prouver tout autour de lui – et surtout hors du travail – qu'il était un « prolo ». Il ne jalousait pas le luxe, mais il se promettait d'y accéder un jour par son travail et par suite il n'avait pas idée de réclamer sa suppression.

Ce sont là des notions très simples et que l'ouvrier américain n'aurait pas compris qu'on mette en question. Elles paraissaient là-bas tellement naturelles que je me demandais comment il était possible que des travailleurs puissent penser autrement. Mais il suffit évidemment d'une propagande subversive. Il faut dire toutefois que faire de la propagande communiste aux États-Unis n'était pas de tout repos. D'abord, fort peu d'ouvriers étaient décidés à l'entendre où à la prendre au sérieux. Ensuite, je me contenterai de rapporter une courte conversation que j'eus sur le sujet avec un Directeur américain :

—Avez-vous des communistes dans vos usines », lui demandai-je ?

C'est ce qu'on appelle une cafeteria. » (Julien Green, *Moïra*, Paris, Plon, 1950).

— Non, aucun.

— Mais, en êtes-vous sûr ?

— Il peut exister quelques ouvriers secrètement communistes, mais alors, quelle importance ? L'essentiel est qu'ils ne se manifestent pas. Dès qu'un communiste est signalé, il est immédiatement mis à la porte et signalé aux autres sociétés.

— Mais, le syndicat… ?

— N'a rien à voir là-dedans. Un communiste est un danger, je le supprime. S'il proteste, je préviens la Police. En général, il suffit de laisser faire les ouvriers et même le syndicat, qui eux-mêmes se chargent d'obliger le communiste à disparaître.

— Mais, la démocratie… ?

— Rien à voir avec le communisme. Je vous répète que c'est un danger public, et je n'en veux pas chez moi.

Les salaires ouvriers étaient, il est vrai, assez élevés aux États-Unis, mais pas tellement plus élevés que ceux de France, par rapport à l'indice du coût de la vie ; mais l'ouvrier jouissait en général d'un standard de vie plus large que celui de l'ouvrier français par une autre répartition de son budget due à un genre de vie différent et aussi par le système du crédit basé sur la foi qu'a tout ouvrier américain dans l'amélioration progressive certaine de sa condition de vie par le travail.

Ce qui sans doute était le plus remarquable dans l'industrie et qui constituait la plus grande leçon, c'était le souci constant de l'amélioration des conditions de travail. Certes, le capital y trouvait son compte par un rendement accru en qualité et en quantité, mais les

usines bénéficiaient toujours et très vite de tous les perfectionnements possibles, et finalement, les travailleurs en étaient les principaux bénéficiaires. Rien n'était épargné qui pouvait diminuer ou éviter la fatigue physique ou intellectuelle. Rien non plus qui pouvait augmenter la sécurité, l'hygiène et l'agrément dans le travail.

Du reste, les frais d'amortissement des usines et du matériel étaient comptés autrement que chez nous et de manière à permettre des améliorations fréquentes. Vraiment, il était possible de dire qu'à tout progrès technique correspondait une amélioration sociale.

Mais en même temps, on faisait appel d'une façon constante à l'effort de l'ouvrier, à l'émulation, je dirais presque à une conception « sportive » du travail. À la « Du Pont », les chiffres des rendements obtenus chaque mois étaient affichés dans les ateliers sur un tableau spécial qui portait en tête les chiffres optima de rendement à atteindre. Dans un atelier, alors que les chiffres optima avaient été atteints, j'ai vu, inscrit à la craie : « Garçons ! [Boys !], nous avons atteint les chiffres fixés par les ingénieurs. Pourquoi ne ferions-nous pas mieux ? » Il me faut ajouter que ces chiffres de rendement, connus ainsi de tout le personnel, déterminaient naturellement les bénéfices de la Société, mais en même temps, le taux d'une prime versée chaque mois au personnel en sus du salaire.

Dans une autre usine de la « Du Pont » [je ne peux citer que les Usines que j'ai vues], dans un immense hall d'entrée où passait tout le personnel, était disposée une longue vitrine d'exposition, comme on en voit par

exemple dans les couloirs d'entrée du métro à Saint-Lazare, où étaient exposés des échantillons de produits refusés au contrôle ou retournés par les clients comme non conformes ou présentant des défauts de fabrication. Chaque échantillon y était présenté avec une pancarte disant : « Mauvais travail exécuté par… » et suivaient les noms des techniciens et ouvriers responsables de la malfaçon. Ces vitrines étaient surmontées d'une inscription : « Travail indigne d'ouvriers américains. »

Un jour où je rêvais devant ces vitrines, un ingénieur américain me demanda : « Vous trouvez sans doute qu'il y a beaucoup de malfaçons ? Mais c'est que nous sommes très sévères. » – « Oh non, lui répondis-je, je pense au facteur d'émulation que représente ce genre de pilori. » – « Mais ne le faites-vous pas en France ? » Alors, lui montrant l'inscription qui surmontait ces vitrines, je lui dis : « Vous pouvez vous adresser à la conscience de l'ouvrier américain. Si j'adressais un tel reproche à certains de mes ouvriers, ils me répondraient : « Je m'en fous, moi, je suis espagnol[85] »…

La formule : « The best in the world[86] » n'était pas seulement utilisée comme formule publicitaire pour la vente, mais aussi pour l'émulation à la qualité de la pro-

85 Albert Beugras semble oublier que, comme il le soulignait lui-même quelques lignes plus tôt, une partie des travailleurs américains est issue de l'immigration, souvent de fraîche date. Son admiration devant un dispositif d'humiliation publique, que lui-même applique dans une certaine mesure, trahit aussi un certain aveuglement : comme si son rapport sacrificiel au travail ne lui permettait pas d'envisager qu'il puisse exister d'autres manières de l'accomplir.

86 « Le meilleur au monde ».

duction.

Les relations entre directeurs, techniciens et ouvriers dépassaient nettement la strate de la seule collaboration technique. Sans atteindre la totale collaboration sociale que j'ai toujours souhaitée, elle débordait largement sur le plan économique et déjà, avait son effet dans certaines branches sociales comme celles de la sécurité et de l'hygiène.

Pour les accidents du travail, il était fait appel aussi à l'émulation, d'abord entre les ateliers d'une même usine, ensuite – sous le contrôle gouvernemental – entre les différentes usines qui, toutes, étaient tenues d'afficher en chiffres énormes à la porte même de l'usine le pourcentage moyen d'accidents du travail pendant l'année précédente. [Campagne : « Safety first[87] »]

À signaler aussi l'effort considérable que faisaient les entreprises pour faciliter les études post-scolaires[88]. Dans ce pays où tout ouvrier veut améliorer sa condition, et où tant d'hommes parvenus aux postes les plus élevés ont eu des débuts très modestes, une proportion énorme de travailleurs cherchaient les moyens d'étudier après leur journée de travail. Aussi, bibliothèques, cours et conférences, ateliers et laboratoires, étaient-ils mis à la disposition des travailleurs, par de très nombreuses entreprises – quand elles étaient puissantes – ou par des groupes d'entreprises – quand elles étaient modestes.

Les œuvres d'hygiène sociale, de médecine, de prophylaxie y étaient naturellement très développées. Mais

87 « Sécurité d'abord ».

88 On dirait aujourd'hui : la formation continue.

en outre, on commençait à travailler très fortement – et scientifiquement – à l'orientation professionnelle selon des méthodes auprès desquelles les nôtres ne sont que des balbutiements. Depuis du reste, un progrès considérable a été fait dans ce domaine aux États-Unis, comme j'ai pu m'en rendre compte par des articles lus dans des revues spécialisées.

Tout ce qui était fait aux États-Unis pouvait être tenté en France pour améliorer la condition des travailleurs et concourir à la suppression de la condition prolétaire. En Amérique, les réalisations les plus audacieuses et aussi les plus remarquables étaient le fait de Sociétés puissantes ou de trusts gigantesques disposant par suite de moyens exceptionnels. Mais en France, la corporation[89] aurait été susceptible d'assumer toutes ces choses. Mieux, le système corporatif aurait permis de faire par-

89 La reviviscence du corporatisme était un des thèmes chers au PPF, où il était présenté comme une voie moyenne dans l'organisation du dialogue social, un corps intermédiaire entre l'individu et l'État. On prônait le regroupement sous forme d'organisation des acteurs d'une même profession, qui seraient devenus les interlocuteurs directs des pouvoirs publics. Cette idée est encouragée par le patronat, qui y voit un moyen efficace d'anéantir les syndicats ouvriers, et elle a la faveur des systèmes totalitaires, dans la logique d'un « corporatisme d'État », capable de contrôler les corps des métiers et les industries par ce truchement. Toutefois, Olivier Dard a bien montré que le terme est entendu de façon bien différente par ses tenants et a pu chez certains recouvrir une vision exempte de toute sympathie fasciste, et authentiquement pacifiée de l'organisation du travail (Olivier Dard, « Le corporatisme en France à l'époque contemporaine : tentative de bilan historiographique et perspectives de recherche », *Histoire, économie & société*, 2016/1, p. 45-57)

ticiper les ouvriers à la question de toutes les œuvres sociales, plus que cela n'était fait aux États-Unis ; ce qui n'aurait pas manqué d'aider à l'émancipation des ouvriers et à leur accession morale vers une condition meilleure.

Il me serait difficile de ne pas signaler le court voyage – trop court – au Canada pour aller y visiter notre cousin Paul Droe[s]ch[90], Supérieur du Collège Français de la Pointe-Gatineau, dans l'état de Québec, c'est-à-dire au Canada français, mais à quelques kilomètres seulement d'Ottawa.

S'il est réconfortant, loin de sa patrie, de constater l'influence qu'elle a pu conserver dans un pays lointain par la précellence des sujets qui l'y représentaient, d'y retrouver le reflet de sa grandeur et la trace de son génie ; combien il est triste et déprimant en certaines périodes où cette patrie se cherche et se laisse diminuer par le comportement, à l'intérieur, de ses concitoyens, de

90 Paul Droesch (1878-1942). Né à Strasbourg, il est ordonné prêtre en 1901 et, après avoir dirigé l'École apostolique de Saverne, il rejoint le Canada en 1919. Il est économe, puis directeur (« Supérieur »), à partir de juillet 1928, du Collège Apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau. Cet établissement est une émanation de la Congrégation spiritaine, qui s'établit au Canada au début du XXe siècle grâce aux dons d'une riche veuve. Officiellement, il s'agit de former de jeunes fermiers, puis des prêtres pour le Canada ; Paul Droesch, en créant un Scolasticat et un Noviciat de Frères, ouvre en réalité la voie à la fondation d'une Province canadienne de la Congrégation du Saint-Esprit. Voir Gaétan Renaud, « Canada : naissance de la province spiritaine », *Mémoire Spiritaine*, n°5, 1er sem. 1997, p. 107 à 135.

sentir injustifiée la confiance fidèle que lui conservent des étrangers.

C'est un sentiment que je devais éprouver en Égypte en 1940[91], mais au Canada où j'avais à faire non pas à des étrangers, mais en quelque sorte à des Français, me ferai-je comprendre si je dis que j'avais le sentiment, quand je leur parlais, de me trouver en face d'hommes aimant plus profondément la France que les Français eux-mêmes et ressentant plus qu'eux les dangers qui le menaçaient. Cette angoisse que les Canadiens français manifestaient à l'égard de leur mère-patrie pour la voie qu'elle suivait vers la bolchévisation, je ne l'ai trouvée nulle part aussi forte que là-bas.

x

x. x

Quand je rentrai à Paris, à fin avril 1937, ma décision était prise. Le bolchévisme m'apparaissait comme un danger plus grand encore que je l'avais imaginé et j'étais pénétré plus que jamais de la nécessité de l'effort social que devait faire la France pour donner à ses travailleurs les améliorations indispensables. Mais j'étais persuadé aussi qu'il fallait faire disparaître la condition prolétarienne des ouvriers et réaliser la collaboration des classes[92].

91 Albert Beugras s'y est rendu au moment où il était officier dans l'armée du Levant.

92 Il s'agit d'une idée force du corporatisme. Le manifeste du PPF plaide pour « l'institution d'assemblées économiques fondées

Un tel programme valait – je le pensais – qu'on lui sacrifie quelques années, qu'on lui sacrifie même ses aises personnelles. Puisque j'avais quitté mon travail pendant plusieurs mois, mon voyage ayant fait suite à ma maladie, puis à ma convalescence, je ne reprendrais pas mon poste aux Usines et me consacrerais uniquement à la politique sociale.

J'en avisai M. Grillet dès mon retour. Il n'en manifesta aucune surprise et me dit : « C'est une suite logique de ce que vous avez fait jusque-là. Ce que vous voulez faire est très courageux et mérite d'être tenté. » Comme le mot « courageux » m'avait fait faire un geste de dénégation, il répartit : « Mais si, mon ami, très courageux et vous comprendrez un jour pourquoi. J'ai cru beaucoup à la possibilité d'une large action sociale… Vous vous préparez, je le crains, d'amères déceptions. Je ne veux absolument pas vous décourager d'entreprendre une action que je juge nécessaire, mais vous vous apercevrez qu'on est rarement compris. Je vous crois taillé pour faire cependant du bon travail et je souhaite que vous réussissiez. Vous êtes jeune, vous pouvez consacrer à cette activité quelques années. Venez souvent me voir et souvenez-vous que vous pouvez toujours reprendre ici votre travail, votre place y reste mar-

---

sur la représentation des professions organisées, du syndicalisme des ouvriers et de celui des techniciens, qui devront s'employer à équilibrer, périodiquement et dans le sens de leur développement, la production et à la consommation établi pour chaque branche industrielle, agricole, commerciale, nationalement et régionalement. » (*Manifeste du Parti populaire français*, dans Philippe Machefer, *op. cit.*, p. 63)

quée[93]. »

Il fut convenu que je rédigerais un rapport sur mon voyage et que je réglerais ma succession au « Rhodoïd » et au « Rhodia-Club », puis que je serais libre au 1er juin. Une lettre officielle de M. Grillet me relevait – « étant donné les motifs de ma démission » – du délai de préavis de six mois et me confirmait que je pourrais rentrer à nouveau à « Rhône-Poulenc » sur simple demande. En outre, la clause de « non-concurrence » de mon contrat était mise en application, c'est-à-dire que mes appointements m'étaient servis en entier durant deux ans, puis pendant huit ans à 50 %[94].

Le règlement de ma succession se fit sans incident

93 La promesse ne sera pas suivie d'effet après-guerre.

94 On peut s'interroger sur cet arrangement financier exceptionnellement favorable. Robert Soucy, interprétant une information non sourcée (il la tire vraisemblablement de Brunet), écrit ainsi : « À Lyon, la société Rhône-Poulenc offrit à un de ses chimistes un salaire élevé pour qu'il quitte son emploi et travaille pour le PPF » (R. Soucy, « Jacques Doriot… », art. cit., p. XXX). Brunet est plus nuancé : il a néanmoins relevé dans les archives du procès qu'Albert Beugras a reconnu avoir reçu 5000 francs mensuels de Rhône-Poulenc jusqu'en 1944, ce qui a tout l'air d'un arrangement déguisé. Certes, la sympathie des dirigeants pour les idées du PPF est évidente. Mais on ne peut écarter le fait, compte tenu de la compétence exceptionnelle d'Albert Beugras, et du caractère sensible de la production chimique, surtout dans ces années où la perspective d'une guerre se dessine, que la clause d'exclusivité n'ait pas été qu'un prétexte. « On tenait à lui », note Marie Chaix. Mais surtout, étant donné qu'il est devenu particulièrement impopulaire dans ses ateliers, cet arrangement sonne comme la suite de l'éviction douce entamée depuis le voyage aux États-Unis, en attendant que la situation s'apaise.

notable au « Rhodoïd » ; mon service fut de nouveau morcelé, de sorte que j'y fus remplacé par trois chefs de service, dont le principal, Bradin, qui était venu aux États-Unis avec moi, fut assassiné par les communistes de Roussillon en 1944… et cependant, il n'avait jamais adhéré au P.P.F. et je n'ai jamais su qu'il ait fait de la politique active.

Pour « Rhodia-Club », on ne désigna pas de nouveau Président, du moins à mon départ, c'est le Directeur Ledru – Président honoraire – qui devait assurer l'intérim. Il me faut tout de même signaler un autre exemple de lâcheté à ce sujet.

J'ai dit que depuis mon adhésion au P.P.F, si j'étais resté en titre Président du « Rhodia-Club » pour, sur la demande de M. Grillet, en contrôler l'emploi du budget, je n'assistais plus à aucune séance ou manifestation et j'avais fait savoir très ouvertement qu'il en serait ainsi tant que je serais occupé de politique active.

Un certain nombre de techniciens et d'ouvriers auxquels leurs collègues avaient reproché de m'avoir trop publiquement approuvé s'étaient crus obligés de quitter le Comité directeur du club, ou la direction ou administration de ses différentes sections. De telle sorte qu'une grande partie du personnel dirigeant du club avait été remplacée par des hommes, choisis parmi d'anciens adhérents sans doute, mais de tendance nettement gauche, quand ils n'étaient pas ouvertement communistes. Ceci semblait naturel à tout le monde, puisque le Front populaire avait gagné la partie et qu'on avait l'habitude de nommer ces dirigeants par élection à

bulletin secret dans les sections.

Quand fut venu le moment de faire mes adieux à « Rhodia-Club », je comptais m'en acquitter simplement auprès de Ledru, mais il m'informa que le Comité directeur désirait se réunir pour me faire ses adieux. J'acceptai et une date fut arrêtée. Le jour venu, je me rendis en compagnie de Ledru, [qui n'avait, bien sûr, pas pu se dérober, sinon aurait-il été présent ?... laissons-lui le bénéfice du doute] dans la salle du mess des ingénieurs où la réception était prévue. Tous les ouvriers appartenant au Comité étaient présents sans exception, les contremaîtres étaient à peu près au complet. Pas un ingénieur n'était là ! J'en fis en souriant la remarque à Ledru, mais à voix assez haute pour que tout le monde l'entendît. Il fut très embarrassé, me dit que quelques-uns s'étaient excusés… ; mais je le priai de ne pas prendre cette peine puisque j'étais depuis longtemps fixé sur leur courage civique. En effet, quelques ingénieurs n'étaient devenus assidus à « Rhodia-Club » et n'y avaient recherché des postes dirigeants qu'à partir du moment où le Comité directeur s'était orienté à gauche, non pas qu'ils aient été eux-mêmes de ce bord, bien au contraire, mais la peur, la lâcheté leur avait conseillé d'agir ainsi.

J'avais été préalablement consulté pour accepter un souvenir des adhérents du club, et après mon refus catégorique, on m'avait finalement décidé à accepter une plaquette de bronze très simple portant, avec le chiffre du club et en médaillon les attributs des différents sports qui y étaient pratiqués, la dédicace : « Rhodia-Club à son président, Albert Beugras, – 1929-1937. »

Je dus subir un laïus de Ledru, heureusement court, car il voulait tout sauf se compromettre. Ce fut correct. Mais après avoir trinqué, comme il se doit dans de telles manifestations, à ma grande surprise et à celle encore plus grande de Ledru, et après que nous ayons (sic) vu un certain nombre des assistants se concerter, un ouvrier – Pleynet, qui était chef d'équipe au Rhodoïd – et appartenait au Club depuis sa fondation, mais seulement depuis 1936 au Comité Directeur, et était de plus connu comme étant très à gauche, demanda qu'on lui laisse dire quelques mots au nom de ses camarades. Ce qui lui fut naturellement accordé. Nous eûmes alors la surprise d'entendre ces quelques mots, dits très lentement, dont j'ai conservé le souvenir.

> « Monsieur Beugras, car pour vos ouvriers dont je suis, vous êtes resté et resterez M. Beugras encore plus que le Président du "Rhodia-Club".
>
> « Nous avons entendu tout à l'heure votre remarque sur l'absence de vos collègues ingénieurs. Nous n'admettons pas leur attitude qui est une insulte à votre égard et aussi au nôtre. Je n'ai pas de raisons de cacher que c'est à cause de vos opinions politiques qu'ils n'ont pas osé venir.
>
> « Nous, ouvriers, sommes tous présents et nos opinions politiques ne sont pas entrées en ligne de compte pour nous décider à venir ou à ne pas venir. Nous voulions aujourd'hui vous dire notre reconnaissance sincère pour tout ce que vous avez fait pour les ouvriers de ce pays, pour tout le mal que

vous vous êtes donné pour eux et pour tout ce que vous nous laissez encore après vous. Nous voulions être tous présents pour vous dire que nous regrettions votre départ.

« Et Monsieur Ledru me permettra d'ajouter que mes camarades ont justement voulu que ce soit moi et pas un autre qui parle en leur nom, parce que je suis communiste et qu'il était nécessaire que vous sachiez qu'à Rhodia-Club, même ceux qui ont mes idées politiques – je parle des Français – vous conserveront toute leur reconnaissance et leur respect, et si vous le permettez, leur amitié.

« Ils vous connaissent assez pour savoir que vous êtes sincère dans les idées que vous allez défendre. Ils regrettent d'être séparés de vous, mais personnellement, ils ne seront jamais contre vous et vous serrerons (sic) toujours la main avec plaisir. »

Voilà, très fidèlement, les dernières paroles que j'entendis aux Usines du Roussillon. Elles me firent chaud au cœur et me consolèrent de la lâcheté de mes collègues ingénieurs. C'était certes la plus belle récompense que pouvait recevoir mon action pour « Rhodia-Club » et on comprendra que j'en ai (sic) conservé le souvenir[95].

Mais je devais apprendre par la suite que l'oubli et l'ingratitude finissent toujours par submerger les plus beaux sentiments[96].

95 Cette scène de « l'hommage des humbles » se retrouvera à plusieurs reprises dans les cahiers, notamment quand Albert Beugras fait ses adieux à son bataillon en Orient en 1940.

96 Allusion probable au refus de Rhône-Poulenc de réembau-

x x
x

J'en aurai fini avec mon activité industrielle, puisqu'ensuite je ne devais plus me consacrer qu'à la politique, si je ne pensais devoir placer ici le récit d'une « explication » que j'eus dans les premiers mois de 1938 avec les ouvriers du Péage et de Roussillon.

J'avais dit que je ne me livrerais à aucune propagande aux Usines « Rhone-Poulenc » et j'avais tenu promesse, bien que j'en ai (sic) été sollicité à plusieurs reprises par des ouvriers de ces usines et que même M. Grillet, après que j'eus remis ma démission, m'ait dit que plus rien ne s'opposait à ce que le P.P.F fît chez eux sa propagande comme ailleurs.

Nous avions, malgré cela, au Péage et à Roussillon, une trentaine d'adhérents, mais inscrits dans des sections lyonnaises ou viennoises.

Donc, dans les premières semaines de 1938, une série de réunions avait été prévue, où je devais prendre la parole : à Annonay (Ardèche), à Tain-L'Hermitage, Saint-Vallier et Saint-Rambert d'Albon (Drôme), à Beaurepaire (Isère) et enfin à Vienne. De telle sorte que le Péage et Roussillon s'y trouvaient absolument entourés dans un rayon de 10 à 30 kms. La presse communiste régionale ne manqua pas, à son habitude, de nous préparer le public et d'annoncer des « contre-manifestations » ; cela ne nous avait jamais beaucoup impres-

---

cher Albert Beugras à sa sortie de prison.

sionnés, même s'il était nécessaire, pour tenir la réunion en paix, de faire « dégager » soit les abords, soit la salle même par notre Service d'ordre [S.O]. En 1938, nous avions déjà conquis le droit de cité dans la région et les communistes ne venaient se frotter à nous que s'ils se sentaient en force. Mais cette fois, leur propagande s'en prit à moi plus spécialement, et avec violence, disant que « naturellement, je me risquais où je n'étais pas connu… mais qu'au Péage et à Roussillon où j'étais trop connu, je n'aurais jamais plus (sic) me présenter. »

C'est une sorte de défi que je n'ai jamais beaucoup aimé. Ce que je dis, je le pense, et j'ai la prétention, si l'envie m'en prend, de le dire n'importe où. Évidemment, ce défi des communistes ressemblait à une provocation, car le Péage et Roussillon étaient un centre important où il leur était possible de rassembler suffisamment de troupes pour une sérieuse bagarre ; mais cela ne m'arrêta pas et je fis annoncer par la presse et par affiches que la tournée de propagande prévue se terminerait par une réunion à Roussillon même. Je fis pour cela réserver la grande salle de réunion du Château – en même temps Mairie – qui était la plus grande salle publique de l'endroit.

Les réunions des jours précédents se déroulèrent avec succès, non sans avoir été ponctuées de quelques horions, mais c'était monnaie courante. Celle de Roussillon s'annonçait chaude, les communistes avaient fait une large propagande par affiches, tracts et bulletins d'usines disant que cette réunion était une « véritable provocation fasciste que la classe ouvrière ne saurait to-

lérer » et que les ouvriers devraient m'empêcher de parler et me chasser.

Je sus, par mes camarades de l'endroit, qu'une véritable mobilisation des cellules était organisée et que je devais m'attendre à une manifestation extrêmement hostile.

Je pris quelques précautions, à savoir qu'une trentaine de militants du S.O. – spécialement entraînés à ce genre de sport[97] – furent dépêchés dans l'après-midi à Roussillon pour garder la salle et y permettre l'installation du micro ; mais je leur avais donné l'ordre de n'intervenir au cours de la réunion que sur mon ordre formel. J'avais aussi donné comme instruction expresse d'ouvrir largement les portes à l'heure prévue et de laisser entrer qui voudrait. La seule précaution était de garder à tout prix l'estrade et le micro. Quand (sic) à moi, j'arriverais à l'heure juste de la réunion.

Dès l'ouverture des portes, la salle fut envahie par une foule bruyante d'ouvriers et fut bientôt archicomble, les suivants durent se tenir dans le couloir et sur la place du château. Des hauts-parleurs devaient du reste leur permettre d'entendre… les orateurs communistes car le Parti communiste avait prévu que nous serions chassés de la place et qu'il ferait tenir la réunion

97 Le PPF, qui n'hésite pas à recourir à la violence physique, a coutume d'employer des nervis contre les communistes qui viennent perturber ses rassemblements. Robert Soucy rapporte que durant un meeting houleux à Nice, sept cents partisans de Doriot passèrent en force dans la foule. Malgré un mort et plusieurs dizaines de blessés, le meeting se tint. (Soucy, « La Parti populaire français », *op. cit.*, p. 312)

par ses propres représentants.

À l'heure fixée, j'arrivai sur la place et vint (sic) garer ma voiture à la porte même du château. Le silence s'était fait, je suppose, surtout de surprise de me voir ainsi arriver avec ma voiture en pleine foule – qui d'ailleurs m'avait ouvert docilement le passage – Je descendis de ma voiture, en même temps que le seul camarade qui m'accompagnait et sur une demande qu'il me fit, je dis, assez haut pour être bien entendu : « Oui, oui. Je laisse ma voiture ici. Ne t'inquiètes (sic) pas, nous ne sommes pas chez des sauvages ; personne n'y touchera. » Et nous rentrâmes.

Le tumulte ne se déchaîna que dans la salle où, évidemment, s'étaient rassemblés les « durs » du Parti Communiste ; mais je remarquai, alors qu'il me fallait traverser toute la salle pour me rendre à la scène [car cette salle était agencée pour servir éventuellement de théâtre] que les assistants qui encombraient les allées s'écartaient sans mot dire pour me laisser le passage et ne commençaient à manifester qu'après avoir été dépassés. Quand j'arrivai à la scène dont je gagnai les coulisses, le tumulte était à son comble, et à peine y distinguait-on des cris de « Vendu », des « Sortez-le » ou de « Parlera pas ! », etc… et même des cris « Au poteau ! » [déjà !…]

On avait coutume, dans nos réunions, de faire « tâter » l'auditoire par des orateurs secondaires faisant un court exposé afin d'orienter l'orateur principal sur la composition de la salle et sur ses réactions, pour lui permettre de présenter son discours avec plus d'efficacité. C'était, ce jour-là, une technique de propagande

superflue : on était bien fixé sur le public ! La salle était tellement « chaude » que plusieurs camarades, qui cependant en avaient vu d'autres, m'exprimèrent leur inquiétude et pour un peu, auraient abandonné la partie avant de commencer. Il n'en était, pour moi, pas question. Sur mon ordre, les camarades désignés prirent place au bureau et le premier orateur se présenta. Je ne me souviens plus quel était ce camarade, mais je sais qu'après quelques minutes, durant lesquelles le bruit s'était encore accru, il céda la place au second qui était le jeune Gorjeux, lequel comptait parler des problèmes de jeunesse. Quelques minutes encore de chahut et ce fut un nouvel abandon. C'était mon tour. Mon fidèle Courbon – mon ancien secrétaire – me dit encore : « Monsieur, je crois qu'il serait mieux de lever la séance en faisant vider la salle par le S.O. Si vous ne pouvez pas parler, ce sera un désastre. Vous serez ridiculisé… »

Je m'approchai du micro en même temps que s'accroissaient les vociférations et les menaces. Pendant quelques minutes, très calmement, je laissai hurler, mais j'observais la salle et eus vite fait d'y reconnaître bon nombre de mes anciens ouvriers et d'autres que j'avais connus au « Rhodia-Club ». Ils n'étaient pas parmi les moins bruyants, mais quand ils se voyaient reconnus et fixés, en général, ils cessaient de crier.

Et puis je commençai, non pas comme d'habitude par « Camarades », mais je dis très distinctement : « Lâches ! » et je le répétai plusieurs fois sans me lasser et sans élever la voix.

Il est constant – je l'avais souvent remarqué – que

si l'on n'élève pas la voix en face de gens qui hurlent, ceux-ci baissent le ton.

Et petit à petit, au fur et à mesure que je répétais : « Lâches ! » le tumulte diminuait, jusqu'au moment où l'on entendit très distinctement mon apostrophe. Puis ce fut le silence.

J'enchaînai alors immédiatement car je sentais que d'un instant à l'autre, la salle, un moment stupéfaite par ce début inattendu, pouvait exploser de nouveau.

> « Je vous connaissais cependant bien, mais je n'aurais jamais cru trouver chez vous tant de lâcheté ! Vous avez peur de m'entendre ! Et parce que vous savez que ce que j'ai à vous dire est désagréable, vous jugez plus courageux, sans doute, de m'empêcher de parler ! C'est en tout cas plus facile ! Vous savez bien qu'à ce que j'ai à vous dire, il n'en est pas un parmi vous – je dis : pas un ! – qui soit capable de répondre.
>
> « Et cependant, il n'y a pas si longtemps que je vous ai quittés. Il n'y a pas si longtemps encore que beaucoup parmi vous, que, si j'étais méchant, je pourrais désigner, venaient me prier, me supplier de leur rendre service, d'intervenir pour eux, de procurer du travail à leur femme, à leur fils. On ne me traitait pas de vendu à ce moment-là !
>
> « Je vous le demande : Ai-je jamais refusé un service à l'un quelconque d'entre vous, si humble soit-il ? Qu'il se lève celui-là ! Ai-je jamais refusé de tendre une main secourable à l'un quelconque d'entre vous , si petit soit-il ? Qu'il le dise ici !

« Je vous le demande : Parmi tous les ingénieurs des usines, en est-il un qui en ait fait pour vous plus que moi sans jamais rien vous demander en retour ? En est-il un qui se soit penché avec plus de sollicitude que moi sur le sort des travailleurs ? En est-il un qui ait cherché plus que moi à améliorer vos conditions d'existence tant dans le travail qu'en dehors du travail ?

« Allons ! répondez donc, maintenant !

« Si je ne suis jamais venu faire de propagande parmi vous pour le Parti auquel je me suis donné, c'est que je ne voulais pas qu'il soit dit que j'essayais de forcer la main à des ouvriers à qui j'avais, autrefois, rendu service. Vous m'en remerciez en m'insultant lâchement ! Oui, lâchement ! parce que vous n'osez le faire qu'à l'abri de la foule et qu'il n'en est pas un parmi vous de ceux que j'ai connu (sic) ici pendant douze ans qui saurait se lever et m'insulter en face !

« Pour que je vienne ce soir, il a fallu que le Parti communiste me mette au défi de le faire et prétende que je ne parlerais pas ! J'ai voulu qu'on sache ici que l'on ne m'empêcherait pas de rappeler, à mes anciens ouvriers, certaines vérités.

« Car enfin ! Je l'ai acquis, moi, le droit de parler ici ! Je l'ai acquis par mon travail, d'abord. Car, vous, mes ouvriers, savez que dans mes ateliers, j'étais le premier ouvrier, j'étais celui qui travaillait le plus, et que tous, vous en profitiez ! Quand je l'ai fait, je l'ai fait avec désintéressement et je ne pensais

pas que votre ingratitude, votre lâcheté, m'obligeraient à vous le rappeler un jour.

« Mais l'accueil que vous m'avez fait tout à l'heure me donne le droit de vous rappeler que pour vous – entendez-vous mes anciens ouvriers ! – pour vous, j'ai risqué ma situation, j'ai risqué le pain de mes gosses, j'ai démissionné pour vous conserver votre travail et vos salaires, pour vous conserver à vous, le pain de vos gosses. Et vous le saviez ! Et vous m'avez insulté, simplement pour obéir au Parti communiste.

« Que vous vous refusiez à partager mes idées, cela est votre affaire. Que vous vouliez m'empêcher d'exposer mes idées, ça n'est pas très courageux, mais c'est encore un point de vue que vous pourriez défendre.

« Mais que vous osiez m'insulter, moi qui ne vous ai fait que du bien, qui vous ai servi autant que je l'ai pu, cela, vous me connaissez assez pour savoir que je ne le permettrai pas.

« Si je suis là, aujourd'hui, sur cette tribune pour vous exposer les idées que j'ai faites miennes, au lieu d'être resté à mon travail parmi vous, vous en êtes responsables.

« C'est parce qu'après avoir fait ce que j'ai fait pour vous – je le répète : avec désintéressement – après avoir donné sans compter et mon temps, et mes forces et mon argent, j'ai été écœuré, ulcéré, de devoir constater que vous aviez si mal compris le sens de mon action ; au point que lorsque les me-

neurs communistes sont venus en 1936, vous avez oublié tout ce que vous me deviez. Cela, je vous l'aurais pardonné, mais vous avez fait pire. Vous m'avez rejeté. Vous avez manifesté que j'appartenais à une autre classe et que par conséquent nous ne pouvions être que des ennemis.

« Je me suis juré de lutter de toutes mes forces pour que cesse cette lutte de classes, pour que soient abolies ces classes artificielles, ces barrières absurdes que des utopistes haineux ont dressées entre nous. Et j'y parviendrai !

« Je ne cesserai la lutte que lorsqu'il me sera de nouveau possible de reprendre ma place au travail dans un coude à coude fraternel avec mes ouvriers et avec mes techniciens, sans que des agents de l'étranger cherchent à nous opposer les uns aux autres.

« Comment je compte y parvenir ? – Je vais vous le dire. Mais auparavant, j'invite ceux qui ne veulent pas entendre mes idées politiques à quitter la salle. Personne n'est obligé de m'entendre. Mais-cette salle, ce soir, est à moi de par les coutumes mêmes de votre démocratie. J'entends y exercer le droit qu'elle me donne, et cela, en paix ! »

Personne ne bougeant de sa place et le silence persistant, je repris.

« Je répète que ceux qui ne veulent pas m'entendre doivent sortir. »

Et personne ne sortit : la salle était domptée. Durant deux heures d'horloge, j'exposai dans le calme le

plus absolu le programme social du P.P.F. dont bien des points furent vigoureusement applaudis.

Quand la réunion fut terminée sans qu'aucun contradicteur – même parmi les braillards communistes qui s'étaient tenus coi (sic) – ne se soit présenté, ce fut une ruée vers la tribune de gens qui voulaient me serrer la main… sans doute les mêmes qui tout à l'heure m'insultaient. Sur leur prière – le mot n'est pas trop fort –, j'acceptai de me rendre « Chez Perriole » qui tenait le café-restaurant du château et là, de trinquer avec de nombreux, très nombreux ouvriers qui s'excusaient et me disaient que j'avais raison.

Pauvres gens ! Je suis reparti de Roussillon plus écœuré que jamais ! Ah, je les connaissais bien maintenant. J'avais eu raison, oui, mais pour combien de temps ? Jusqu'à ce que l'on leur ait de nouveau bourré le crâne. Et je me demandais si cette foule veule, lâche et changeante, qui avait besoin sans cesse d'être reprise en main, sous peine de retourner à ses errements, sous peine de suivre de mauvais bergers ; je me demandais – dis-je – si cette foule méritait qu'on se donne tant de mal pour faire son bonheur.

Car il ne suffit pas d'avoir raison. Il faut sans cesse le répéter, le prouver à nouveau. Cela nécessite une organisation, des cadres, une littérature, une propagande incessante et des moyens illimités. Quelle tâche surhumaine !

À l'égard de cette foule, la raison, la vérité ne peuvent pas se suffire par elles-mêmes.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, de telles

réunions ne m'encourageaient pas. Elles me montraient la sottise, l'inertie et l'incompréhension auxquelles se heurtait un idéal avant d'être compris, admis, et je me demandais si jamais les travailleurs comprendraient seulement leur intérêt ?

Alors, faudrait-il conclure que les réformes nécessaires devraient être faites – même malgré eux ? – avec l'espoir qu'ils en comprendraient, ensuite, l'utilité et le profit ?

Alors, comme moyen ? – La dictature ?…

Lettres à Paul Beugras

(1945)

Augsburg, le 20 juin 1945

Mon cher petit Paul,

Seize ans. Tu as seize ans aujourd'hui et je suis loin de toi, si loin, et cependant j'ai tant pensé à toi tous ces jours, tant pensé que maintenant tu allais être un grand garçon, et cela me semble tellement extraordinaire, toi que je me représentais encore si jeune.

Déjà seize ans, et déjà l'aîné. Dieu a voulu que tu le deviennes en rappelant notre petit Jean.

Tu as reçu là une lourde charge, mon petit Paul. Il te faudra nous aimer pour deux, maman et moi, pour nous aider, non pas à oublier – le pourrions-nous ? – mais à accepter notre immense chagrin.

Tu l'aimais bien, toi aussi, ton grand Jean et ce sera un grand vide pour toi également. Tu n'auras pas assez de tendresse pour ta maman et pour tes deux petites sœurs pour ton frère et toi à la fois.

Aujourd'hui, mon petit Paul, je veux te demander de tenir ces deux places auprès de nous, la tienne et celle de Jean.

Je suis triste ce soir, bien triste mon petit Paul, triste d'être seul, triste de vous savoir tristes. Triste surtout de ne pas pouvoir être auprès de vous, au milieu de vous, pour sentir que je ne suis pas seul au monde, que je vous ai encore, vous. Pour ne plus penser à rien et me laisser enfin aller à la quiétude que je voudrais retrouver dans votre affection.

Et puis, j'ai tant à te dire mon petit Paul, et j'ai par-

fois peur de ne pas avoir le temps de tout te dire.

J'avais pu parler à Jean. J'avais pu le mettre sur la voie de devenir un homme. J'avais pu détruire chez lui des chimères auxquelles j'avais cru et qui nous ont fait tant de mal. Déjà, je me disais, prévoyant le pire, que du moins, lui ne connaîtrait (sic) pas les mêmes erreurs que moi. Et surtout, il avait participé à une évolution avec moi, il avait constaté combien je m'étais trompé, combien on m'avait trompé, et avec moi, il en avait tiré les leçons nécessaires.

Et non seulement j'ai perdu Jean, mais avec lui, j'ai perdu l'espoir d'un fils qui ne prendrait pas une mauvaise route.

Paul, mon petit Paul, je veux essayer de t'écrire tout ce que tu dois savoir. Je m'y efforcerai. J'ai déjà voulu le faire plusieurs fois, et chaque fois j'ai abandonné, écrasé par la douleur du souvenir de Jean. C'est encore trop tôt, et puis je suis seul à porter le faix de ce chagrin sans personne pour me comprendre et me secourir d'un peu d'affection.

Ah, qui saura la souffrance d'être seul, père, de ne voir au long de journées interminables que des gens que je voudrais indifférents, mais que mon isolement me fait haïr chaque jour davantage.

Je sais que chaque jour, vous priez pour me revoir. Je sais que chaque soir les mains de tes petites sœurs se joignent pour obtenir mon retour. Que Dieu vous entende.

Que pourrais-je te dire encore ce soir, mon petit Paul? – Seize ans et je t'aurais voulu si heureux – seize ans, ah, deviens un Homme et que Dieu veuille que tu ne [te] trompes jamais sur la route à suivre.

Je t'embrasse, mon cher petit Paul, avec toute mon affection, comme je t'aime.

Albert Beugras

Augsburg, le 24 juin 1945

Mon cher petit Paul,

S'il est un conseil que je dois te donner avant tous les autres, parce que j'en ressens présentement la nécessité cuisante, c'est bien de ne jamais faire de politique active.

C'est à ton égard mon vœu le plus cher, et aussi le plus impératif.

Je peux bien dire, maintenant que l'expérience que j'en ai faite est terminée, que dès le début de cette épreuve, je me suis rendu compte qu'elle serait malheureuse.

C'est la raison pour laquelle je vous avais toujours résolument écartés ton frère et toi de toutes idées politiques. Tu n'es pas sans te souvenir de l'énergie avec laquelle j'ai toujours refusé à ton frère d'assister à quelque réunion politique que ce soit. Tu n'as pas oublié non plus que je vous avais refusé catégoriquement à Jean et à toi l'autorisation d'adhérer à toute organisation de jeunesse qui soit autre chose que sportive ou artistique.

Je peux aujourd'hui te donner les raisons de mon attitude ; tu devras, pour plus tard, en tirer les conclusions nécessaires à ton comportement.

Je suis allé à la politique, poussé par la nécessité que j'avais constatée, tant dans ma jeunesse – qui fut pénible autrement que la vôtre – tant durant mon séjour dans

l'industrie, que par la constatation quotidienne de la vie des gens qui m'entouraient, la nécessité dis-je d'une profonde réforme sociale.

Cette réforme, dont je sentais la nécessité impérieuse, j'en entrevoyais aussi la possibilité. Les études sociologiques que j'avais faites – et qui sont les seules incursions politiques, tu t'en souviens, que j'avais permises et même recommandées à Jean – m'avaient suffisamment instruites (sic) des tentatives passées, soit en France, soit à l'Étranger. Ce que je connaissais des possibilités de la production, du Capital et de l'État, me permettait de me faire une idée assez juste des modifications qu'il serait nécessaire d'apporter à l'état de choses existant pour que le travail apporte à ceux qui le donnaient un peu plus bien-être, et que plus exactement son bénéfice en soit réparti avec plus de justice.

Tout cela, je l'avais pensé et repensé. Mes contacts et mes discussions avec ceux qu'il est convenu d'appeler les « possédants », que nous pourrions aussi appeler les « favorisés égoïstes », me montraient rapidement que mes idées étaient « révolutionnaires », et ne sauraient trouver leur expression que dans un milieu révolutionnaire.

Logique avec moi-même, j'ai recherché ce milieu qui me permettrait d'aller au bout de mes idées.

C'est là que commencèrent mes désillusions.

Je rencontrai bien peu de révolutionnaires, mais beaucoup de révoltés. Entends-moi bien, je n'étais pas le seul à avoir trouvé que l'état de choses existant devrait nécessairement être modifié, je n'étais pas le seul à vouloir y travailler, mais je m'appercevais (sic), avec étonnement d'abord, avec dégoût ensuite, que presque tous ceux qui prétendaient s'y intéresser n'entendaient le faire d'abord que dans un but personnel. Il s'agissait

d'abord d'améliorer leur situation personnelle, l'amélioration sociale générale n'était considérée par eux – dans le meilleur des cas – que comme un supplément heureux ; pour les autres, que comme un motif spectaculaire commode. Pour l'immense majorité, elle leur était indifférente, et on sentait qu'ils la négligeraient dès que leur situation propre aurait reçu l'amélioration souhaitée.

Je n'avais pas à faire à des « révolutionnaires », mais bien simplement à des « revendiquants ».

Cette constatation me rejetait dans l'inaction, mais les événements sociaux me ramenaient toujours vers la nécessité de l'action.

J'essayai à plusieurs reprises d'aller au Parti communiste et aussi au Parti Socialiste. J'en éliminai chaque fois la possibilité parce que les hommes de ces partis avec lesquels je fus en contact ne m'apparurent que comme les revendiquants dont je parle plus haut et aussi parce que la littérature de ces partis était exagérée et mensongère. (J'ai dû apprendre plus tard ce qu'on appelait les « nécessités de la propagande »…)

Je me contentais alors d'agir dans ma petite sphère, qui pour n'être pas très étendue, me donnait néanmoins la satisfaction de « faire quelque chose ».

Puis vinrent les événements sociaux qui se succédèrent de 1934 à 1936. Tu en liras l'histoire autre part. Retiens-en que l'égoïsme social du patronnat (sic) apparut durant cette période plus sordide et plus nuisible que jamais, en même temps que se précisait d'une façon inquiétante et très proche aussi, l'éventualité d'une nouvelle guerre mondiale.

La nature des sentiments sociaux que je n'avais jamais cachés, la position que j'avais toujours eue en faveur de mon personnel à l'égard du patron, mes rapports

cordiaux avec les ouvriers grâce aux œuvres sociales et sportives dont je m'occupais très activement – y donnant, au détriment même de ma famille, tout le temps que je ne passais pas à l'Usine, tout ceci aurait dû, je pense, me mettre à l'abri d'un ressentiment quelconque des travailleurs au moment où, justement lassés et impatients, ils se révoltaient contre l'état social existant qu'avec eux je désapprouvais.

Il n'en fut rien. À ma grande surprise et aussi à mon immense déception, les travailleurs même en faveur desquels j'avais pris position, au bénéfice desquels je m'étais dépensé sans compter, se laissant entraîner par des meneurs communistes espagnols, me classaient dans le même lot que ceux qui étaient nettement anti-sociaux, pour la seule raison que j'étais un « chef » et que je n'étais pas, à leurs yeux, un « prolétaire ».

J'eus aussi à constater la lâcheté de ceux qui prétendaient être des « chefs ». Un certain nombre de mes camarades techniciens qui avaient semblé comprendre et admettre la nécessité d'une réforme sociale, refusèrent devant les faits de prendre leur responsabilité (sic) et décidèrent de « ne pas se compromettre ».

Durant ce temps, le patronnat (sic) cédait tout sous la menace. Alors que lorsque je demandais quelques sous d'augmentation par heure pour mon personnel, on me répondait que c'était chose impossible sous peine de mettre la Société en difficulté… on accordait cinq à six fois plus sous la menace des grèves communistes.

Que signifiait cette attitude ? – Ou bien le patronnat (sic) pouvait sans attendre la menace accorder ce qu'il donnait aujourd'hui et c'était la preuve de son égoïsme et de sa mauvaise foi, ou bien il était exact que les possibilités de la production étaient dépassées par les exigences

du personnel et c'était une lâcheté que de mettre en péril les entreprises industrielles, et par conséquent un capital essentiel de la Nation, devant la menace communiste. Il ne fallait pas céder, il fallait se battre.

En réalité, il était possible de donner ces satisfactions légitimes aux ouvriers, et c'est l'égoïsme du patronnat (sic) qu'il fallait accuser.

Mais aussi, dans cette aventure, le patronnat (sic) sacrifiait délibérément les techniciens – dont j'étais – et ainsi, je me trouvais dans la position d'être détesté par les ouvriers dont je comprenais la révolte et que j'avais toujours voulu aider, et méprisé par le patron que j'avais cependant toujours servi loyalement. Cette position me fut insupportable et, me révoltant à mon tour, je décidai d'entrer activement en lutte contre le patronnat (sic) et de reconquérir l'estime et la confiance des ouvriers que je voulais aider malgré leur méfiance à mon égard, persuadé que la vérité finirait bien par triompher un jour.

Voilà, mon cher Petit Paul, comment je fus poussé à la politique. Tu vois qu'il n'entrait dans mon attitude aucune basse ambition personnelle. Je n'en attendais aucun profit, j'y abandonnais la tranquilité (sic) que m'assurait une réussite brillante – et même exceptionnelle – dans l'industrie où j'étais depuis douze années durant lesquelles j'avais gravi rapidement les échelons et où un travail acharné m'avait assuré une position solide pleine de promesses pour l'avenir.

Je rencontrai Doriot et je fus tout de suite conquis par son intelligence exceptionnelle, son grand bon sens, sa clarté de vue et son absence absolue de sectarisme. En lui, j'avais à faire à un révolutionnaire certain. Il a pu commettre de graves erreurs, il avait les défauts d'un homme. Sa brutalité, son injustice même, fréquentes à l'égard de

ses collaborateurs immédiats et dont j'ai eu à souffrir, ne m'empêcheront pas de conserver mon estime et mon admiration à cet homme qui est le plus extraordinaire que j'ai jamais rencontré.

Il avait parfaitement compris le problème social et était fermement décidé à le solutionner dans un sens très favorable aux travailleurs, mais en maintenant absolument la puissance industrielle de la France. Il aimait passionnément sa Patrie et tenait plus que quiconque à son intégrité territoriale tant métropolitaine que coloniale. Il aimait le peuple français et voulait absolument lui épargner les guerres étrangères ou civiles. Sa préoccupation constante était l'union des français (sic), l'unité du peuple et je le répète, son attitude intime constante était marquée par une absence absolue de sectarisme.

Le Bolchevisme était la seule force avec laquelle il n'acceptait jamais de composer. Il en était l'ennemi farouche, irréductible et obstiné et se serait allié avec le diable – disait-il fréquemment – pour le combattre.

Tel était l'homme qui me confia la responsabilité de constituer la région lyonnaise de son Parti. Tâche à laquelle je me donnai avec une flamme et une énergie qui devait (sic) compenser mon expérience politique. Mais quelles désillusions encore m'attendaient !…

Les hommes qui venaient au Parti étaient loin de ce que j'avais imaginé comme combattants révolutionnaires, et je vis défiler tout le ramassis des viles ambitions personnelles, le rebut de toutes les professions. Des ratés de tous genres venaient à la politique offerte par ce nouveau parti comme des mouches sur la charogne. Il leur fallait des postes, ils voyaient en nous le parti d'avenir, il leur fallait s'assurer une place pour le jour où nous serions au pouvoir.

Ah, j'en ai vu bien peu de purs. Certes, des hommes comme le docteur Rochet, le docteur Lionnet, Maurice Roux étaient des purs, mais combien étaient-ils ? À côté de quelques militants de base magnifiques qui donnaient leur temps et leur peine sans compter, combien de salopards ?

J'ai voulu épurer avec ma brutalité coutumière, mais que serait-il resté ? – Malgré cela, je m'y suis efforcé. J'ai failli à plusieurs reprises être débordé moi-même par les salopards qui combattaient avec leurs armes habituelles : le mensonge, l'hypocrisie et la calomnie.

Persuadé que j'avais raison, et puis, de plus en plus engagé par mon action, de plus en plus persuadé aussi de sa nécessité, je décidai de m'accrocher et de vaincre.

J'étais soutenu dans mon combat par mon estime et mon affection pour Doriot, mais il est certain que si, à cette date, j'avais connu son entourage immédiat, j'aurais cessé mon combat, car vois-tu, la réalité, c'est que Doriot était seul. Et c'était une folie, et ce le sera toujours que d'axer une action politique, qui est une chose qu'il faut durable, sur un seul homme qui est mortel.

Je sais bien que les idées restent, mais les idées n'ont de valeur que si elles sont animées avec continuité, elles ne sauraient avoir de valeur, reprises par des hommes qui ne les « sentent » pas intimement et qui ne s'en serviraient que comme des articles de propagande.

Je sais aussi que des idées ne peuvent pas être le fait de collectivités et qu'il faut bien que des hommes, un homme même, les émette, mais le rôle de cet homme n'est pas alors de s'en servir pour prendre le pouvoir – un pouvoir personnel – c'est d'abord de former une collectivité qui, imprégnée de ces idées, leur assurera une continuité.

Or, un parti comme le nôtre n'était pas ceci. On n'a pas cherché d'abord à répandre sa doctrine d'une façon désintéressée pour créer des adeptes parmi lesquels il aurait été possible de déceler suffisamment d'homme purs, dignes et capables d'assurer dans l'avenir la continuité de notre doctrine, non, on s'est rangés immédiatement dans la course au pouvoir. Et on a eu ce spectacle des hommes les plus responsables du parti étant absolument ignorants de la doctrine en ne basant leur activité que sur la conquête d'une place qu'ils espéraient personnellement.

Pour eux, la doctrine était affaire de propagande, elle ne les intéressait que très médiocrement. Seule la tactique immédiate comptait qui leur permettait de s'avancer plus près du pouvoir. Ce qu'ils essayaient parfois de présenter comme une absence de sectarisme dans un compromis, n'était que de l'ignorance d'une doctrine qu'ils avaient cependant prêté serment de défendre et de faire triompher.

Et ainsi ont été commises de très lourdes et tragiques erreurs. Si dans la « collaboration franco-allemande » que Doriot croyait d'abord nécessaire parce qu'en 1940/1941 il croyait fermement à la victoire possible de l'Allemagne et qu'il voulait par son moyen réduire au minimum les dégâts de la défaite pour la France ; collaboration qu'il pensait ensuite nécessaire parce qu'elle était dans le sens de la lutte anti-bolchévique ; si dans la « collaboration » dis-je, les dirigeants de notre Parti en étaient tous restés sur la ligne doctrinale du Parti, nous n'en serions pas où nous en sommes.

Mais durant les absences de Doriot au front de l'Est, de lourdes erreurs furent commises que le Chef ne parvient pas toujours à rectifier, empêché qu'il était de dire

publiquement sa pensée et son sentiment à l'égard de l'Allemagne et des procédés allemands.

Trop de nos camarades étaient devenus pro-allemands, alors que pour qu'elle puisse réussir comme le voulait Doriot, la collaboration exigeait de notre part une méfiance totale et constante à l'égard des allemands (sic), et une tactique très souple qui permît d'obtenir le maximum en donnant le minimum.

Doriot réagit autant qu'il le put contre cette tendance qu'avaient trop de nos camarades de se jeter dans les bras des allemands (sic), mais il n'y parvint que très mal parce que trop d'hommes du parti n'y étaient venus que par intérêt et étaient par conséquent trop prêts à se laisser acheter et on a eu trop d'exemples misérables de nos camarades devenant pro-allemands pour quelques avantages matériels, pendant que de magnifiques militants donnaient gratuitement leur peau pour leur idéal.

Il est un fait anecdotique que je veux te rapporter car il est bien caractéristique de l'état d'esprit de Doriot. Un jour, j'étais seul avec lui dans son bureau et on venait de lui apporter dans un écrin ses décorations allemandes. Il me les montra et les prenant toutes trois du bout de ses doigts, me dit : « Regarde-les, elles pourront quand même servir. Soixante de nos camarades ont déjà la croix de fer, plusieurs centaines ont la croix de l'Est. Si un jour Hitler avait des prétentions sur l'Alsace-Lorraine, nous prendrions toutes nos croix, les mettrions dans un mouchoir et je saurais lui dire : "Reprenez votre ferblanterie. Nous nous sommes battus pour être libres. Nous n'avons jamais confondu collaboration et colonisation." »

Doriot avait toujours su rester ferme à l'égard des Allemands, sachant dire « non » quand il le fallait. De combien d'hommes politiques de la France de Vichy pour-

rait-on le dire ? — et aussi malheureusement de combien de dirigeants de son Parti. N'en était-il pas arrivé à interdire dans le parti à quiconque de prendre contact et même de discuter avec les Allemands, avec lesquels nous étions déjà en contact. C'est avec lui, et avec lui seulement que ces discussions pouvaient avoir lieu.

À ce moment, les Allemands l'ont assassiné.

Et cet assassinat se produisait au moment même où il fallait redresser la situation après une suite de tragiques erreurs sur le plan politique extérieur mais où il aurait été encore possible de sauver quelque chose.

Il restait de notre Parti sa doctrine sociale et sa doctrine impériale.

L'Unité française pouvait se faire en faisant rentrer dans la communauté nationale reconstituée par la victoire du Général de Gaulle, ceux qui certes s'étaient gravement trompés, mais n'avaient pas démérité sans retour en participant à des actes de banditisme impardonnables et qui surtout, n'avaient pas par leur attitude perdu leur qualité de français (sic).

Mais pour faire cela, il aurait fallu des hommes politiques véritables, et je te l'ai dit, Doriot était seul. Ceux qui l'entouraient ne pensaient qu'à eux, ils ne pensaient qu'à sauver ce que le Parti, la politique ou la collaboration leur avait rapporté, ils ne songeaient qu'à mettre en sécurité leur peau et ce qui leur servait de famille. (J'utilise cette formule, parce que bien peu nombreux étaient ceux qui avaient leur famille régulière.)

J'aurais dû réagir à ce moment. J'aurais peut-être réussi à entraîner avec moi quelques camarades sincères et à sauver ceux qui vraiment méritaient de l'être ; mais les discussions qui suivirent la mort de Doriot (22 février) et qui devaient en quelque sorte régler sa succession se

déroulèrent au moment même de la disparition de ton frère (1er mars) et je n'avais pas le cœur à me mêler aux discussions sordides auxquelles je dus assister.

Tous ces petits hommes qui croyaient avoir l'étoffe de dictateurs et de chef de Parti étaient vraiment pitoyables, et je n'eus alors plus qu'une idée : rentrer en France, comme je l'avais maintes fois dit à Doriot. Mais il fallait y rentrer la tête haute, et là était tout le problème qui n'a pas place ici.

Quand (sic) à tous mes « camarades » de la Direction du Parti, que sont-ils devenus ? – Je ne sais. Ce que je sais, c'est qu'ils sont partis à nouveau avec voitures et bagages espérant pouvoir se camoufler et attendre des « jours meilleurs », laissant au vent leurs responsabilités, abandonnant une fois de plus les militants qui les avaient suivis dans cette triste aventure.

J'ai eu du moins, en ce qui me concerne, la satisfaction d'être resté le dernier et de n'avoir abandonné personne dont j'ai eu la responsabilité.

Ainsi s'est terminée mon expérience politique, j'en retire une amère désillusion et un profond dégoût.

Je voudrais du moins que cette malheureuse expérience te serve et te garde à jamais d'en vouloir tenter une semblable.

La politique serait une chose magnifique si elle était faite par des saints, malheureusement elle est faite par des hommes.

Ne t'en mêle pas. Il y faut trop d'hypocrisie et de cynisme.

Aie des idées généreuses et résolument sociales. Dans ta sphère d'influence personnelle, essaye de les répandre et de les appliquer, mais ne cherche pas à gagner le plan général.

Laisse faire ceux qui veulent en faire une profession.

Tu pensera que c'est grand dommage de laisser une si belle chose entre les mains de gens qui en sont si peu

dignes. Oui, je l'ai pensé aussi, mais c'est moi qui ai été brisé. Ils seront toujours les plus forts parce que sans scrupules. Laisse d'autres jouer les Don Quichotte, pour cela au moins, sois égoïste.

Il suffira dans la famille que je m'y sois tellement brûlé.

Crois-moi, mon cher Petit Paul, bien affectueusement.

ton papa.

A . B.

Bibliographie

1) **Articles et ouvrages**

Albert (Pierre) « Remarques sur la stagnation des tirages de la presse française de l'entre-deux guerres », *Revue d'Histoire Moderne et contemporaine*, année 1971, n°16/4, p. 542.

Altar (Sylvie), Le Mer (Régis), *Le Spectre de la Terreur. Ces Français auxiliaires de la Gestapo*, Paris, Éditions Tirésias-Michel Reynaud, 2020

Basdevent (Jules), « Le Pacte franco-soviétique », *Politique étrangère*, 1939, 4/1, p. 27-47.

Beauvisage (Jérôme) et Chaurand (David) « Les grandes dates de la CGT », Institut d'Histoire Sociale, https://www.ihs.cgt.fr/les-grandes-dates-de-lhistoire-de-la-cgt/, consulté le 14 juin 2021.

Brunet (Jean-Paul), *Jacques Doriot. Du communisme au fascisme*, Balland, 1986.

Burrin (Philippe), *La Dérive fasciste : Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945* [1986], Paris, Seuil, coll. « Points/Histoire », 2015.

Chaix (Marie), *Les Lauriers du lac de Constance*, Seuil, 1974.

— *L'Été du sureau*, Seuil, 2005.

Dard (Olivier), « Le corporatisme en France à l'époque contemporaine : tentative de bilan historiographique et perspectives de recherche », *Histoire, économie & société*, 2016/1, p. 45-57.

Doriot (Jacques), « Manifeste du Parti populaire français », dans Philippe Machefer, *Ligues et fascismes en France. 1919-1939* », Dossier Clio, Paris, Presses Universitaires de France, 1974, p. 60-61.

Garnaud (Philippe), « Le paquebot *Normandie* et la presse », *Vingtième siècle*, n°58, avril-juin 1998, p. 29-42.

Goetschel (Fernande), *Récit de déportation* [1945] Association pour l'Autobiographie, Ambérieu-en-Bugey, cote APA 323.

Machefer (Philippe), *Ligues et fascismes en France. 1919-1939*, « Dossier Clio », Paris, Presses Universitaires de France, 1974.

Machu (Laure), « Front populaire : le temps des conventions collectives », *CNRS Le Journal*, 24 juin 2016, https://lejournal.cnrs.fr/billets/front-populaire-le-temps-des-conventions-collectives

Mayeur (Jean-Marie), *La Vie politique sous la Troisième République*, Seuil, « Points Histoire », 1980, p. 150.

Ory (Pascal), *Les Collaborateurs. 1940-1945* [1976], Paris, Seuil, « Points Histoire », 1980.

Renaud (Gaétan) « Canada : naissance de la province spiritaine », *Mémoire Spiritaine*, n°5, 1er sem. 1997, p. 107 à 135.

Rigoulot (Pierre), *Les Enfants de l'épuration*, Paris, Plon, 1993.

Sonnet (Martine), *Atelier 62*, Cognac, *Le Temps Qu'il Fait*, 2008.

Soucy (Robert), *Fascismes français*, Paris, Autrement, 2004.

2) Webographie

Site de l'Assemblée Nationale, https://www.assemblee-nationale.fr

Site de la Bibliothèque Municipale de Châlons-sur-Saône, rubrique« Schneider et Cie », http://www.bm-chalon.fr/patrimoine--Schneider-et-Cie, consulté le 31 octobre 2020.

Site Légifrance, Ordonnance du 26 août instituant l'indignité nationale, *Journal officiel de la République française du 28 août 1944*, p. 707-108.

Site Patrons de France, rubrique « Nicolas Grillet », http://www.patronsdefrance.fr/?q=sippaf-actor-record/20639&page=1

Site de la Fédération Française de Football Association, http://www.fffa.org

Site Patrimoine Lyon.org, rubrique « Les « Écoles de la Martinière », https://www.patrimoine-lyon.org/la-presqu-ile/terreaux-cordeliers-2/la-martiniere

3) Sources diverses

Archives Rhône-Poulenc Roussillon, dossier 510, Rapport Beugras du 21 mai 1927.

« Rapport de Monsieur Louis Beugras », *Bulletin de l'Académie François Bourdon*, n°1, novembre 1999, p. 25-28.

Jean-Marie Michel, « Contribution à l'histoire industrielle des polymères en France », Société Chimique de France, non daté, https://www.societechimiquedefrance.fr/Contribution-a-l-histoire-industrielle-des-polymeres-en-France-par-Jean-Marie.html

Les Cahiers d'Albert Beugras ont été composés en Adobe Garamond Pro et Le Monde Courrier Standard. Cette édition, comportant les deux premiers volumes des cahiers et les lettres inédites de Paul Beugras, a été réalisée a l'attention exclusive de César Morgiève, Marie Chaix-Mathews et leur famille sur une mise en page de Véronique Montémont a Nancy en juin 2021.

C'est en prison qu'Albert Beugras (1903-1963) a rédigé ses carnets. Condamné en 1948 aux travaux forcés à perpétuité – il sera amnistié en 1953 – pour avoir pris une part active à la collaboration, il revient sur sa formation, ses débuts dans l'industrie, et les constats qui l'ont conduit à adhérer, aux côtés de Doriot, dont il fut proche, aux thèses du Parti Populaire Français.

Les deux premiers cahiers de ses mémoires inédits offrent un aperçu passionnant sur la France industrielle des années 25-36, sur fond de grandes grèves et de montée du Front Populaire. Le récit d'Albert Beugras nous montre comment un jeune ingénieur chimiste, ancré dans une solide culture catholique de droite, mais convaincu de la nécessité d'améliorer la condition des ouvriers et des classes populaires, va céder aux sirènes de la propagande antibolchévique, et opter pour une voie politique en laquelle il place tout son idéal – une voie qui le mènera finalement au désastre.

9 782957 888900

ECRISOI éditions